

- Le sondage
- Les résultats des entrevues
- Les études de cas



PARTICIPATION DES FAMILLES IMMIGRÉES AUX ACTIVITÉS DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES FAMILLE



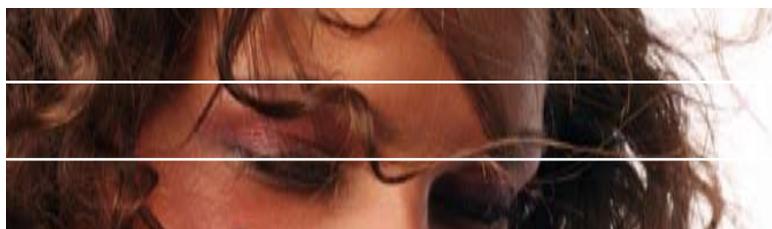
Conseil de la famille
et de l'enfance

Québec



Le
sondage

1



PARTICIPATION DES FAMILLES IMMIGRÉES
AUX ACTIVITÉS DES ORGANISMES
COMMUNAUTAIRES FAMILLE
MEMBRES DE LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE
DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES FAMILLE

Table des matières

Introduction

- 1 Méthodologie d'interprétation des résultats
- 2 La participation des familles immigrées aux activités des OCF
- 3 Images d'une relation
- 4 Ce qu'ils en disent...

Annexe

Liste des graphiques et des tableaux

Introduction

Au cours des dernières années, les situations souvent particulières, vécues par les familles immigrées, ont fréquemment été mises en relief dans divers documents publiés par le Conseil de la famille et de l'enfance. Toutefois, ses membres n'avaient pas eu l'occasion de se pencher spécifiquement depuis 1995¹ sur la façon dont ces familles relèvent les défis que pose leur participation quotidienne à la vie dans leur pays d'adoption. La présente recherche, en deux volets, est née de leur volonté de relancer leur réflexion collective sur ces enjeux.

Au cours des quelques dix dernières années toutefois, le nombre d'études et de recherches portant sur divers aspects des processus d'intégration et des relations que les membres des familles immigrées entretiennent avec les institutions québécoises (dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la justice, etc.) a cru de façon presque exponentielle. Désireux de contribuer utilement à l'accroissement des connaissances sur une question désormais d'actualité, le Conseil s'est donc tourné vers un milieu avec lequel il entretient des relations de longue date, celui des organismes communautaires Famille (OCF)². En particulier, il a souhaité mieux comprendre l'importance et les modalités de la participation des familles immigrées aux activités offertes par ces organisations.

Le premier volet de la recherche a pris la forme d'un sondage, réalisé auprès des membres de la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF) au printemps 2005. Ses résultats – rendus publics en juin 2006 – sont présentés dans la première partie de ce document. Ils confirment que même si elles y sont presque toujours largement minoritaires, les familles immigrées sont bien présentes au sein des OCF, presque partout à travers le Québec. Les réponses, mais aussi les commentaires des répondants, invités à faire part de leurs opinions par des questions ouvertes, tracent un premier portrait de la nature de cette participation et des relations qui s'établissent entre familles immigrées et familles québécoises de souche.

C'est pour pouvoir mieux comprendre les dynamiques de ces interactions quotidiennes que les membres du Conseil ont ensuite commandé la réalisation de cinq études de cas, dans autant d'OCF.

¹ Le Conseil de la famille et le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration avaient alors publié conjointement une réflexion intitulée *Créer des liens familiaux de convivialité : une réflexion conjointe sur les familles, l'immigration et les communautés culturelles à l'occasion de l'Année internationale de la famille*.

² Le Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine définit un OCF comme « un organisme communautaire autonome qui a pour mission de valoriser la famille et de favoriser le plein épanouissement de la famille et des enfants. Une des grandes orientations d'un OCF concerne la valorisation du rôle de parent et la reconnaissance, le partage et l'enrichissement de l'expérience parentale à travers diverses formes d'activités ». Source : Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. [En ligne] http://www.mfacf.gouv.qc.ca/thematiques/famille/aide-financiere/organismes_communautaires.asp [Site consulté le 27 novembre 2006].

Il s'agit d'un projet modeste, qui se veut complémentaire à d'autres travaux plus importants réalisés par des chercheurs venus d'horizons différents³. Dans un souci de continuité et pour optimiser la fiabilité des données recueillies, il a été décidé de travailler avec des organismes dont les représentants avaient indiqué, lors du sondage, leur disponibilité à participer à d'éventuelles suites au projet.

Le rapport de recherche et les cinq études de cas sur lesquelles il est fondé constituent la seconde et la troisième partie du présent document. La taille réduite de l'échantillon oblige à la plus grande prudence quant aux constats – nécessairement provisoires – ou aux questions qui émergent de ce premier examen. Ainsi, même si le sondage révélait que les familles immigrées étaient présentes dans les OCF presque partout à travers le Québec, cette étude porte uniquement sur des organismes situés dans des grands centres urbains ou à leur périphérie immédiate : un examen des situations vécues au sein d'organismes enracinés dans des agglomérations plus petites ou en milieu rural révélerait peut-être des dynamiques différentes.

Cela dit, les entrevues effectuées dans ces organismes ont fait émerger des perspectives convergentes, sur un vaste éventail de sujets. Qu'il s'agisse de la pertinence, pour les familles immigrées, de l'approche « milieu de vie » privilégiée par les OCF, de la force de la parentalité comme réalité partagée, au-delà des différences, ou des besoins d'information sur les réalités de la société d'accueil autant que sur celles des familles immigrées, les pistes révélées par ces cinq portraits invitent à un examen plus approfondi de réalités qui demeurent largement méconnues.

Enfin, une dernière précision s'impose. Au départ, le titre et la documentation relative au projet faisaient référence, tout comme les résultats du sondage, aux « familles immigrantes ». Le même terme et celui de « mère immigrante » furent employés lors des entrevues avec les représentantes et les participantes de chaque organisme rencontré, qui les utilisaient elles-mêmes spontanément. Pour cette raison on les retrouve dans les études de cas qui fondent le présent rapport.

³ Voir par exemple : Louise Bérubé (2004). *Parents d'ailleurs, enfants d'ici : dynamique d'adaptation du rôle parental chez les immigrants*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 250 p. ; Michelle Duval et autres (2005). *Les organismes communautaires au Québec : pratiques et enjeux*, Montréal, Gaétan Morin éditeur, 164 p. ; Jean-François René, Fanny Jolicoeur et Maryse Soulières (2004). *Les parents au cœur de l'intervention*, Montréal, INRS, Urbanisation, Culture et Société, 126 p.

Entre temps toutefois, la chargée de projet a pris connaissance de la monographie *Des nouvelles d'elles – Les femmes immigrées du Québec* publiée par le Conseil du statut de la femme⁴. Les auteures de ce document précisent qu'elles utilisent à dessein les adjectifs immigré, immigrée plutôt qu'immigrant, immigrante: citant Le Petit Robert, elles expliquent que ces derniers s'utilisent pour parler de celui ou de celle qui entre dans un pays étranger pour s'y établir, alors que les premiers s'utilisent pour parler de toute personne venue de l'étranger.

Le Conseil de la famille et de l'enfance souscrit à ce choix. Pour cette raison, des modifications ont été apportées aux différentes composantes du présent document, dans lequel on parle désormais de familles ou de personnes immigrées, plutôt qu'immigrantes, sauf, bien sûr, lorsqu'il est spécifiquement question de personnes qui entrent tout juste au pays.

⁴ Conseil du statut de la femme (2005). *Des nouvelles d'elles : les femmes immigrées du Québec*, Québec, Conseil du statut de la femme, 104 p. (Gouvernement du Québec).

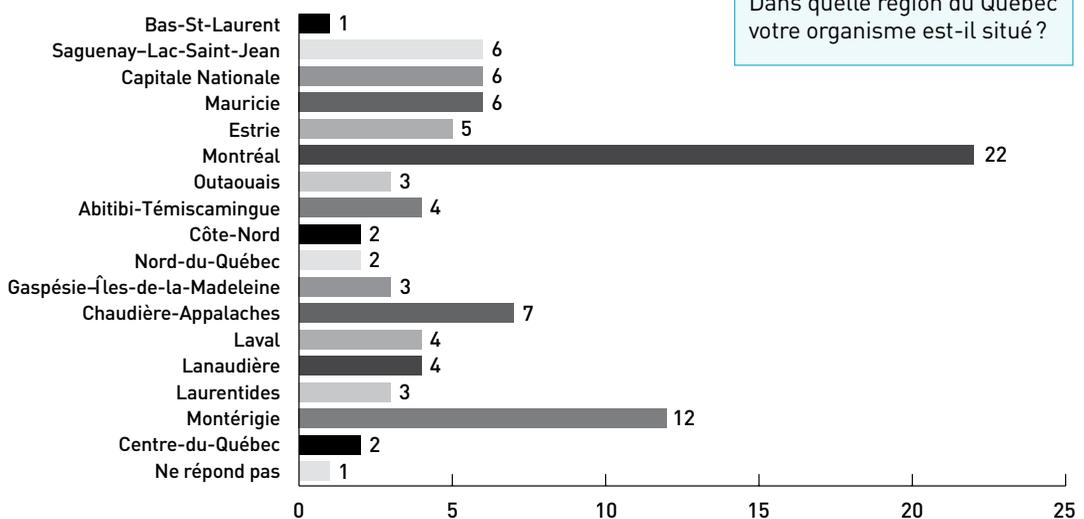


Ce sondage a pris la forme d'un questionnaire autoadministré, envoyé par courriel, le 16 mai 2005, aux 200 organismes membres de la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF). Ces derniers avaient un peu plus d'un mois pour y répondre, soit jusqu'au 22 juin. En tout, 93 OCF ont renvoyé leurs réponses, qui ont pu être analysées.

Il s'agit certes d'un échantillon limité, mais néanmoins intéressant en termes de représentativité. D'une part, le taux de réponse, 46,5%, est élevé. De l'autre, un examen rapide de la provenance de ces réponses indique qu'elles reflètent assez fidèlement la répartition des membres de la Fédération sur le territoire.

GRAPHIQUE 1

Répartition régionale des organismes répondants

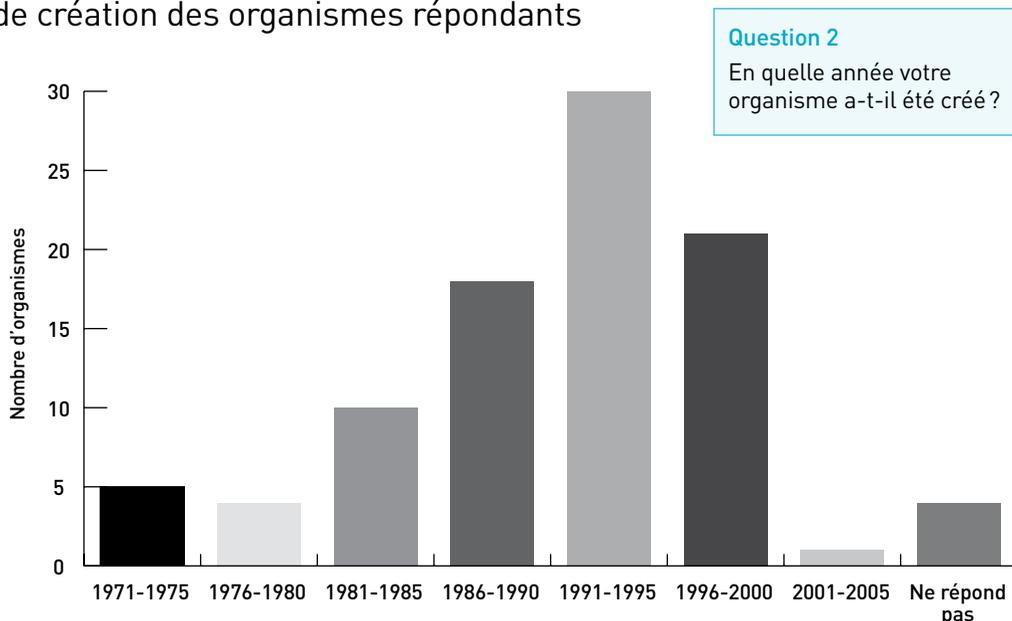


Une observation semblable peut être faite quant à la date de création des organismes répondants : 19% d'entre eux ont été créés entre 1986 et 1990, 32% entre 1991 et 1995 et 23% entre 1996 et 2000.

Toutefois, certaines précautions s'imposent. La taille de l'échantillon suggère ainsi que, pour révélatrices qu'elles soient de tendances bien réelles, les réponses comportent néanmoins une marge d'erreur de 4,5% à 5%. Cette mise en garde vaut particulièrement pour les questions 5 et 6, auxquelles seules les personnes qui avaient répondu « oui » à la question 4A (79 en tout) étaient invitées à répondre.

GRAPHIQUE 2

Date de création des organismes répondants



Malgré ces limites, quelques croisements ont été effectués afin de mieux cerner les réalités décrites par les répondants. Ainsi, compte tenu de la forte concentration des personnes immigrées sur le territoire de l'Île-de-Montréal, il nous est apparu intéressant de voir s'il y avait un lien entre la localisation des répondants et la participation des familles immigrées à leurs activités, puis avec le taux de cette participation (graphiques 3 et 4). Nous avons aussi tenté de voir si cette situation géographique avait une influence sur la nature des relations qu'ils entretiennent avec les organismes communautaires du même milieu qui travaillent avec des familles immigrées.

Le questionnaire comportait aussi quelques questions ouvertes. La première demandait aux répondants dont l'organisme avait déjà organisé une ou des activités spécifiquement à l'intention des familles immigrées de nous décrire brièvement ces initiatives: tout en étant très diversifiées – preuve, s'il en fallait une, de la créativité des OCF! – leurs réponses témoignent aussi de la popularité des activités qui misent sur la cuisine pour rapprocher des personnes venues d'horizons différents. Quel meilleur prétexte qu'un plat savoureux pour se découvrir et apprendre à se connaître ?

Une autre demandait enfin aux répondants de nous faire part de leurs commentaires ou de leurs opinions sur la participation des familles immigrées aux activités qu'ils organisent. Là encore, la diversité des réponses ne permet pas de les résumer : nous en présentons un échantillon à la suite du présent rapport. Elles reflètent toutefois une ouverture – « nos activités sont ouvertes à toutes les familles ! » – mais aussi un questionnement sur les besoins de ces familles, dont plusieurs sont récemment arrivées. Plusieurs répondants ont fait état des difficultés de communication causées par la barrière de la langue, mais aussi des différences culturelles, qui rendent plus ardue la participation des parents venus d'ailleurs à des activités qui interpellent plus directement leurs valeurs.

Chose certaine, plusieurs répondants ont voulu partager avec nous leur réflexion à l'effet que, si leur présence demeure toujours beaucoup plus importante dans la grande région montréalaise, on retrouve de plus en plus de familles immigrées partout à travers le Québec. Les OCF en sont conscients et, on le constate, cherchent à ouvrir grand leurs portes.



La participation des familles immigrées aux activités des OCF

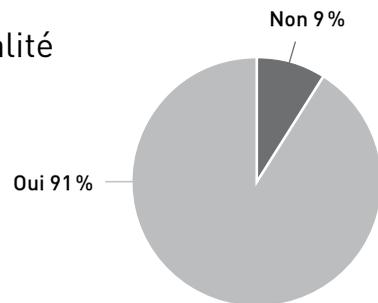
Comme l'indiquent les deux graphiques ci-dessous, non seulement la quasi totalité des répondants (91 %) ont-ils noté la présence de familles immigrées dans leur région ou localité, mais 85 % des OCF répondants accueillent actuellement ou ont déjà accueilli une ou des familles immigrées dans leurs activités.

GRAPHIQUE 3

Présence de familles immigrées dans la localité ou la région

Question 3

Est-ce qu'il y a des familles qui vivent dans la localité ou la région dans laquelle votre organisme travaille ?

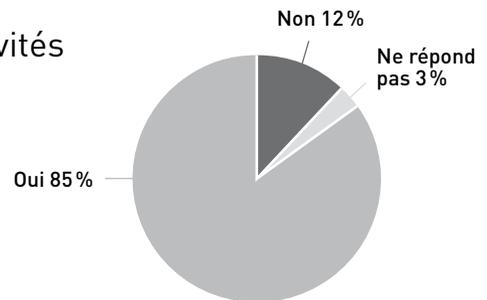


GRAPHIQUE 4

Participation de familles immigrées aux activités des organismes répondants

Question 4

Est-ce que des familles immigrées ou un de leur membre ont déjà participé à une ou des activités que vous avez organisées ?



Le croisement des réponses portant sur la participation des familles immigrées avec les informations sur la répartition géographique des répondants, fournies par la question 1, nous en dit davantage. Le tableau suivant révèle ainsi que les réponses reflètent assez justement la dispersion des immigrés sur le territoire québécois : il n'y a que deux régions où aucun des OCF répondants n'a accueilli ces familles. Mais, plus important, il indique aussi que, dans neuf régions du Québec, tous les OCF répondants ont déjà accueilli ou accueillent une ou des familles immigrées.

TABLEAU 1

Répartition régionale de participation des familles immigrées

Question 4A

Est-ce que des familles immigrées ou un de leur membre ont déjà participé ou participent actuellement à une ou des activités que vous organisez ?

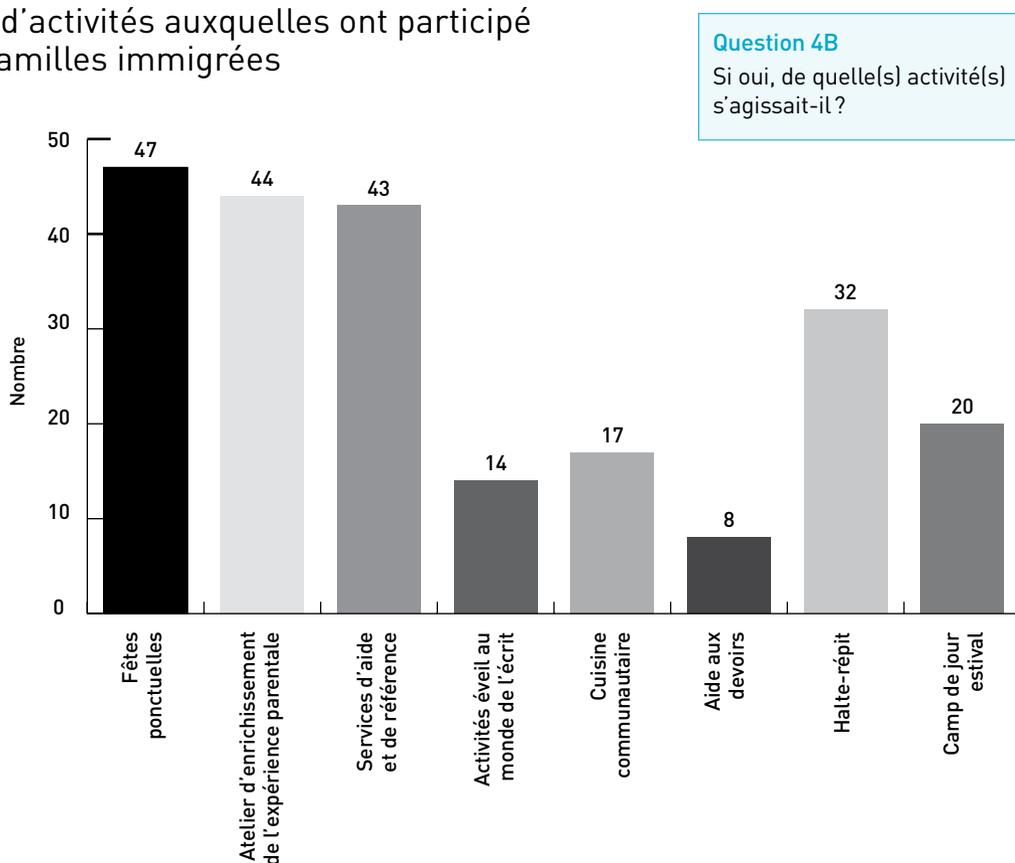
Q1 - Région de provenance	NON	NRP	OUI	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	1		3	4
Bas-Saint-Laurent			1	1
Capitale-Nationale	1		5	6
Centre-du-Québec		1	1	2
Chaudière-Appalaches	2	1	4	7
Côte-Nord	2			2
Estrie			5	5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3			3
Lanaudière			4	4
Laurentides			3	3
Laval			4	4
Mauricie			6	6
Montérégie			12	12
Montréal			22	22
Nord-du-Québec		1	1	2
Outaouais			3	3
Saguenay-Lac-Saint-Jean			4	6
NRP			1	1
TOTAL	11	3	79	93

Au-delà des biais propres à l'exercice même du sondage (on répond plus volontiers à des questionnaires sur des sujets qui nous intéressent), force est de constater que s'il s'agit d'une réalité dont on commence à discuter dans les milieux Famille, cette présence est déjà bien réelle, sans doute depuis un certain temps.

Les réponses à la question 4B (à choix multiples, voir le graphique 5), qui portait sur la nature des activités auxquelles participent ces familles, font écho aux commentaires des répondants et reflètent une réalité largement décrite par divers intervenants : la majorité des familles immigrées privilégient des activités qui leur permettent de participer (fêtes ponctuelles, cuisine communautaire) ou d'obtenir un service (halte-répét, camp de jour pour les enfants) sans s'impliquer beaucoup personnellement.

GRAPHIQUE 5

Type d'activités auxquelles ont participé des familles immigrées



Dans ce contexte, le fort taux de participation aux ateliers d'enrichissement de l'expérience parentale pourrait trouver son explication dans le fait que bon nombre de ces activités sont offertes aux parents de bébés et de tous jeunes enfants (périnatalité) : pour une large part, elles n'impliquent sans doute pas, chez les parents, les questionnements personnels (et la mise en jeu de valeurs) suscités par les activités axées sur les relations avec des enfants plus âgés.

Les résultats relatifs à la question 5, sur le taux de participation des familles immigrées (tableau 2), viennent nuancer le portrait ébauché par les réponses à la question 4A.

TABLEAU 2

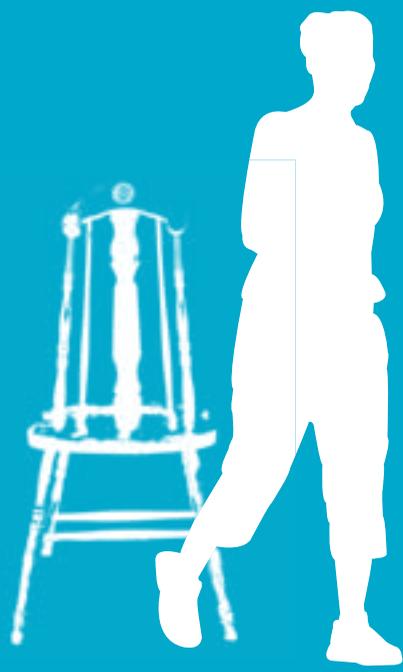
Taux de représentativité des familles immigrées sur l'ensemble des participants aux activités

Question 5

Si vous avez répondu OUI à la question 4, pouvez-vous nous dire si cette participation a impliqué ou implique :

A) Moins de 15 % des participants	54	68 %
B) Entre 15 et 50 % des participants	16	20 %
C) Plus de 50 % des participants	7	9 %
Choix multiple	2	2 %
TOTAL	79	99 %

Si les familles immigrées sont presque partout présentes au sein des OCF, leur participation demeure largement minoritaire. Elles comptent pour moins de 15 % des participants au sein de 68 % des OCF qui les accueillent, entre 15 % et 50 % des participants dans 20 % des organismes et ne sont majoritaires (plus de 50 %) que dans 9 % des OCF répondants. Le croisement des réponses à cette question avec les résultats de la question 1, sur la localisation géographique des organismes, nous dit, sans surprise, que c'est presque exclusivement à Montréal (6 OCF, l'unique autre étant en Estrie) qu'on retrouve une telle situation.



Après avoir demandé aux représentants des OCF si les familles immigrées participaient à leurs activités, il était intéressant de demander à ceux et celles chez qui cette présence s'avérait de décrire le climat de cette participation.

Comme on peut le constater à la lecture du tableau 3, les répondants avaient le choix entre quatre réponses différentes, qui renvoyaient à autant de situations-type.

Le tiers des répondants (33 %) considère que l'implication enthousiaste des membres des familles immigrées a contribué à faire de l'activité une réussite tandis que 18 % d'entre eux considèrent plutôt que l'activité est un succès parce que « les membres des familles québécoises accueillent les membres des familles immigrées avec intérêt et enthousiasme ». Néanmoins, 23 % des répondants ont estimé que si les activités se déroulaient relativement bien, des problèmes de communication entre familles immigrées et familles québécoises de souche venaient mettre un bâton à ces atmosphères joyeuses.

TABLEAU 3

Caractérisation de la participation des familles immigrées

Question 6		
Si vous avez répondu OUI à la question 4, quelle est la phrase qui décrit le mieux la participation de ces familles immigrées ou de leurs membres ?		
A) C'est difficile parce que les familles ou les membres des familles immigrées ont des attitudes très différentes de celles des familles d'origine québécoise et ne comprenaient pas notre façon de faire.	4	5 %
B) Ça va assez bien mais il y a des problèmes de communication entre les membres des familles immigrées et les membres des familles d'origine québécoise.	18	23 %
C) C'est une réussite parce que les membres des familles immigrées s'impliquent avec enthousiasme et contribuent grandement au succès de l'activité.	26	33 %
D) C'est un succès parce que les membres des familles d'origine québécoise accueillent les membres des familles immigrées avec intérêt et enthousiasme.	14	18 %
Choix multiple	17	21 %
TOTAL	79	100 %

Comme le révèlent les tableaux ci-dessous, la proportion des OCF qui disent avoir déjà organisé des activités spécifiquement à l'intention des familles immigrées (tableau 4) est cohérente avec la distribution géographique des répondants (tableau 5). Le fait que plus de 2/3 des répondants disent n'avoir jamais organisé d'activité spécifiquement à l'intention des familles immigrées pourrait par ailleurs s'expliquer aisément, tant par le mandat même des OCF que par le taux de participation relativement faible des familles immigrées aux activités de ces organismes.

TABLEAU 4

Taux d'activités destinées spécifiquement aux familles immigrées

Question 7		
Est-ce que votre organisme a déjà organisé une ou des activités spécifiquement à l'intention des familles immigrées ?		
Oui	20	22%
Non	70	75%
Ne répond pas	3	3%
TOTAL	93	100 %

TABLEAU 5

Répartition régionale des organismes offrant des activités spécifiques destinées aux familles immigrées

Question 7				
Est-ce que votre organisme a déjà organisé une ou des activités spécifiquement à l'intention des familles immigrées ?				
Q1 - Région de provenance	NON	NRP	OUI	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	2		2	4
Bas-Saint-Laurent	1		1	
Capitale-Nationale	6			6
Centre-du-Québec	2			2
Chaudière-Appalaches	6	1		7
Côte-Nord	2			2
Estrie	3		2	5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3			3
Lanaudière	4			4
Laurentides	3			3
Laval	3		1	4
Mauricie	5		1	6
Montérégie	12			12
Montréal	11	1	10	22
Nord-du-Québec	1	1		2
Outaouais	1		2	3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5		1	6
NRP			1	1
TOTAL	70	3	20	93

En écho aux informations recueillies sur la façon dont les familles immigrées participent à leurs activités, le sondage voulait aussi cerner l'opinion des responsables des OCF sur cette participation. Comme on le voit à la lecture du tableau 6, elle reflète une appréciation réaliste des enjeux posés par la rencontre des cultures mais elle est, surtout, très largement positive : 46 % des répondants considèrent en effet que « ça fait plus de diversité dans les activités et tout le monde en profite », tandis que 22 % estiment que « c'est plus difficile de les amener à participer à cause des différences culturelles mais ça permet à tous les participants de découvrir des réalités différentes ».

TABLEAU 6

Caractérisation de l'opinion des répondants à l'égard des familles immigrées

Question 9		
Quelle est la phrase qui correspond le plus à votre opinion à l'égard des familles immigrées ?		
A) C'est difficile de les amener à participer à nos activités parce qu'on ne sait pas comment les rejoindre.	5	5 %
B) Ça ne fait pas partie de nos priorités. C'est mieux pour elles de participer aux activités des organismes spécialisés dans l'accueil des immigrés.	1	1 %
C) C'est difficile de les amener à participer à nos activités parce qu'elles n'ont pas la même culture que les familles d'origine québécoise.	2	2 %
D) C'est plus difficile de les amener à participer à cause des différences culturelles mais ça permet à tous les participants de découvrir des réalités différentes.	20	22 %
E) Ça fait plus de diversité dans les activités et tout le monde en profite	43	46 %
Autres	2	2 %
Ne répond pas	11	12 %
Choix multiple	9	10 %
TOTAL	79	100 %

Enfin, ce sondage voulait aussi tenter d'obtenir quelques informations sur les relations que les OCF entretiennent – ou non – avec les organismes communautaires spécialisés dans le travail de première ligne auprès des personnes immigrantes (OCI)⁵.

TABLEAU 7

Taux de contacts avec des organismes travaillant avec des familles immigrantes

Question 10A

Est-ce que vous avez des contacts avec un ou des organismes communautaires qui travaillent avec des familles immigrantes dans votre localité ou région ?

A) Il n'y a pas d'organismes communautaires qui travaillent avec des familles immigrantes dans notre localité ou notre région	23	25 %
B) Nous ne sommes jamais en contact	11	12 %
C) Nous nous rencontrons parfois mais nous ne travaillons pas ensemble	21	22 %
D) Nous travaillons parfois ensemble sur certains projets	23	25 %
E) Nous travaillons ensemble sur une base régulière	6	7 %
Choix multiple	1	1 %
Ne répond pas	8	9 %
TOTAL	93	100 %

⁵ Les organismes communautaires autonomes spécialisés dans l'accueil et l'accompagnement des personnes réfugiées et immigrantes sont désignés dans le texte sous le vocable OCI (organisme communautaire immigration).

Les réponses obtenues et les résultats du croisement de ces réponses avec les informations relatives à la localisation géographique des répondants (voir ci-dessous) sont cohérents avec les informations relatives à la présence des familles immigrées sur le territoire, et au sein des organismes Famille eux-mêmes. Il est intéressant de noter que lorsqu'elle existe, la collaboration est le plus souvent ponctuelle, autour de projets bien identifiés.

TABLEAU 8

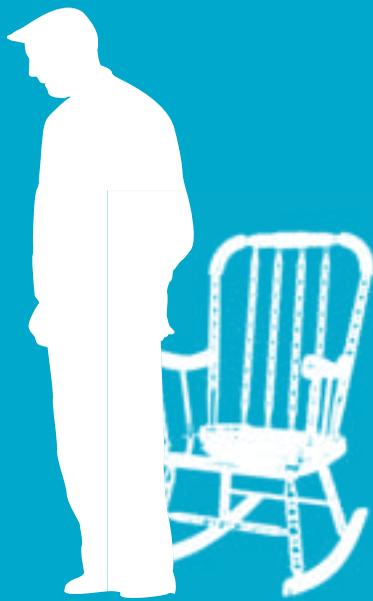
Répartition régionale des OCF selon le type de contacts avec des organismes travaillant avec des familles immigrantes

Question 10A								
Est-ce que vous avez des contacts avec un ou des organismes communautaires qui travaillent avec des familles immigrantes de votre localité ou de votre région ?								
Q1 - Région de provenance	a	a, b	b	c	d	e	NRP	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	1		2				1	4
Bas-Saint-Laurent			1					1
Capitale-Nationale	1		1	3		1		6
Centre-du-Québec				1			1	2
Chaudière-Appalaches	4		1	1			1	7
Côte-Nord	2							2
Estrie			1	1	2	1		5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2						1	3
Lanaudière	3			1				4
Laurentides	1				1		1	3
Laval				3	1			4
Mauricie	2	1	2		1			6
Montérégie	4		1	2	5			12
Montréal			1	8	9	3	1	22
Nord-du-Québec	1						1	2
Outaouais				1	2			3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2		1		2		1	6
NRP						1		1
TOTAL	23	1	11	21	23	6	8	93

(note : les lettres a,b,c,d,e, réfèrent aux énoncés du tableau 7)

Il faut cependant noter le fort pourcentage de répondants qui disent rencontrer parfois leurs homologues des OCI, probablement grâce aux activités des tables de concertation qui, de plus en plus souvent, réunissent des intervenants de divers secteurs autour de problématiques communes.

Une telle situation, pourrait porter à croire que les collaborations pourraient s'intensifier si les situations ou des projets particuliers rendaient de tels liens plus pertinents ou nécessaires. Les différents exemples d'initiatives communes, fournis par les répondants en réponse à la question 10B, indiquent qu'il s'agit souvent de services de référence, mais aussi d'événements ponctuels dans le cadre desquels un organisme offre à la clientèle de l'autre une ressource qui correspond à un besoin particulier : un OCI réfère par exemple des futures mamans récemment arrivées au Québec à un OCF spécialisé dans l'accompagnement et le suivi des femmes enceintes. Il arrive aussi qu'un OCF se tourne vers un OCI pour obtenir une formation en relations interculturelles, pour ses propres intervenantes.



À la fin du sondage, une question ouverte demandait aux répondantes et répondants, des responsables d'OCF à travers le Québec, de nous faire part de leurs commentaires et réactions face à la participation des familles immigrées aux activités qu'elles et ils organisent. Leurs réactions reflètent leurs efforts, leurs questionnements et aussi leurs espoirs de pouvoir offrir à ces familles tout le support dont elles ont besoin.



En tant qu'organisme, nous devons être conscients que de plus en plus, de nouvelles familles immigrées arriveront chez-nous. Il serait souhaitable de faciliter leur intégration !

Il reste encore beaucoup de travail à effectuer pour harmoniser nos valeurs. Beaucoup d'ouverture serait nécessaire de la part des organismes, et surtout, adapter certains services quand il le faut !

Nous n'avons pas de support adéquat pour la ressource afin de répondre adéquatement aux besoins des familles immigrées. Une formation pour les intervenants afin de comprendre les autres cultures serait appropriée, que ce soit dans les organismes communautaires ou dans le réseau : de plus en plus d'immigrés s'établissent dans notre région (Lac-Saint-Jean) !

Ces personnes sont très présentes dans notre organisme. 50% de nos familles sont issues d'autres communautés culturelles, soit arabes, chinoises, françaises, haïtiennes, africaines, marocaines... Elles s'impliquent dans toutes les activités ainsi qu'au conseil d'administration.

Il est évident que lorsque les familles maîtrisent minimalement le français, l'intégration est plus facile et les échanges interculturels sont très enrichissants. Je crois fermement que toutes les familles doivent être intégrées dans nos organismes Famille, malgré les barrières.

Nous considérons l'intégration comme un partage entre québécois d'origine et nouveaux québécois. Nous souhaitons que nos différences respectives permettent d'enrichir les individus et la société dans son ensemble. Puisque nous considérons les parents comme les premiers experts de leurs enfants, les interventions concernant les méthodes et les choix éducatifs sont également empreints de respect et d'ouverture aux différences.

Souvent, les familles immigrées cherchent par l'entremise du communautaire à reproduire un réseau social, une famille qu'elles ont laissée derrière elles au pays d'origine. C'est important de bien les accueillir et ainsi contribuer à leur intégration à la société québécoise.

Je suis préoccupée de rejoindre ces familles, elles ont des besoins.

Les familles immigrées s'impliquent beaucoup dans notre organisme. Nous sommes situés dans un quartier où les familles immigrées sont très présentes. La seule difficulté parfois est de les rejoindre car elles ne parlent pas français et sont isolées, car elles n'ont pas de réseau social.

Le sondage me fait réaliser que nous pourrions avoir une attention particulière à l'égard des familles immigrées pour favoriser leur participation et leur implication.

Les familles immigrées s'intègrent facilement à nos activités. Nous avons des employées bilingues et une personne immigrée en emploi présentement.

Il y a trois ans, notre organisme a choisi comme orientation d'embaucher des personnes issues des groupes ethniques. Cette décision a permis aux immigrés de s'identifier aux intervenants, de participer aux activités et de venir chercher assistance dans diverses situations.

Il y a des problèmes de langues car nos participants viennent d'une vingtaine de pays dont une dizaine ne connaissent ni le français ni l'anglais.

Nous aidons beaucoup de femmes ou de couples pendant la période périnatale. Nous les informons sur ce qui se passe dans les hôpitaux et leurs donnons tous les outils nécessaires pour vivre cette période intense. Les femmes qui ont accès à ce service sont rassurées par la présence d'un visage connu : souvent, elles n'ont pas de famille proche, elles sont très isolées et ont très peu de moyens financiers.

En dix ans, seulement quelques familles ont participé à nos activités et aucune n'est venue sur une longue période. Depuis un an, leur nombre a très légèrement augmenté parce que notre collaboration avec le CLSC s'est intensifiée et qu'ils nous ont référé davantage de familles immigrées (3 ou 4).

La barrière de la langue, c'est vraiment le facteur le plus difficile dans l'intervention. De plus, il faut bien former les intervenants pour favoriser l'ouverture à l'autre et adapter notre intervention à leur réalité.

Nous souhaiterions rejoindre plus facilement ces familles.

Les familles immigrées apprécient beaucoup les séances d'information portant sur le fonctionnement de la société d'accueil et sur ses mœurs de vie. Il y a aussi une grande participation aux activités qui incluent les enfants, comme les sorties. Les services de répit à domicile et la halte-répit sont également très appréciés étant donné le manque de réseau familial des familles immigrées et le manque de places dans les garderies. Le projet d'aide aux devoirs développé en lien avec l'école est très valorisé par les parents, surtout quand ils ne parlent pas le français.

Ces familles utilisent les services qui ne nécessitent pas d'implication de la part des adultes (fêtes, sorties, halte-garderie); par contre, elles ne viennent à aucune démarche de groupe qui nécessite une implication plus personnelle.

80% des familles qui fréquentent notre organisme sont de diverses origines et souvent d'immigration récente. Cette réalité nous demande une grande adaptation, beaucoup d'écoute et d'ouverture. Les nationalités entre elles ont aussi parfois des difficultés. Les valeurs sont différentes.

Nos services sont offerts à toutes les familles sans distinction. Par contre, quand une famille immigrée présente des besoins plus précis, nous la référons vers des organismes qui offrent le service approprié.

Il y a de plus en plus de familles immigrées qui s'installent dans notre quartier. Nous n'avons pas encore réfléchi sur la question en tant qu'organisme.



Bibliographie

BÉRUBÉ, Louise (2004).

Parents d'ailleurs, enfants d'ici : dynamique d'adaptation du rôle parental chez les immigrants, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 250 p. (Collection Problèmes sociaux & interventions sociales ; 12).

BOILY, Pierre-Yves (2002).

Partenaires des familles, Québec, Fédération québécoise des centres communautaires de loisir, 250 p. (Collection Dossiers FQCC ; dossier 7).

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE MONTRÉAL (2004).

L'isolement des femmes immigrantes et des communautés culturelles : des causes et des solutions à partager : les Actes de la Journée de réflexion et d'échanges interculturels, Montréal, Conférence régionale des élus de Montréal, 56 p.

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE SUR LA FAMILLE DU QUÉBEC (2004).

« Famille et communautés culturelles », *Recherches sur la famille*, vol. 5, n° 2, printemps, 24 p.

CONSEIL DE LA FAMILLE et CONSEIL DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION (1995).

Créer des liens familiaux de convivialité : une réflexion conjointe sur les familles, l'immigration et les communautés culturelles à l'occasion de l'Année internationale de la famille, Québec, Conseil de la famille ; Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, 87 p. (Gouvernement du Québec).

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2005).

Des nouvelles d'elles : les femmes immigrées du Québec, Québec, Conseil du statut de la femme, 104 p. (Gouvernement du Québec).

DUVAL, Michelle et autres (2005).

Les organismes communautaires au Québec : pratiques et enjeux, Montréal, Gaëtan Morin éditeur, 164 p.

LE GALL, Josiane (2005).

« Le lien familial en contexte migratoire », dans Conseil de la famille et de l'enfance. *Regards sur la diversité de la famille : mieux comprendre pour mieux soutenir*. [En ligne] <http://agora.qc.ca/colloque/cfe2005.nsf> (Site consulté le 4 juillet 2006).

LEMIEUX, Denise et autres (2005).

La parentalité dans les organismes communautaires Famille, Montréal, INRS, Urbanisation, Culture et Société, 67 p.

NORMAND, Natasha et Diane-Gabrielle TREMBLAY (2005).

Conciliation emploi-famille et intégration professionnelle ; le cas de trois groupes de femmes immigrées au Québec, Montréal, Centre des femmes de Montréal, 98 p.

PICHÉ, Victor et Liane BÉLANGER (1995).

Une revue des études québécoises sur les facteurs d'intégration des immigrants, Québec, Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, 52 p. (Collection Notes et Documents ; n° 5) (Gouvernement du Québec).

RENÉ, Jean-François et autres (2001).

Les organismes communautaires au Québec, des pratiques à la croisée des chemins, Montréal, Relais-femmes et Centre de formation populaire, 211 p.

RENÉ, Jean-François, Fanny JOLICOEUR et Maryse SOULIÈRES (2004).

Les parents au cœur de l'intervention, Montréal, INRS, Urbanisation, Culture, Société, 126 p.

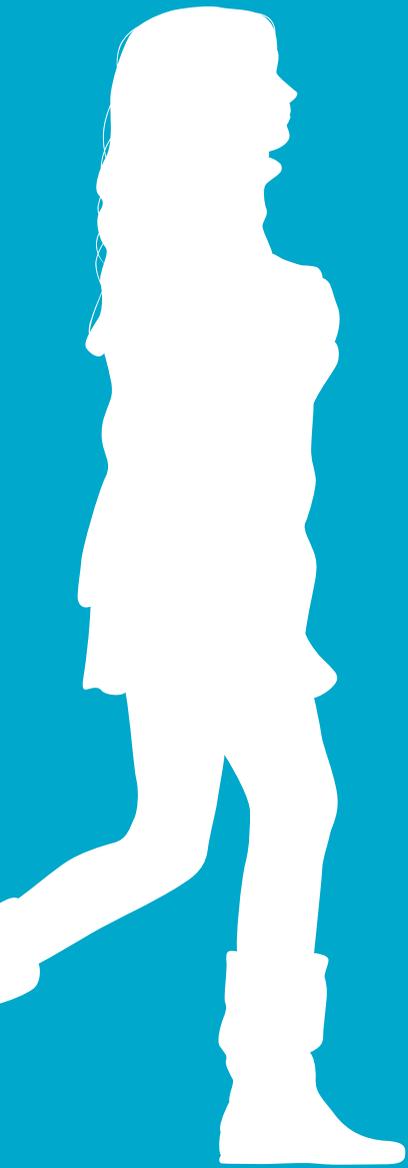
Liste des graphiques et tableaux

GRAPHIQUES

- 1 Répartition régionale des organismes répondants
- 2 Date de création des organismes répondants
- 3 Présence de familles immigrées dans la localité ou la région
- 4 Participation de familles immigrées aux activités des organismes répondants
- 5 Répartition régionale de participation des familles immigrées

TABLEAUX

- 1 Répartition régionale de participation des familles immigrées
- 2 Taux de représentativité des familles immigrées sur l'ensemble des participants aux activités
- 3 Caractérisation de la participation des familles immigrées
- 4 Taux d'activités destinées spécifiquement aux familles immigrées
- 5 Répartition régionale des organismes offrant des activités spécifiques destinées aux familles immigrées
- 6 Caractérisation de l'opinion des répondants à l'égard des familles immigrées
- 7 Taux de contacts avec des organismes travaillant avec des familles immigrantes
- 8 Répartition régionale des OCF selon le type de contacts avec des organismes travaillant avec des familles immigrantes





Les
résultats
des entrevues

2



PARTICIPATION DES FAMILLES IMMIGRÉES
AUX ACTIVITÉS DES ORGANISMES
COMMUNAUTAIRES FAMILLE
MEMBRES DE LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE
DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES FAMILLE

Table des matières

Introduction et aspects méthodologiques

1 Les résultats de la recherche

1.1 Portrait des organismes communautaires familles (OCF) participants

La diversité dans les OCF

Français, mode d'emploi

Les haltes-garderies, pour que les tout petits apprennent le français ?

2 Les relations entre les personnes

2.1 Ce qui sépare

Des facteurs socio-économiques

Des facteurs culturels

Les différences de valeurs

Et le voile ?

2.2 Ce qui rapproche

Tous parents

Les OCF, îlots de socialisation ?

Introduction et aspects méthodologiques

Le deuxième volet de cette étude réalisée pour le compte du Conseil de la famille et de l'enfance est une recherche exploratoire, qui avait pour but de mieux comprendre les dynamiques (en termes de pratiques et de représentations sociales) entourant la participation des familles immigrées aux activités des organismes communautaires Famille (OCF). Parce qu'elle représente la suite d'un premier volet, à savoir le sondage réalisé auprès des membres de la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF)¹, les organismes participants ont été choisis parmi les répondants au sondage qui s'étaient déclarés disposés à discuter ultérieurement de leur expérience. Au-delà des limites imposées par un échantillon restreint de cinq organismes, leur choix a également tenu compte des variations des taux de participation des familles immigrées aux activités des OCF révélées par le sondage².

L'approche utilisée pour mener à bien cette recherche a été inductive : les questionnaires d'entrevues ont été ajustés à mesure que les données rassemblées fournissaient des indications permettant d'émettre des hypothèses provisoires.

Le contact initial a été fait auprès des responsables de chaque organisme. Afin de pouvoir tracer un portrait le plus juste possible, il était prévu que trois catégories de personnes devaient être rencontrées séparément dans chaque OCF :

- Un ou des responsables de l'OCF
- Un ou des parents issus de l'immigration
- Un ou des parents québécois de souche

Comme il est d'usage dans ce type de recherche et afin de favoriser l'expression la plus libre possible de tous les points de vue, tant les organismes que les personnes interviewées au sein de chacun d'entre eux recevaient d'entrée de jeu la garantie que leur anonymat serait respecté. Dans le présent rapport, les participantes sont donc identifiées soit comme « responsable de l'organisme » ou « intervenante », « mère québécoise de souche » « mère immigrée » ou « venue d'ailleurs ». Les entrevues, enregistrées, duraient de 45 à 80 minutes.

Le choix des personnes rencontrées faisait l'objet d'échanges préalables avec la chercheuse mais était laissé à l'entière discrétion des responsables des organismes participants. Plusieurs motifs concourent à expliquer le fait qu'au bout du compte, toutes les personnes interviewées aient été des femmes :

- Les femmes sont largement majoritaires à la tête et parmi le personnel des organismes communautaires Famille partout au Québec.
- Dans tous les OCF, les participants sont en grande majorité des participantes, surtout aux activités organisées durant la journée.

¹ Voir note 3. Les organismes qui veulent devenir membres de la Fédération doivent respecter la définition que donne cette dernière d'un OCF. Voir Fédération québécoise des organismes communautaires Familles. *Section pour membres*. [En ligne] <http://www.fqocf.org/main.html#section> (Site consulté le 6 novembre 2006).

² Voir partie 1, graphiques 4 et 5.

Sans pour autant modifier le but de la recherche, qui était de mieux comprendre les modalités et le climat entourant la participation des familles immigrées aux activités des OCF, ce biais né des choix cumulés des responsables dans chaque organisation a nécessairement des conséquences. L'une d'entre elles est que les pères, régulièrement évoqués, ont néanmoins été relégués à l'arrière-plan et que les dynamiques relationnelles décrites par les personnes interviewées relèvent d'une perspective essentiellement féminine³. Une autre se trouve par exemple dans l'importance prise au fil des rencontres par la question du voile : cette importance a été encore accentuée par le fait que plusieurs mères immigrées interviewées provenaient de pays du Maghreb. Il est toutefois impossible de dire si cette proportion est liée au fait qu'elles sont plus nombreuses à fréquenter les OCF du fait de leur familiarité avec la langue où à d'autres facteurs⁴.

Il faut aussi signaler que dans quatre des cinq OCF, les entrevues ont mis en évidence des situations de chevauchement des rôles : dans l'un d'entre eux, la « mère québécoise » occupait le poste de coordonnatrice des activités tandis que dans un autre, la « mère québécoise » travaillait au sein de l'organisme comme intervenante dans le cadre d'un remplacement de courte durée. Par ailleurs, dans un OCF aux activités duquel participent très peu de familles immigrées, les responsables n'ont pas été en mesure d'identifier une « mère immigrée » aux fins de la réalisation de l'entrevue. Afin de tirer pleinement partie d'un contexte caractérisé par la présence dans le quartier d'un organisme communautaire d'accueil et d'aide aux nouveaux immigrants avec lequel l'OCF entretient des rapports réguliers, il a été décidé d'effectuer plutôt une entrevue avec une représentante de cette organisation pour obtenir le point de vue, externe mais complémentaire, d'une intervenante spécialisée dans ce domaine sur les stratégies et les ressources utilisées par les familles immigrées.

Conformément à une pratique privilégiée par le Conseil, qui souhaite autant que faire se peut donner accès à la plus grande partie possible du matériel qui fonde ses réflexions, chaque OCF visité a fait l'objet d'une étude de cas qui présente, en les regroupant, les propos tenus par les participantes. Ces cinq études de cas sont présentées dans la troisième partie de la présente publication.

³ Dans Erving Goffman (2002). *L'arrangement des sexes*, Paris, La Dispute, 115 p., le sociologue Erving Goffman note par exemple que « Dans toute réunion, les participants doivent adopter d'une manière ou d'une autre une position micro-écologique les uns par rapport aux autres, et ces positions leur fourniront des métaphores toutes prêtes de distance et de proximité sociales, tout comme elles fourniront des indices signalant leurs statuts respectifs » p.101

⁴ Une des responsables de l'OCF5 explique par exemple que parmi les mères immigrantes qui utilisent la halte garderie, « on en a qui sont déprimées... il y en a d'autres qui vivent des situations de violence conjugale ou encore qui ont vécu la guerre dans leur pays et ne sont pas capables de participer aux activités. Les mamans que vous allez rencontrer ne sont pas représentatives de ces gens-là. »



1.1 Portrait des organismes communautaires Famille (OCF) participants

Une description des organismes communautaires Famille (OCF), de leur fonctionnement, de leurs grands objectifs et des enjeux liés aux relations qu'ils entretiennent avec les familles et avec les autres intervenants qui interagissent avec ces dernières pourrait s'avérer utile à qui s'intéresserait à ce milieu pour la première fois : elle déborderait toutefois largement du cadre du présent rapport et ne saurait être qu'un faible condensé d'études exhaustives effectuées par d'autres chercheurs⁵. Qu'il suffise donc ici de préciser que les OCF participants sont des organismes communautaires autonomes⁶. Ils se veulent être des milieux de vie pour les personnes qui les fréquentent et leurs activités sont décidées en fonction des besoins exprimés par les parents participants et les représentants de la communauté qui siègent au conseil d'administration.

Ces activités peuvent être regroupées en trois grandes catégories :

- Des services comme la halte garderie et l'accueil des enfants après l'école.
- Des activités dites « non structurées » telles que les cafés-rencontres, ouverts ou thématiques, la cuisine communautaire, des ateliers culturels ou de bricolage, etc.
- Des activités structurées comme les ateliers de massage pour bébé, d'éveil à la lecture, de développement des compétences parentales.

Le tableau de la page suivante résume les principales caractéristiques des cinq OCF qui ont participé au projet de recherche.

⁵ Voir en particulier Michelle Duval et autres (2005). *Les organismes communautaires au Québec : pratiques et enjeux*, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur, 164 p. Le chapitre 3, consacré au fonctionnement interne, présente de façon détaillée les caractéristiques de la culture organisationnelle de ces organismes, leurs caractéristiques comme milieu de vie, la façon dont le travail y est organisé, la gestion des rapports de pouvoir et les enjeux qui s'y rattachent.

⁶ Les organismes communautaires autonomes répondent aux critères suivants qui reflètent la nature de leurs actions afin de préserver une distance face à l'État, soit : avoir été constitués à l'initiative des gens de la communauté ; poursuivre une mission sociale propre à l'organisme et qui favorise la transformation sociale ; faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges axées sur la globalité de la problématique abordée ; être dirigés par un conseil d'administration indépendant du réseau public. Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2004). *SACAction.com*, vol. 1, n° 3, février. [En ligne] <http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/sacaction/#> (Site consulté le 11 octobre 2006).

TABLEAU 1

**Aperçu des organismes communautaires
Famille participants**

Organisme	Année	Localisation de création	Nombre d'employés	Nombre de familles accueillies	Taux de familles immigrées	Durée moyenne de fréquentation
OCF1	1974	Milieu urbain, quartier défavorisé	12	220 (2004)	36 %	5 ans
OCF1	1997	Banlieue plutôt cossue d'un grand centre urbain	7	640 (2004-2005)	Moins de 15 %	3 ans
OCF3	1999	Milieu urbain, quartier modeste avec poches de pauvreté	4 temps plein 12 à temps partiel ou CDD*	147 (2005)	Moins de 15 %	4 ans
OCF4	1998	Milieu urbain quartier défavorisé	3	81 (2005)	Activités : 30 % Halte garderie : 50 %	6 mois
OCF5	1985	Milieu urbain, quartier modeste	10 (2004-2005) 15 bénévoles	153 (2005)	70 %	3 ans

CDD : contrat à durée déterminée

Pour un ensemble de raisons, il est impossible d'établir de lien entre le pourcentage de familles immigrées accueillies dans un OCF et l'importance de leur présence dans le quartier. Les informations colligées par l'OCF1 révèlent qu'elles représentent 36% des participants mais 18 à 21% seulement de la population du quartier. À l'OCF5, on explique que l'augmentation de leur présence est en partie liée à l'obtention d'un financement dans le cadre d'un programme gouvernemental visant les familles considérées comme plus vulnérables. À l'opposé, l'OCF2, installé dans un quartier dont la population compte entre 35 et 40% de familles immigrées, accueille moins de 15% de ces familles et au moment des entrevues, ces dernières utilisaient uniquement la halte répit mise sur pied par l'organisme. «Ce que j'ai remarqué, en tant que maman puis en tant que coordonnatrice, c'est qu'elles assistent à un ou deux cafés-rencontres puis on ne les voit plus. Certainement, la barrière de la langue peut être un facteur (...). Mais est-ce que c'est ça ou est-ce parce que les valeurs véhiculées ne correspondaient pas à ce qu'elles cherchaient?» Pour les responsables de l'OCF «le gouvernement envoie les nouveaux arrivants à l'organisme communautaire spécialisé dans l'accueil des personnes immigrées (OCI) et c'est lui qui devient leur référence».

La présence de nombreuses familles issues de l'immigration se traduit également par celles, sur le territoire, de plusieurs associations ethno-culturelles qui fédèrent les ressortissants de différents pays et répondent à différents besoins de socialisation des parents et des enfants : une situation qui semble similaire à celle vécue à l'OCF4 où, de l'avis d'une intervenante, «on dirait qu'elles [les familles immigrées résidant dans le HLM tout proche] se sont trouvées un réseau de gens de la même origine. Celles qui participent aux activités habitent pour la plupart plus loin dans [le quartier].»

S'ils facilitent le travail de référence autour de cas précis qui requièrent une intervention immédiate, les réseaux (tables de concertation, etc.) dont sont membres les OCF de l'échantillon ne semblent pas mobilisés par la question des familles immigrées. «Le sujet des immigrants est rarement abordé», explique la présidente du C.A. de l'OCF5. «On parle plus souvent des budgets». Parfois, c'est même plus difficile. «Si on fait un signalement sur une famille immigrée à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), les deux bras leur tombent» explique une intervenante de l'OCF4. «C'est sûr qu'il faut une intervention, mais... il n'y a pas un seul intervenant qui sait même ce que sont l'Aïd et le Ramadan.» Bien malgré lui, l'organisme devient souvent l'unique lieu d'accueil des nouveaux arrivants dans le quartier : «Il y a plein de parents qui arrivent, qui sont non francophones et qui ne parlent pas un mot de français. (...) L'autre jour, j'ai passé trois quarts d'heure avec des parents espagnols, trois quarts d'heure pour savoir quand ils sont arrivés, ce qu'ils font (...). D'habitude, je m'attends à avoir toutes ces informations-là en dedans de dix minutes...»

RELATIONS OCF – OCI, L'EXPÉRIENCE DE L'OCF2

Les relations que les OCF rencontrés disent entretenir avec les organismes communautaires spécialisés dans l'accueil et l'accompagnement des immigrants (OCI) correspondent aux résultats du sondage réalisé l'an dernier par le CFE auprès des membres de la FQOCF⁷. Les OCI sont virtuellement absents des réseaux des OCF2 et 4, installés dans des quartiers où l'immigration constitue un phénomène plutôt récent. «On fait appel à eux de façon ponctuelle, une ou deux fois par année, on siège aux mêmes tables mais on n'a pas de projets ensemble... en fait parce qu'ils ne sont pas "famille"» expliquent les responsables de l'OCF1 lorsqu'on les interroge sur le sujet. L'OCF5, dont la directrice est elle-même née à l'étranger, s'assure que les intervenantes reçoivent les formations appropriées, mais mise d'abord sur les ressources internes pour relever les enjeux de l'interculturalité.

⁷ Voir tableaux 7 et 8 dans le volet sondage de la présente publication.

En ce sens, l'OCF2 fait figure d'exception : au moment de réaliser les entrevues, ses responsables mettaient la dernière main à un projet de cafés-rencontres thématiques mensuels conçus spécifiquement à l'intention des familles immigrées et qui devaient se tenir dans les locaux de l'OCI de son quartier. « On s'est posé la question : pourquoi les familles immigrées ne participent pas à nos activités ? » explique la responsable de l'OCF. « Notre idée, c'est en quelque sorte de préparer le terrain pour que dans le futur ils soient prêts à comprendre la logique et la démarche proposée par un organisme comme [le nôtre] et qu'ils puissent profiter des services offerts. **Les gens [de l'OCI] sont passés maîtres dans l'art d'accueillir les immigrants, mais le prix à payer c'est que les gens qui le fréquentent ne se retrouvent jamais parmi d'autres familles québécoises.** »

Vu de l'extérieur, la collaboration semblait aller de soi : « On était en contact depuis longtemps » explique l'intervenante de l'OCI. « On se connaît à travers les tables de concertation. Leur responsable a organisé des formations pour nos intervenants au niveau de la famille et souvent, elle appelle lorsqu'on lui offre des cadeaux, des meubles ou d'autres effets. Moi, j'aimerais bien que davantage de familles immigrées fréquentent son organisme. » Le projet a toutefois mis du temps avant de trouver sa forme définitive. « On se retrouvait deux organismes », avance la responsable de l'OCF, l'un composé essentiellement de Québécois de souche, l'autre où la majorité des employés et des bénévoles sont des immigrants. « Il faut se connaître, se fréquenter, se fiancer avant de se marier. Je pense qu'au début, les gens avaient peur qu'on vienne marcher sur leurs pieds. » Les contenus ont été définis conjointement. « On va prendre ça une rencontre à la fois, on commence à un rythme d'une fois par mois, et quand on aura fait six mois, on verra. »

L'expérience vécue par les deux organismes confirme que la vision que les personnes ont de leurs rôles respectifs influe sur le rythme auquel de tels rapprochements peuvent se faire. Mais de l'avis de l'intervenante de l'OCI, « les obligations sont très souples. Si on met l'accent sur nos missions, il y a de l'espace, surtout dans un environnement comme le nôtre. À Montréal, les choses se passent peut-être différemment parce qu'il y a beaucoup de groupes communautaires qui travaillent avec les personnes immigrées et que tous cherchent à joindre leurs clientèles. Ils ont tous leur territoire. Ici, le problème est qu'il y a trop de demandes. Ça n'arrête pas. »

Conformément à leur vision de l'OCF comme milieu de vie ouvert à toutes les familles, les responsables des organismes rencontrés ont une gestion que l'on pourrait qualifier d'informelle des dynamiques interculturelles. «**Nous autres on n'a jamais travaillé sur des problématiques. (...) On travaille pour la famille, les hommes, les femmes, les enfants, immigrants, pas immigrants. On travaille avec du monde**» explique une responsable (OCF1). «Ça se voyait qu'on était des immigrants mais on a été pris en charge comme toutes les autres mamans avec leurs enfants» explique une mère immigrée (OCF3). «Moi je trouve ça surprenant qu'on voit si peu de différences ici» dit une autre.

Dans tous les organismes visités, les familles immigrées étaient plus nombreuses à utiliser la halte garderie et participaient surtout, mais dans une moindre mesure, aux activités non structurées : à l'OCF1, par exemple, leur présence a augmenté de façon importante, passant de 10 % à 35-40 % au moment de la création du café-rencontre. «Souvent, les ateliers culturels, de cuisine ou d'artisanat par exemple, constituent une porte d'entrée pour les mamans immigrées, souligne une responsable de l'OCF3. C'est pas menaçant de faire des chandelles autour d'une table. Mais les participantes échangent et c'est comme ça, petit à petit, qu'il y a un apprentissage qui se fait et que tu découvres le milieu.»

La diversité dans les OCF

Toutes les informations recueillies indiquent que, dans une large mesure, les familles immigrées viennent aux organismes communautaires Famille par le biais des mêmes canaux que l'ensemble des participants. Les personnes interviewées dans le cadre de la recherche en identifient trois : le bouche à oreille, une publicité dans le journal de quartier et le CLSC. Bien que les recherches sur les critères qui président au choix des familles immigrées relativement à leurs activités à l'extérieur de la maison soient très rares⁸, ces études et les constats informels de divers observateurs portent à croire que l'approche «milieu de vie» et le «penser et agir famille» caractéristiques des OCF correspondent aux attentes autant qu'aux besoins de ces familles et pourraient ainsi favoriser d'entrée de jeu leur participation.

Ce n'est cependant pas uniquement à titre de participantes aux activités que des personnes immigrées se retrouvent au sein des OCF. Le conseil d'administration de l'OCF2 compte une latino-américaine d'origine, qui a déjà participé à ses activités et est aujourd'hui parrainée par le programme *À égalité pour décider*⁹.

⁸ L'étude Secoma ltée [1993]. *Connaissance et intérêt des communautés culturelles à l'égard des produits du Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche*, [S.l.], Secoma, 34 p., effectuée pour le compte du ministère par la firme SECOMA, indique par exemple que «Les activités qui ont le plus de potentiel auprès des communautés sont d'abord celles dont la pratique est peu coûteuse, qui se pratiquent en famille et, de préférence, en milieu urbain ou en périphérie.»

⁹ *À égalité pour décider* est un programme créé par le Secrétariat à la condition féminine qui vise à accroître le nombre de femmes dans les postes de décision des instances locales et régionales d'organismes sans but lucratif et au sein des communautés autochtones.

Les responsables de l'OCF1 racontent que plus de 50% des participants à leur dernier C.A. étaient des mères immigrées et qu'il s'en est fallu de peu que l'une d'entre elle soit élue. À l'OCF3, on regrette que les efforts faits pour amener une participante d'origine maghrébine au C.A. se soient soldés par un échec. «Ça aurait été merveilleux», raconte la mère québécoise de souche rencontrée, qui siège au C.A., «mais elle nous a dit non parce que son mari ne voulait pas. On savait qu'il voulait souvent voir ce qu'elle faisait exactement alors j'ai proposé qu'on l'invite au premier C.A. pour qu'il puisse constater comment ça se passait, mais non : c'est un lieu de pouvoir et il ne voulait pas. J'ai trouvé ça dur...»

Au moment des entrevues, deux des cinq OCF visités employaient des personnes issues de l'immigration. À l'OCF3, une des quatre employées à temps plein était d'origine chilienne tandis que la responsable de la halte garderie était née au Québec de parents haïtiens. À l'OCF5, où la coordonnatrice est d'origine égyptienne, une intervenante et cinq animatrices de la halte garderie viennent de différents pays. «Vous devriez voir notre halte, ce sont toutes des bachelières!» s'exclame la présidente du C.A. **«Parfois elles ont deux diplômes et elles travaillent à 9\$ de l'heure (...). On en a une [intervenante] qui est originaire du Burundi, on a reconnu ses études mais ici c'est son premier emploi et à 9\$ de l'heure! Ça fait de la peine, parce que nos employées, on les connaît mieux...»**

Plusieurs motifs expliquent par ailleurs leur absence au sein des autres organisations. «On est tous blancs» reconnaît sans ambages une des responsables de l'OCF1. «Il y a une Française qui travaille avec nous mais c'est une minorité audible!» Les tentatives d'embauches effectuées au fil des ans se sont soldées par des échecs. «Notre expérience est que la majorité des intervenantes immigrées ont une forte culture de prise en charge¹⁰ dans la relation d'aide, une optique très clinique et nous, nous ne sommes pas dans la prise en charge. Ici, même une blanche qui est dans la prise en charge on ne la prend pas. Alors on s'est dit 'il faudrait plier sur cette exigence-là' alors que notre expérience nous dit que quand on a plié ça n'a pas été «winner» parce qu'à chaque fois la personne n'a pas passé sa période de probation?» À l'OCF3, le problème en était un de disponibilité: «[c'étaient] les horaires de travail, explique une membre du C.A. Son mari ne voulait pas qu'elle fasse ci, ne voulait pas qu'elle fasse ça. C'est sûr qu'à compétences égales tu vas prendre la personne qui est la plus disponible!»

Les problèmes ne sont cependant pas uniquement le fait des personnes issues de l'immigration: la présidente du C.A. de l'OCF5 se souvient de la période difficile traversée par l'organisme lorsqu'il a embauché une coordonnatrice originaire de Québec, détentrice d'un baccalauréat en psychologie. «Elle était ici le 11 septembre 2001 et moi je n'y étais pas mais on m'a raconté qu'elle voulait mettre le feu! À la fin de l'année elle devait travailler avec une Cambodgienne et une

¹⁰ Cette expression technique est l'équivalent de l'approche qui vise à «faire pour» une personne, par opposition à «faire avec» elle.

Haitienne mais elle n'avait jamais travaillé ni même vu des immigrants à Québec : elle n'a même pas fini l'année, elle n'en pouvait plus. Elle n'a vraiment rien accepté et elle n'était pas à l'aise. (...) Ça m'a vraiment surpris qu'une personne avec ce niveau de formation et cette formation-là en particulier, réagisse de cette manière. Et bien sûr, avec les participants, ça a créé beaucoup de problèmes.»

Certaines intervenantes ou mères interviewées ont suggéré, à partir de constats personnels, que la présence d'employées issues de l'immigration, notamment à la halte garderie, pouvait favoriser une participation accrue des familles immigrées, mais d'autres mettent en garde contre toute généralisation. « J'ai remarqué qu'il y avait des mères qui viennent de certains endroits d'Afrique, elles connaissent leur milieu comme nous on connaît le nôtre alors elles ont une idée de comment eux pensent » explique la présidente du C.A. de l'OCF5. « Ça veut dire que les conflits qui sont vécus en Afrique peuvent être transportés et ça comprend le passé, les jugements, les préjugés... »

La nécessaire gestion des dynamiques interculturelles liées à une présence accrue de familles immigrées dans les OCF amène les responsables et les intervenantes québécoises de souche à puiser, parfois sans même s'en rendre compte, dans leurs expériences personnelles. « Ma mère était anglaise, mon père francophone », explique la mère québécoise de souche de l'OCF5, qui est aussi animatrice suppléante. « **Le français, je l'ai appris à l'âge de six ans, quand j'ai été transférée à l'école française. Je me souviens d'être dans ma classe [...] comme j'étais gênée, rouge, mal à l'aise. Ça fait une grosse différence quand les gens te posent des questions, puis tu veux répondre mais tu ne comprends pas. Je peux comprendre ce que sentent les immigrants.** Mais avant d'en parler avec toi je n'avais jamais fait le lien avec moi-même. » Les responsables de deux OCF de l'échantillon s'efforcent de parfaire les compétences interculturelles de leurs intervenantes, parfois non sans difficultés. « Depuis quatre ans on essaie d'avoir des formations mais à chaque fois [que nous avons pu en suivre une] la conclusion est invariablement la même : " c'est du monde comme nous autres " » explique une intervenante de l'OCF4. L'organisme-mère¹¹ a pris les choses en mains et ses intervenants ont monté leur propre activité, avec succès. « On est allé chercher des mamans qui vivent dans le quartier. Nous on a choisi trois parents de trois pays différents. On leur demandait une heure et demie chacun. On les a payés, avec nos fonds de tiroirs. On avait fait une liste de questions, la géographie, la religion, la politique dans leur pays. On a choisi des parents très ouverts sur les difficultés d'intégration, les enjeux, ce qu'elles trouvaient difficile. Ça a été extraordinaire. »

¹¹ L'OCF4 est l'une des trois composantes d'un organisme communautaire voué à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Français, mode d'emploi

Dans tous les OCF visités, il semble presque aller de soi que les activités se déroulent en français. «Autant avant c'était le gros problème au Québec, autant aujourd'hui ce n'est pas une question qui se pose» estime la mère québécoise rencontrée à l'OCF5.

Est-ce le cas partout? «J'ai vu des organismes où il y avait beaucoup de communautés culturelles et là ça leur prend jusqu'à une quinzaine d'interprètes!» signale une responsable de l'OCF1. «Il y a des groupes qui font ce choix-là mais nous, délibérément, on leur donne un lieu d'intégration. Moi je me suis déjà retrouvée à travailler dans un milieu hospitalier anglophone alors que je ne parlais pas anglais: ça a pris trois semaines et je me débrouillais. C'est ce qu'on voit ici aussi. Les participantes sont dans un milieu de vie, le besoin crée le moyen. **Notre accueil, c'est aussi qu'on s'organise pour qu'ils comprennent. Je gesticule. Parfois, il y a deux intervenantes et trois mères qui expliquent en même temps et tout d'un coup, ça rentre.** Il y a des parents originaires du Bangladesh qui arrivent ici, c'est «oui», «non», et encore! Mais malgré certaines difficultés on finit par se comprendre.» Une mère arabophone rencontrée à l'OCF1, est à l'aise avec les règles instaurées par l'organisme: «on se parle un peu arabe, mais ici il faut qu'on se parle en français parce que les autres ne comprennent pas [...]. Si tu parles et que les autres ne comprennent pas, ce n'est pas bien. Il faut le respect.»

«On a eu ce problème de la langue... mais c'était plutôt deux membres du personnel qui parlaient arabe ensemble» explique la coordonnatrice de l'OCF5. «Ça dérangeait l'équipe, alors on leur a dit qu'en présence des autres, elles devraient parler français.» «Pendant les activités tout le monde se mélange, mais par exemple s'il y a un souper, chacune va vers l'autre... C'est parce qu'on est plus à l'aise» explique une mère immigrée (OCF3). «Si je trouve une autre maman qui parle arabe comme moi... peut-être est-ce le besoin de parler un peu arabe avec elle, peut-être qu'on a besoin de se vider un peu.» À l'OCF4, la même situation a toutefois donné du fil à retordre aux responsables de l'organisme. «On a demandé longtemps [à des mères arabophones] de parler en français, mais ça ne marchait pas. Elles essaient, elles parlent français un petit peu, mais reviennent à leur langue comme si le besoin était le plus fort. On a eu de longues discussions sur le sujet. On s'est dit que quelqu'un qui se retrouve dans un autre pays, isolé, qui rencontre enfin une personne qui parle la même langue, il faut le comprendre.» Elles ont donc décidé d'insister pour que les activités se déroulent en français, quitte à laisser les mères immigrées se retrouver entre elles durant les repas, une solution qui ne convient pas tout à fait aux mères québécoises de souche: «Certaines mamans se demandaient si les autres parlaient dans leur dos. On a essayé de trouver un juste milieu.»

Une de ses collègues précise que le problème n'est pas que linguistique: «le fait que quelqu'un parle une autre langue, ce n'est pas la seule difficulté que nos parents québécois ont comme problème de communication. [...] Ils vont au CLSC, ils ne comprennent pas pourquoi ils n'ont pas droit au programme OLO. Ils vont à la CSST pour un retrait préventif, ils ne comprennent pas pourquoi ils

ne l'ont pas. En fait, ils n'ont pas développé la capacité de dire "je ne comprends pas, il faudrait que tu me l'expliques autrement". » Il est intéressant de noter que l'intervenante de l'OCI partenaire de l'OCF2 (voir encadré 1) est aussi d'avis que, même s'ils ne sont pas déterminants, les facteurs socio-économiques ont une influence sur le degré de facilité avec laquelle une famille nouvellement arrivée va chercher à participer à certaines activités. « On a la même problématique : il y a toujours une tendance des gens à aller vers d'autres personnes qui parlent leur langue ou qui viennent du même pays. »

Mais il est clair qu'à certains endroits, la diversité linguistique est aussi vécue comme un enrichissement. L'OCF3 mise sur les compétences linguistiques de son personnel pour offrir des ateliers d'espagnol aux mères pendant que les enfants jouent à la halte, mais aussi un atelier de découverte de l'anglais aux petits de 3 à 5 ans. « Moi je pense que c'est bien que mes enfants entendent d'autres langues, pour qu'ils soient habitués jeunes à trouver ça normal de ne pas comprendre la langue que deux personnes parlent devant eux », explique une mère immigrée qui fréquente l'organisme. « Comme ça, on ne juge pas où on ne se sent pas mal à l'aise quand quelqu'un change de langue. [...] Au cours des dernières années, il y a eu des animatrices de garderie qui étaient parfaitement bilingues et qui spontanément parlaient aussi en anglais aux enfants. Je trouvais ça bien qu'ils puissent parler les deux langues avec elles. »

Les haltes-garderies, pour que les tout petits apprennent le français ?

Les haltes-garderies sont très populaires auprès des familles immigrées ; dans les OCF participants à la recherche, c'est souvent par ce biais qu'elles entrent en contact avec l'organisme. Est-il plus difficile pour elles d'obtenir des places en CPE ? « Je ne sais pas » avoue la responsable de l'OCF3, mais dans le cas des familles arabophones ou algériennes, le CPE à temps plein ne correspond pas à leurs valeurs [...]. Les mamans ne m'en parlent pas clairement, mais je me souviens d'au moins une d'entre elles à laquelle j'avais proposé un plus long répit, sa première réaction a été de me dire qu'il fallait qu'elle en parle à son mari, puis elle est revenue en me disant qu'il n'était pas d'accord ».

Plusieurs témoignages suggèrent que les mères utilisent le répit offert par la halte-garderie pour aller à des rendez-vous médicaux, faire certaines commissions ou des démarches administratives. À l'OCF3, toutes les personnes rencontrées soulignent que la halte est aussi, pour les tout petits, un lieu de francisation. **« Avant de venir travailler avec nous, notre employée d'origine chilienne a d'abord inscrit sa fille à la halte pour qu'elle apprenne le français »**, rapporte la responsable de l'organisme. **« À la maison, elle lui parlait en espagnol. Son père, qui est Italien, lui parlait italien ou anglais.** Nous avons aussi une famille mexicaine qui est ici depuis trois semaines seulement ! Ils ont deux enfants et de ce que j'ai compris ils n'ont pas encore accès aux places en garderie mais eux sont à l'école de francisation et ils cherchaient une place où leurs enfants pourraient apprendre le français.

C'est un peu la même situation avec les mamans asiatiques. Elles ne parlent pas du tout le français mais viennent à la halte pour que leurs enfants l'apprennent et soient prêts lorsque viendra le temps d'aller à l'école.»

«Au début, j'ai inscrit mon enfant à la halte, pour voir, mais presque tout de suite j'ai voulu qu'il puisse participer plus d'une fois par semaine alors nous avons aussi fait des activités» explique une mère d'origine palestinienne rencontrée à l'OCF3. «Même si moi je parle le français et que je suis enseignante, à la maison on parle toujours l'arabe et j'avais un peu peur qu'il ait un petit problème en entrant à l'école. Je l'ai inscrit aux activités pour qu'il déclenche.» Consciente des besoins, la responsable explique que l'OCF essaie de répondre autant que possible aux attentes des parents. «C'est sûr que quand on sait que les enfants ne parlent pas la langue, on essaie de faire un petit spécial. En principe, chaque enfant a droit à une demi journée à la halte chaque semaine, mais quand on peut on essaie de leur offrir une deuxième demi-journée ou une journée complète pour les aider un peu et faire en sorte qu'ils entrent davantage en relation avec d'autres enfants qui parlent le français. Parce qu'à cet âge-là, c'est par le jeu et en écoutant les autres parler qu'ils apprennent.»

«Le lundi, je dirais que les trois quart des enfants ne parlent pas français» estime une responsable de l'OCF4. Une mère québécoise qui fréquente l'organisme fera remarquer que les enfants, «c'est pas comme nous autres les adultes, ils jouent ensemble, ils regardent pas. Nous on regarde s'ils sont Québécois ou pas, mais eux [...] ils sont amis, c'est tout.» La responsable de l'organisme précise que dans son milieu, ce ne sont pas tous les parents qui sont capables d'une telle compréhension. «J'ai vu des parents avec lesquels j'ai de super bons contacts, ici, ça parlait arabe, espagnol, ils étaient dépassés. Je les ai perdus. [...] Les mères qui sont plus solides, qui ont voyagé plus, qui ont une plus grande ouverture, ça va ensemble des fois, elles ont plus de facilité à être à l'aise avec quelqu'un d'étranger, d'une autre religion, d'une autre langue ou même d'une autre couche de la société, quelqu'un de riche.»

Car souvent, les différences culturelles ne viennent qu'amplifier d'autres clivages tout aussi importants...



2.1 Ce qui sépare

Des facteurs socio-économiques

Tel qu'indiqué dans le tableau 1, la majorité des OCF participants à cette étude sont installés dans quartiers pauvres ou au mieux modestes. L'OCF2 constitue à cet égard une exception : tout en précisant que les familles proviennent de différents milieux sociaux, une intervenante précise qu'«on est peut-être l'organisme communautaire où le niveau économique des participants est le plus élevé.» «Il y a de tout ici!» confirme la responsable de l'organisme. «Ne me demandez pas comment ça se fait que ça fonctionne. Je ne veux même pas y penser, j'aurais peur de briser ce climat d'entente.»

L'intervenante de l'OCI qui travaille en collaboration avec l'OCF2 estime que les facteurs socio-économiques ont une influence sur le degré de facilité avec laquelle une famille nouvellement arrivée va chercher à participer à certaines activités, mais qu'ils ne sont pas déterminants. Dans les organismes où le profil économique des participants est relativement homogène (OCF 1, OCF3) les responsables ne vont pas non plus jusqu'à considérer ce facteur comme facilitant les rapports entre les personnes. Il convient toutefois de signaler qu'à l'OCF4 et à l'OCF5, leurs homologues attirent l'attention sur des clivages importants. «La majorité des parents immigrants qui participent à nos activités ont terminé leurs études universitaires. Je dirais que dans le cas des parents québécois, le niveau est un peu moindre.» précise la présidente du C.A. de l'OCF5.

Les différences entre les participantes immigrées et québécoises de souche rencontrées à l'OCF4 sont encore plus grandes. Les unes et les autres ont en commun d'avoir de faibles revenus. Toutefois, alors que les participantes québécoises sont pour la plupart peu scolarisées et que celles qui travaillent détiennent des emplois non-spécialisés et peu rémunérés, les trois mères immigrées rencontrées se présentent d'entrée de jeu comme des professionnelles qui, comme leurs maris, avaient de bonnes situations dans leurs pays d'origine. Leur situation financière, déterminante dans le choix d'une résidence et leur capacité d'accéder à divers services, est liée aux problèmes de non-reconnaissance de leurs diplômes, de leurs expériences professionnelles, et à leur difficulté de trouver un emploi¹², une situation également vécue, selon la coordonnatrice, par plusieurs parents immigrants qui fréquentent l'OCF3. Les intervenantes de l'OCF4 mentionnent cependant qu'il existe une autre catégorie de mères immigrées «comme l'une, hyper-traditionnelle, elle fait son pain, ne sort pratiquement pas de chez elle, surtout en hiver. Elle a Internet chez elle et passe la journée avec une webcam à discuter avec sa sœur dans son pays.»

¹² Dès le début de l'entrevue, ces participantes se sont longuement plaintes de leur situation, qui ne correspond aucunement, disent-elles, à celle qui leur avait été décrite avant leur départ par les services d'immigration. L'une d'entre elles, qui avait la possibilité de retrouver son emploi, envisageait même de retourner dans son pays. Voir étude de cas OCF4, p.5.

D'après elles «quand la femme est traditionnelle il y a des fois derrière elle une dynamique d'homme contrôlant» et elles comparent leurs habitudes de fréquentation de l'organisme et celles des mères québécoises toxicomanes: «Une maman qui consomme, elle va venir puis tout à coup, sans aucune raison, elle arrête [...]. Puis elle va revenir un peu plus tard comme si de rien n'était. Ces mamans-là font pareil. [...] On dirait que quand le lien devient fort, elles arrêtent.»

Des facteurs culturels

Sur ces réalités socio-économiques différentes et différemment vécues viennent se greffer d'autres différences. «**Les immigrants apprennent des choses sur le Québec avant d'arriver et ils ont un background, mais les Québécois n'ont aucun background sur les immigrants parce qu'ils sont entre eux, dans leur pays**» explique la coordonnatrice de l'OCF5. «Leurs connaissances sont entièrement basées sur les expériences personnelles, ce n'est pas académique ou appris dans les livres (...). [Ils] ne prennent pas la peine de voir si telle chose est vraie, si c'est une interprétation personnelle ou un fait avéré.»

Pour les mères québécoises de souche de l'OCF4, les mères immigrées vivent dans un univers bien différent du leur par la langue, la religion, les vêtements, les coutumes. Elles les perçoivent comme un groupe relativement homogène et différent des Québécois et en parlent en utilisant des termes tels que *les madames* ou *la dame noire*: «je ne suis pas capable de connaître ces noms-là» explique l'une d'entre elle. À l'OCF1, les deux mères interviewées ont indiqué que c'est au sein de l'organisme qu'elles ont eu l'occasion d'échanger pour la première fois avec une mère immigrée pour l'une et une mère québécoise de souche pour l'autre. «Ce n'est pas toujours le cas», précise une intervenante. «Je pense par contre que ce qui va être une première, c'est qu'elles vont oser se poser des questions et se parler plus profondément.»

Souvent, ces premiers contacts suffisent pour briser des stéréotypes. «Moi j'ai compris que ce n'est pas tout le monde qui vient du même pays qui pense de la même manière, c'est une question de personnes, comme ici» avance la mère québécoise de souche rencontrée à l'OCF1. Il n'empêche que, tant du côté des familles québécoises de souche que des familles immigrées, les sources et les motifs potentiels d'incompréhension sont nombreux.

Dans deux des OCF, les parents nés au Québec ont le sentiment que les parents venus d'ailleurs jouissent de privilèges indus. D'après une mère de l'OCF4, les immigrants auraient un meilleur accès aux services gouvernementaux: «Comme dans les garderies, il y en a une, justement [...] son mari a fait des pressions à la porte pendant une semaine. Elle a eu la place et d'autres l'ont pas». Le mot injustice n'est pas prononcé mais face à des parents plus instruits, plus mobiles et peut-être mieux outillés pour améliorer graduellement leurs conditions de vie, le sentiment semble bien présent. «**Il y a beaucoup de choses qui se passent aujourd'hui et les parents en parlent**» explique la mère québécoise rencontrée à l'OCF5.

«[...] il paraît qu'on ne peut pas avoir de croix dans les écoles mais là il y en a un qui a son couteau. [...] Pourquoi est-ce que nous on n'a plus de catéchisme à l'école, puis là la prière s'en vient, puis là les horaires des piscines ne conviennent plus, tout ce qui est aux nouvelles. C'est une frustration contre le gouvernement dans le fond, mais il y en a qui doivent s'en prendre aux gens qui sont à côté d'eux autres.»

Si comme on le verra plus loin la cuisine est souvent une occasion de rapprochement, il arrive aussi qu'elle sépare. La non-consommation de porc par les familles musulmanes est évoquée presque partout. «Moi, les soupers je ne m'inscris pas beaucoup» dit la mère d'origine palestinienne rencontrée à l'OCF3. «Si c'est pas hallal... Ici ils font attention, mais on participe peu aux activités où il y a de la bouffe.» «Le jambon, le jambon...» soupirera une intervenante de l'OCF4. Une mère québécoise est plus directe : «Dans le temps des Fêtes, ben là, on peut pas mettre de porc ! [...] Nous autres, il faut qu'on s'intègre à leurs coutumes, mais eux autres, non !» Un incident similaire s'est produit à l'OCF5 lors d'une sortie : «On était à la cabane à sucre mais il ne fallait pas qu'il y ait du lard» raconte la mère québécoise de souche. «Mais la cabane à sucre, c'est du lard ! Moi non plus j'aime pas le lard, donc je mange des fèves et des œufs en sachant qu'il peut y avoir du lard à côté...J'aime pas le méchoui, j'y vais pas non plus, parce que j'aime pas ça. Mais on ne peut pas faire des changements...»

ÉCHOS D'UN MONDE EXTÉRIEUR PAS TOUJOURS OUVERT

Exception faite de l'OCF2, où le contexte et les expériences diffèrent de ceux des autres organismes étudiés, les entrevues réalisées avec l'ensemble des personnes rencontrées font émerger un contraste parfois saisissant entre les attitudes qui prévalent à l'intérieur des OCF et celles vécues à l'extérieur.

Les responsables de l'OCF1 reconnaissent la différence et la nomment. «Il y a du racisme et de la xénophobie dans la société québécoise : la maladie existe. Simplement, ici, ce n'est pas toléré. [...] Nos intervenantes et nos parents qui sont des leaders sont tous des chiens de garde de ça». Lorsqu'on lui demande pourquoi la situation est différente au sein de son organisme, la responsable de l'OCF3, dont la famille élargie comprend des membres d'une autre communauté culturelle, hésite : «C'est une bonne question ! Parce que dans le quartier, en faisant d'autres projets, en entendant parler de ce qui se passe dans les classes, je sais qu'il y en a du racisme. Ici c'est un quartier malgré tout très québécois, la mentalité est très québécoise. Pourquoi [dans l'OCF] c'est différent... ? Peut-être à cause de la façon dont on travaille, la dynamique des rencontres qui met tout le monde ensemble.»

Interrogée à ce sujet, la mère d'origine palestinienne qui fréquente l'organisme, où elle dit qu'elle « n'a jamais sentie être agressée par quelqu'un », répond à demi-mot. « À l'extérieur non plus. Peut-être parce qu'on n'est pas... On est tout le temps près de notre maison avec notre enfant. Les gens qui ont un travail, là c'est peut-être qu'ils sont plus... Mon mari, il me dit parfois...[...] Lui, il a pas mal vu... des immigrants comme lui... des Québécois... Partout on en trouve, des gens comme ça. » Une mère québécoise de souche de l'OCF4, qui a eu une mauvaise expérience avec un propriétaire arabe, tend à assimiler les mères immigrées à cette personne : « j'essaie de ne pas trop les mettre dans le même bateau, mais des fois, quand elles parlent de leur religion...[...] Mon chum aime pas les Noirs et les Arabes. Je ne suis pas raciste, mais... »

« En général, je dirais qu'il faut un temps d'adaptation », dit une mère d'origine algérienne rencontrée à l'OCF5. « Peut-être pour nous, c'est vrai, à cause du fait qu'on est dans un autre pays et qu'il faut qu'on s'adapte aux personnes du pays, mais les autres ont aussi besoin de s'adapter à nous. Une fois, j'ai entendu quelqu'un dire qu'on avait " envahi le pays ". J'ai dit " je suis désolée, je ne suis pas sans papier, j'ai déposé ma candidature, on m'a acceptée, s'il n'avait pas voulu le gouvernement ne l'aurait pas fait. Je ne fais rien de mal dans le pays, au contraire. J'ai beaucoup aidé, comme orthophoniste j'ai beaucoup travaillé avec des enfants, c'est vos enfants justement. " Mais ça, ce n'est pas ici, c'est plus à l'extérieur. »

La veille de l'entrevue, elle avait participé à une formation à laquelle la coordonnatrice avait inscrit quelques unes de ses éducatrices. « C'était une formation sur la tolérance. Au début, je pensais que c'était sur la tolérance vis-à-vis des enfants, mais c'était pour des gens des OCF et organisé par la Maison d'Haïti. L'animatrice nous a montré un schéma sur la tolérance. Quand tu fais juste tolérer, c'est pas fort... C'était pour nous montrer qu'on était tous différents même si on est pareils, et qu'il faut s'accepter. Mais il y avait quand même des questions. Comme l'a dit une dame, ce qui manque, c'est le respect. Nous, jusqu'où il faut donner ? Les immigrants veulent le respect mais nous on ne sent pas qu'on a le respect en retour. »

Les différences de valeurs

Au cœur des échanges entre les parents qui fréquentent les OCF, l'éducation des enfants met vite en relief les différences entre les normes en vigueur au sein de la société québécoise et celles préconisées par les mères immigrées.

Toutes les mères immigrées non-occidentales rencontrées dont les enfants ont intégré le système d'éducation sont, au mieux, perplexes : les rapports enseignants-élèves sont très différents de ceux auxquels elles et leurs maris

ont été habitués. Une mère immigrée rencontrée à l'OCF4 confie : «La première fois que mon fils est revenu de l'école, il me dit "je suis dans la classe de [Françoise]". Je lui ai dit "on ne dit pas ça, on dit *Madame* ou *Maîtresse*." Mais non, ici tout le monde utilise le prénom [...] ça choque un petit peu. Ils donnent beaucoup de liberté aux enfants.» Une autre mère précise **«chez nous c'est au bâton que ça marchait. Ce qui fait que le petit, quand il voit le bâton, il se tient droit, il bouge pas. Mais arrivé ici, c'est tellement doux : on envoie les enfants réfléchir...»**

Plus tard, se pose la question de l'autonomie des jeunes. Une mère immigrée de l'OCF4 s'interroge : «est-ce normal de laisser un enfant prendre le bus tout seul à l'âge de 12 ans?» L'absence de repères culturels ajoute une difficulté supplémentaire à la gestion des situations propres à cet âge de la vie. Surprise que son fils, lui aussi âgé de 12 ans, soit invité à une fête un jour de semaine, une autre raconte la crise suscitée par son appel à la mère du jeune hôte : «elle [la mère] avait l'air surprise que je pose des questions [...] Quand je lui ai demandé où elle habitait, car je ne la connaissais pas, mon fils pleurait. [...] Il dit "mes amis font ça, il faut que je fasse ça !" Son père aussi a levé le drapeau blanc.» Ailleurs, on s'étonne des fréquentations des adolescentes «Des fois, je trouve que c'est bien, mais des fois c'est... libre et je fais comme ça» (elle mime la stupéfaction) dit la mère d'origine algérienne rencontrée à l'OCF1. «D'accord, la liberté c'est bien pour des choses comme l'éducation, il faut être bien éduquée, bien habillée. OK, je ne mettrais pas de foulard à ma fille. Mais quand je vois qu'une fille, à 14 ans, elle a un copain et qu'elle fait l'amour, eh, c'est trop tôt!» De leur côté, lors d'un café-rencontre sur l'autorité parentale qui avait lieu au sein du même organisme, des parents nés au Québec ont été tout aussi surpris d'apprendre que, dans d'autres pays, un parent pouvait taper impunément son enfant.

«Tant que les enfants ne sont pas à l'école, les parents sont dans une bulle, tout va bien» explique la membre hispanophone du C.A. de l'OCF2, «mais dès l'entrée des enfants à l'école les choses se compliquent». Dans ce contexte, le rapport de ces parents à certaines institutions devient souvent difficile, voire angoissant. «[La Charte des Droits] c'est vraiment une source d'inquiétude pour les parents» explique l'intervenante de l'OCI qui travaille avec l'OCF2. «Les enfants arrivent à l'école [...] et apprennent très vite des choses que leurs parents ne savent pas encore. Parfois l'information est transmise par leurs pairs et ça devient un peu compliqué : par exemple ils rentrent à la maison et disent à leur parent que s'il lui crie après il a le droit d'appeler la police. Les parents reviennent vite nous voir pour nous demander ce qu'il en est.» Plusieurs fois citée, la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) fait aussi très peur. «Comment peut-on faire?» dit une mère immigrée de l'OCF4, «on nous a habitué à mettre plus de discipline et ici la DPJ peut vous retirer vos enfants. Quand je suis arrivée, mon petit voulait me prendre de l'argent. Mon mari m'a dit "attention, il faut pas corriger les enfants dans la rue sinon quelqu'un peut appeler la DPJ !" La DPJ pourrait m'arracher mon enfant que j'ai mis au monde? Et l'affection, qui va la lui donner? Je ne comprends pas.» «Ça fait paniquer les familles, surtout celles au sein desquelles la discipline est importante, mais les gens ne veulent pas aller dans un programme [de l'OCF]

comme le *Y'a personne de parfait* ou le *Parent-ado*» confirme l'intervenante de l'OCI. Ils préfèrent aller dans une rencontre où ils peuvent seulement écouter, ou encore venir nous poser des questions en privé.» «C'est sûr qu'ici, quand on aborde des questions comme la discipline, l'attachement, c'est la vision québécoise qui est mise de l'avant et il se peut qu'elles ne se reconnaissent pas là-dedans» confirme la coordonnatrice de l'OCF2. «Mais c'est à elles qu'il faut le demander. Moi je n'en ai aucune idée.» La responsable de l'OCF3 fait une analyse similaire : **«[...] les mamans immigrées choisissent de ne pas aller dans les ateliers où elles recevraient une formation qui pourrait remettre leurs valeurs en question. On ne les voit pas dans les ateliers structurés, par exemple sur la discipline familiale. Elles ne font pas exprès pour se mettre dans des situations difficiles.»**

Dans cet univers de mères, la question des droits des femmes et de leur place dans la société fait inmanquablement partie des sujets de conversation. Malgré un échantillon limité, la présente recherche fait à cet égard ressortir tout un éventail de situations, parfois dures. Ainsi, la responsable de l'OCF2 se souvient de la brève participation de deux mères immigrées à une série de cafés-rencontres, il y a quelques années. Lors d'un échange sur le thème de la violence, elles avaient expliqué que leurs maris les frappaient en rentrant, tous les vendredis soirs, après avoir consommé de l'alcool. «Il faut que tu aies des animatrices bien formées pour gérer ce genre de situation. Elles ont expliqué qu'ici, c'était quelque chose d'inacceptable, qu'il y avait des lois pour protéger les femmes, et après la rencontre on les a prises à part pour leur donner d'autres informations plus précises. Après deux ou trois rencontres, on ne les a plus revues. On a fait le suivi nécessaire, on les a rappelées pour leur dire qu'on comprenait leur situation et que les portes seraient toujours ouvertes, mais on a compris qu'on venait d'ébranler toute une structure et que c'était trop menaçant pour elles de continuer avec nous.»

Les mères rencontrées à l'OCF1 tracent pour leur part un portrait tout en nuances d'échanges constructifs. «Il n'y a pas tant de différences que ça», estime la mère québécoise. «C'est juste quand on parle de la famille, il y a des sujets plus chauds.» Lesquels? «L'habillement, être forcée de faire des choses. Il y a beaucoup de femmes qui sont soumises dans ces pays-là et ça nous préoccupait. Il y a eu un gros débat. **Moi j'ai été élevée avec l'idée qu'une femme c'est libre et souvent je les percevais mal, je me disais "elle se laisse faire, elle gâche sa vie". Les discussions, ça m'a permis de voir que ce n'est pas le cas pour toutes les femmes et que la plupart de celles que j'ai vues, elles ne se laissaient pas mener par leur mari. Il y en a pour lesquelles ça a changé lorsqu'elles ont été rendues au Québec, et d'autres qui ne se laissaient pas faire dans leur pays. Mais (...) ça m'a permis de les voir beaucoup plus comme nous.»**

«Ici, la femme elle ne peut pas rester à la maison, ne rien faire, il faut sortir, amener ton enfant aux activités, au CLSC, payer les factures, aller à la banque, il ne faut pas laisser tout à ton mari» énumère la mère originaire d'Algérie rencontrée au même endroit. «Moi, j'achète des tomates à 0.99\$ et mon mari il achète à 1.99\$! L'homme, il réfléchit, et il pense que ça c'est bien. Il faut que tu aies ta carte de la banque, celle-là elle est bien, j'ai pris ça des femmes

québécoises. Il faut que tu aies les mêmes droits que ton mari. Les allocations, c'est le droit des femmes. Ici, je connais des femmes auxquelles leur mari ne donne rien, elles ne peuvent même pas leur demander cinq dollars pour acheter une carte téléphonique et parler à leur famille. Là, je m'excuse, mais tu as le droit et j'ai appris ça ici.»

À cet égard, les responsables de l'OCF1 ont une vision claire de leur organisation en tant que lieu d'approvisionnement de la culture québécoise. « Il nous est arrivé dans les cafés-rencontres de dire "non, ici, l'égalité des hommes et des femmes ça ne se discute pas" » expliquent les responsables de l'OCF1. « De temps en temps, le sujet revient sur le tapis. Je me souviens, qu'il y a quelques mois (...) une femme immigrée a contesté le fait qu'ici, les femmes gardent leur nom lorsqu'elles se marient. On a d'abord essayé d'expliquer l'histoire de ça, le fait qu'au Québec la loi avait été votée en 1981, que c'était acquis. Ce qu'on dit, c'est "ça, ça fait partie de notre culture québécoise et c'est sûr que vous êtes rendues là-dedans". La personne est restée campée sur ses positions, mais autour de la table, il y avait aussi des femmes immigrées qui étaient d'accord avec le fait que les femmes gardent leur nom. C'est aussi pour ça que certaines sont venues au Québec. Tu as le droit de ne pas être d'accord mais on ne va pas débattre de la validité de ça. »

Les témoignages recueillis à l'OCF5 invitent toutefois à faire preuve de prudence avant de voir dans ce qui précède une confirmation des préjugés les plus ordinaires. « Il y a des femmes qui fréquentent l'OCF et qui ne veulent pas que leur mari le sache » raconte la coordonnatrice. « Pas beaucoup, mais il y en a quelques unes, et pas seulement des immigrées, des québécoises aussi ! » Pour illustrer son propos, elle cite le cas d'une québécoise qui a fréquenté l'organisme : « son mari la contrôle complètement. Il allume ses cigarettes pour elle, elle ne peut pas sortir, même pour aller chez elle. Ça, c'est un cas spécial, mais ça existe. »

« Si les gens viennent ici c'est parce qu'ils sont ouverts, parce qu'ici, il y a de tout » dira quelques minutes plus tard une mère d'origine française rencontrée au même endroit. « **Par exemple, dans mon groupe il y a une Québécoise qui s'est convertie à l'islam il y a deux ans, elle porte le voile, personne lui dit " euh, t'es pas un peu..."** parce qu'après tout c'est sa vie et ce n'est pas ce qu'on pourrait lui dire qui va y changer quoi que ce soit. Alors on écoute et c'est intéressant parce qu'on apprend plein de choses. Il y a aussi une fille avec laquelle je parlais, elle est d'origine ukrainienne, mariée à un Marocain, lui est musulman mais chez elle, la fête de Pâques, on célèbre ça avec du porc, c'est drôle !! On a ri, mais on ne juge pas... »

Et le voile ?

Il n'empêche: de toutes les questions potentiellement délicates, celle du voile demeure la plus complexe. S'il n'est pas nécessairement source de division ou de conflits, les caractéristiques du milieu et l'importante représentation des femmes originaires d'Afrique du Nord dans l'échantillon font qu'il en a été question – parfois longuement – dans presque tous les OCF visités.

Dans les OCF comme dans l'ensemble de la société, le voile fait jaser. Il faut toutefois préciser d'emblée qu'il n'est pas toujours source de divisions entre les personnes qui fréquentent les organismes. À l'OCF1, il est fréquemment cité en exemple au fil des conversations mais plutôt pour illustrer un propos que comme un enjeu à proprement parler. «On n'a pas eu de discussions méchantes sur le voile» explique la mère québécoise de souche rencontrée à l'OCF5. «Il y a... on sent... surtout au début...» hésite toutefois la mère d'origine algérienne, avant de poursuivre: «**Il faut un temps d'adaptation à une maman pour qu'elle s'adapte à une immigrante, à une voilée. Mais quand je suis venue la première fois j'étais avec ma belle-sœur alors même s'il y avait une certaine réticence des mamans québécoises, je le sentais mais ça ne me dérangeait pas parce que je connaissais quelqu'un.** En plus, je travaillais avant alors ça ne me faisait pas peur. Si quelqu'un me voit mal, ça ne me dérange pas.»

À l'OCF4, expliquent ses responsables, le voile fait partie des sujets délicats, sinon carrément tabous: «il y a une affaire qu'elles [les femmes québécoises] ne toucheront pas, c'est le voile. Nous on en a parlé beaucoup et à un moment donné il n'y avait plus de questions mais elles n'auraient jamais ouvert un débat là-dessus parce que c'est vraiment trop. On voit dans leur regard que ça peut devenir un conflit.» À ce titre, il rejoint d'autres thèmes difficiles: «on a des conflits de valeurs avec des mères québécoises quand elles disent "moi l'important c'est la famille et c'est pour ça que je reste avec mon chum qui a essayé de me tuer l'année passée"».

Les échanges sont nettement moins difficiles à l'OCF3, mais il y a parfois des malaises. «Il y a une madame, elle a toujours son voile, elle participe aux activités, moi j'ai essayé de l'approcher, elle me dit toujours bonjour avec un beau sourire mais moi je sens une barrière» explique la mère québécoise de souche rencontrée. «Puis une fois, pour l'Halloween, on avait décidé que les enfants et les mamans se déguisaient en pirates et je lui ai dit "si tu veux, je vais te maquiller" et elle a tout de suite répondu "ah non, ah non!". Je me suis dit que c'était peut-être culturel, elle m'a répondu en souriant, mais moi j'aurais trouvé ça le fun qu'elle embarque dans l'activité.» Elle qui dit avoir voyagé, qui compte parmi ses amis des gens nés à l'étranger et dont le fils a aussi des amis d'origines diverses regrette visiblement la situation. «**C'est vrai qu'on a tendance à être bien avec des gens qu'on connaît, alors si tu essayes une fois d'approcher la maman et qu'elle te sourit mais qu'il n'y a pas moyen, déjà que tu es bien dans tes habitudes... En même temps, il y a aussi une gêne. Je trouve que le voile, ça fonctionne bien, ça met une barrière automatique.**»

Cependant, au sein de l'organisme, toutes ne semblent pas éprouver les mêmes difficultés, même si d'après la mère d'origine palestinienne rencontrée, le voile suscite toujours des curiosités. «Elles me disent "est-ce que je peux te poser une question?" et je sais immédiatement ce qu'elles veulent me demander parce que je me suis déjà fait poser cette question par pas mal de mamans... Tout simplement, j'explique que c'est notre religion. Il y a des mamans qui disent "bon, c'est votre religion", il y en a d'autres qui restent un peu... euh... oui, ça dépend, mais je n'ai jamais sentie être agressée par quelqu'un, jusqu'à ce jour, hein.» Les discussions, selon elle, ne sont jamais très profondes. «C'est surtout un échange d'informations, souvent à partir des nouvelles à la télé, on vient parfois me demander "qu'est-ce que tu en penses?". Pendant la guerre en Irak on me demandait aussi si je venais de là-bas.»

Dans ces milieux qui privilégient les échanges, les questions suscitées par le voile peuvent aussi être l'occasion de clarifier au moins certaines ambiguïtés. «Une fois il y avait une discussion sur le foulard, les religions, et là je me suis levée et j'ai parlé de ma religion» explique la mère d'origine algérienne rencontrée à l'OCF5. «J'ai dit "c'est la mienne, je ne vous dit pas de la suivre, mais c'est ma religion et elle est comme ça. C'est vrai qu'elle est mal vue, mais on n'est pas comme les autres nous voient. Non, parce qu'on est musulman ça ne veut pas dire qu'on est forcément un terroriste (...). Parce que les terroristes, moi je suis musulmane et je dirais que ces gens-là ne sont pas des musulmans. Une religion qui, comme toutes les autres religions, aime la paix, ne ferait jamais ça." Oui, pour moi, l'enjeu est beaucoup plus autour du lien entre religion et terrorisme que sur les enjeux féministes. C'est du moins ce que j'ai remarqué.»

Pour la mère québécoise de souche, qui fréquente l'organisme depuis plusieurs années, la situation a beaucoup évolué. «Je me souviens, à l'époque, il y avait une musulmane qui fréquentait l'organisme, les participants ne comprenaient pas la façon dont elle vivait, ils croyaient que ses droits étaient limités et ils n'acceptaient pas ça, ils ne pouvaient pas comprendre qu'elle se respecte tout en se laissant piler dessus. Maintenant, on est vraiment un bon groupe.»

Peut-on alors, à force d'échanges, faire disparaître les incompréhensions? «Je ne suis pas sûre que ça disparaît» opine la présidente du C.A. de l'organisme. «L'avantage du groupe c'est que ça donne des opinions différentes et que la personne y prend ce qu'elle veut, elle fait des choix. Moi j'ai compris que ce n'est pas tout le monde qui vient du même pays qui pense de la même manière, c'est une question de personne, comme ici» conclut la mère québécoise rencontrée à l'OCF1.

La même approche fait consensus au sein de l'OCF3 «C'est sûr que les parents issus de l'immigration ont des expériences différentes mais ceux qui choisissent de participer aux activités ont une grande ouverture» confirme sa responsable. Et de l'avis de toutes, les OCF sont d'abord et avant tout des lieux de rencontres où les mises en commun, comme on le verra ci-dessous, pèsent beaucoup plus lourd que les différences.

2.3 Ce qui rapproche

Tous parents

Au-delà de tout ce qui précède, l'ensemble des entrevues réalisées suggère que le fait d'être parent gomme bien d'autres particularités, à commencer, souvent, par les différences socio-économiques. La responsable de l'OCF3 explique : « (...) **les parents, qu'ils gagnent 50 000\$ par an ou 9 000\$ par an, quand ton enfant fait une rage de dents, la nuit tu ne dors pas plus, peu importe l'argent que tu as.** Quand ils viennent ici, ils ne parlent pas d'argent, ils parlent de ce qu'ils vivent et de ce qu'ils ont en commun, puis ils s'échangent des trucs. Je pense qu'il se passe la même chose avec les parents immigrants : on vient chercher ce qui nous rejoint et finalement, au fil du temps et des échanges, on apprend sur l'autre, sa culture et sa façon d'être. »

Peu importe l'endroit où ils sont nés, comme le dit une mère dont les propos sont repris, à quelques mots près, par toutes les personnes rencontrées, « on vient tous ici chercher un peu la même chose. Les parents qui viennent ici veulent connaître d'autres personnes, sortir de la maison, partager leurs expériences, ne pas être tous seuls à vivre ça chez eux. » « Quand tu décides de rester à la maison avec les enfants, ça ne veut pas dire que tu veux rester *dans* la maison ! » s'exclame une mère québécoise de souche de l'OCF3. « Tu t'ennuies, tu as besoin de relations humaines et de parler à d'autres gens qu'à des bébés. » « Il y a des mamans qui viennent chez nous qui ont de la misère à joindre les deux bouts, mais pour la majorité d'entre elles le principal besoin est de briser l'isolement » confirme la responsable de l'OCF2, qui s'interroge aussi sur l'impact de l'allongement du congé parental sur cette situation.

Pour les familles immigrées la solitude est plus lourde encore. « J'ai pas d'amis, pas de famille et ici (elle met une main sur sa gorge) je suis comme serrée, mais pas quand je viens ici » dit la mère d'origine algérienne rencontrée à l'OCF1. « **Parce qu'on était une famille immigrante on ne connaissait personne et c'est la seule porte qui s'ouvrait** » dit une autre qui raconte son arrivée à l'OCF3. « **Nous, on peut supporter d'être seuls mais les enfants ont besoin d'autres enfants avec lesquels ils peuvent jouer. C'est pour ça qu'on est venus s'inscrire.** »

Cette force fédératrice de l'expérience d'être parent, qui transcende les origines, trouve son expression la plus extrême dans une situation relatée par les responsables de l'OCF5. « On a eu deux familles, un couple québécois et un couple pakistanais, qui ont été obligés par la DPJ de venir faire l'atelier "Intervenir efficacement auprès de son enfant" : ils se sont bien entendus parce qu'ils ont réalisé qu'ils vivaient les mêmes situations ! Dans ce groupe-là, il y avait aussi une maman d'Algérie qui avait vécu une guerre locale (...). Et c'est une éducatrice du Burundi qui faisait l'animation... »

Face à l'éducation de leurs enfants, mères québécoises de souche et mères immigrées partagent les mêmes préoccupations: «pour les enfants, je trouve que c'est la même chose» explique une mère québécoise de souche rencontrée à l'OCF4. «La relation entre la mère et son bébé, Québécoise ou non, il n'y a pas une grande différence.» «C'est sûr que les mamans vont dire comment ça se passe dans leur pays et parfois tu vois qu'il y a un moment de silence... puis il y a un parent qui relance en disant "ah ben, c'est différent!"» relate la responsable de l'OCF3. «Ce n'est jamais arrivé que des gens réagissent de façon négative (...). Ça a toujours passé comme une expérience différente de celle des autres personnes, de la même façon qu'une Québécoise peut énoncer quelque chose qui peut paraître énorme pour d'autres. Il y a quand même un respect à travers ça, et une belle ouverture. Moi j'ai l'impression que les parents ne font pas de distinction et que tout le monde se situe au même niveau.» «On n'a pas toujours les mêmes réponses, mais là encore, chaque individu est différent» lui fait écho la mère d'origine américaine. La mère d'origine palestinienne corrobore, mais introduit à demi-mot une nuance. «Ça tourne toujours autour des enfants, ce qu'ils font à l'école par exemple, on me demande "vous, est-ce que vous faites comme ça à l'école chez vous?", donc c'est vrai qu'il y a des choses un peu différentes mais à la fin on respecte la méthode et le travail de chaque organisation. Aussi, on n'a pas le choix, c'est comme ça ou...(rire).»

Si, comme on l'a vu précédemment, les parents immigrés ne sont pas prêts à confronter directement leurs valeurs aux valeurs québécoises dominantes, les mères rencontrées sont néanmoins unanimes dans leur souhait déclaré de mieux connaître la société dans laquelle ils ont décidé d'ancrer leur famille. **«Moi et mon mari nous avons décidé qu'on allait passer toute notre vie ici, alors il faut tout comprendre»**, explique la mère immigrée rencontrée à l'OCF1. **«Par exemple, à un café-rencontre on a discuté de la sécurité des enfants: on leur dit "ne parle pas aux étrangers", mais c'est quoi, un étranger?»** Les pompiers sont venus nous rencontrer: ici ce n'est pas comme chez nous, les maisons sont toutes en bois, il faut en parler aux enfants. J'ai aussi vu des mamans qui, même si elles sont ici depuis longtemps, demandent aussi des informations, par exemple sur la façon dont on inscrit un enfant à l'école, c'est normal quand tu ne l'as jamais fait. (...) C'est ce que j'aime ici, tous les jours, tu peux venir chercher de nouvelles idées.»

«Je dois parler aux mamans pour savoir comment faire. Est-ce que ça se passe chez eux de la même façon?» s'interroge une mère immigrée de l'OCF4. «Moi toute seule je n'ai pas d'expérience et je n'ai personne qui va m'aider. Mon mari est toujours occupé dans ses études, donc je suis seule en face de mes enfants, surtout mon ado.» De l'avis d'une responsable de l'organisme, **«[les mères immigrées] veulent répondre comme un parent québécois, parce qu'elles sentent que leur enfant est québécois»**. **«C'est beaucoup pour donner une meilleure vie à leurs enfants qu'ils sont venus»** poursuit une de ses collègues. Ils avaient tous une belle famille, plein de belles choses là-bas. Moi, avant de me plaindre d'être obligée de jouer dehors avec mon enfant, je me dis qu'il y a quelqu'un qui a laissé ses parents et son pays pour son enfant. Je trouve que c'est des beaux exemples pour d'autres parents.»

Après la halte-garderie, la cuisine collective est l'activité la plus fréquentée par les mères immigrées, qui s'initient aux ingrédients localement disponibles et aux habitudes alimentaires québécoises. « Il y a une maman que vous avez vue ce matin, son enfant ne veut pas manger africain à l'école » raconte une mère québécoise de souche. « Il veut manger comme ses amis, ce qui fait qu'elle ne fait plus que de la cuisine québécoise chez elle. Elle va même manger de la poutine. [...] Elle a l'air d'aimer ça et d'être contente. »

EN PRENDRE ET EN LAISSER, LES CHOIX DIFFICILES DES PARENTS IMMIGRÉS

Arrivée au Québec il y a une trentaine d'années, l'intervenante de l'OCI rencontrée dans le quartier où est installé l'OCF2 a une compréhension intime des processus dans lesquels les parents immigrés s'engagent. « Au fur et à mesure, ils vont faire leurs expériences. C'est très difficile. Moi aussi j'ai eu des problèmes avec ça, j'ai essayé de choisir le meilleur de ce que je découvrais ici puis de garder et de transmettre ce que j'avais amené de mon pays, mais ce n'est pas évident. Et les gens, quand ils arrivent, il ne faut pas leur dire "écoutez, je ne sais pas ce que vous allez réussir à transmettre à la deuxième génération" parce qu'ils vont paniquer, s'accrocher à leurs valeurs du pays d'origine. Nous on ne peut rien imposer, il faut respecter. »

Certains parents tendent à déployer tous leurs efforts pour préserver leurs valeurs de départ, d'autres décident au contraire de tout laisser derrière eux et d'embrasser celles de leur nouveau pays¹³. « On ne peut pas dire qu'il y ait un modèle plus fructueux que d'autres » explique l'intervenante. « J'ai connu des familles qui avaient opté pour l'intégration à 100 % et qui ont eu de gros problèmes quand elles ont fait venir la grand-mère. On les voit arriver, elles nous disent "ça ne va pas du tout, mes petits-enfants ne parlent pas ma langue, ne vont pas à l'église, mangent n'importe quoi, je n'accepterai jamais cela", elles se révoltent et cela crée des situations extrêmement difficiles au sein des familles. »

Cette analyse est partagée par la membre hispanophone du C.A. de l'OCF2. « On découvre des choses qu'on ne comprend pas et on les rejette justement parce qu'on n'en comprend pas la signification. C'est pour se protéger qu'on s'accroche et là commencent les tensions et les problèmes au sein de la famille. Ça devient un cercle vicieux, il faut gérer la tension, comprendre les façons de faire, les pratiques différentes, trouver une identité. C'est un effort qui interpelle aux niveaux psychologique, social, affectif et spirituel. »

¹³ À ce sujet, voir Louise Bérubé (2004). *Parents d'ailleurs, enfants d'ici : dynamique d'adaptation du rôle parental chez les immigrants*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 250 p

À l'OCF1, « la recette de sucre à la crème tourne pas mal dans les cafés-rencontres », mentionne la mère québécoise de souche, et le couscous cuisiné par des mères nord-africaines à l'occasion d'une activité-repas a connu un franc succès. Malgré les limites posées par les interdits alimentaires respectés par certaines familles immigrées, la cuisine et les mets faits et mangés ensemble contribuent à rapprocher parents et enfants. « Il y a eu des activités où on demandait à des personnes des communautés culturelles de nous montrer leur cuisine » raconte la mère québécoise de souche rencontrée à l'OCF3. « La responsable de l'organisme les a recrutées parmi les mamans qui font plus que la halte : il y a eu une Mexicaine, une Espagnole, une Vietnamiennne... Au début, chaque maman faisait une petite présentation, c'était bref parce que bon, ce ne sont pas nécessairement des conférencières, mais c'était intéressant. Nous, on apprenait des choses et elles, elles étaient fières de nous parler de leur pays. »

Peu présents au sein des OCF¹⁴, les pères, toutes origines confondues, sont davantage susceptibles de participer à de telles activités si elles ont lieu le soir, ou la fin de semaine. « C'est sûr qu'au départ les papas, qu'ils soient québécois ou immigrants, peuvent avoir l'inquiétude de se retrouver dans "une affaire de femmes" et se demander si on est pro-pères ou pas » convient une responsable de l'OCF1. « Mais à un moment donné ils réalisent qu'on n'est pas inquiètes quand ils s'occupent de leurs enfants. » L'importance de la participation des pères à certaines activités de l'organisme semble y être toutefois largement supérieure à celle observée ailleurs. « Dans nos cafés-rencontres, on rejoint 90 % des pères qui sont présents dans le décor familial. (...) Il y a même des papas immigrants qui sont venus seuls aux soupers [parents-enfants] avec leurs enfants de six, sept ou huit ans ! »

Les OCF, îlots de socialisation ?

Presque toutes les mères immigrées rencontrées ont exprimé, à des degrés divers, leur souhait de voir les relations établies avec les mères québécoises de souche au sein de l'organisme se développer à l'extérieur. Toutefois, il semble que ce n'est qu'à l'OCF5 que de tels développements se sont avérés : ses responsables citent le cas de deux mères, l'une québécoise l'autre immigrée, qui s'y sont rencontrées, ont par la suite ouvert ensemble leur propre garderie et gardent le contact avec l'organisme. « Ça m'est déjà arrivé de créer des liens mais en fait, le vrai point de rencontre c'est ici » nuance la mère d'origine française. « Sinon, chacun a sa vie, on a des enfants, plein de trucs, mais quand on vient ici on prend le temps. » « De temps en temps on essaie de se voir à l'extérieur, d'organiser des sorties (...) » dit la mère originaire d'Algérie, qui énumère des exemples récents. « C'est vrai qu'il n'y a pas ça partout, j'ai des amies qui sont soit au travail soit à la maison avec de jeunes enfants et elles me disent souvent " nous, on n'a pas ça dans notre quartier ". Moi je connais plein de mamans québécoises et on se voit à l'extérieur, on a une certaine affinité entre mamans, il n'y a pas ce côté raciste... »

¹⁴ Les profils des organismes et des participants rencontrés dans le cadre de la présente recherche sont cohérents avec les données issues d'autres études. Voir notamment Denise Lemieux et autres (2005). *La parentalité dans les organismes communautaires Famille*, Montréal, INRS, Urbanisation, Culture et Société, 67 p.

Unique au sein de l'échantillon de la présente étude, une telle situation est-elle exceptionnelle ? Pour les mères immigrées qui fréquentent l'OCF4, l'organisme est l'un des rares sinon le seul endroit où elles peuvent discuter avec des Québécoises. Deux d'entre elles déclarent ne pas avoir d'amies québécoises et ne pas trop comprendre comment se nouent des relations d'amitié. Pourtant, leur première impression est positive : « je trouve les Québécois très gentils, c'est facile de communiquer avec eux », dit l'une mais une autre constate, **« J'ai essayé de faire des amitiés, que les Québécoises viennent chez moi, mais une fois que tu veux affronter cette étape-là, je les trouve fermées. Elles ne te donnent pas d'occasion pour avoir des relations plus approfondies ».**

Les entretiens suggèrent que mères immigrées comprennent mal les codes de socialisation dominants au sein de la société québécoise. Certaines réactions les laissent perplexes : « Une Québécoise, je ne veux pas dire son nom, je l'ai rencontrée ici, j'ai parlé avec elle et je la trouvais gentille. Elle m'a donné son numéro de téléphone. Deux ou trois semaines ont passé, j'ai appelé chez elle pour avoir une discussion, peut-être même qu'il serait possible de l'inviter chez moi. Elle me dit qu'elle a des invités et qu'elle ne peut pas parler avec moi. C'était très froid de sa part. [...] Même la poussette de mon fils, c'est elle qui me l'a offerte, elle est presque neuve. Le jour de l'accouchement, elle m'a amené plein de cadeaux, mais je cherche à l'avoir au téléphone, impossible. Maintenant je me pose des questions, est-ce qu'elle a des problèmes avec son mari, avec son conjoint ? Je suis perdue. » Une autre femme (originnaire d'un pays dont proviennent peu d'immigrants) tempère toutefois un tel constat : « Il ne faut pas dire que c'est impossible, parce que moi j'ai des amies québécoises qui viennent manger chez moi¹⁵. Mais tu ne peux pas aller chez elles comme ça se fait chez nous. »

La nature des relations avec les animatrices de l'OCF n'est pas non plus claire pour toutes les mères immigrées. L'organisme a pour politique que les employées ne fréquentent pas les participantes en dehors du travail. Mais ça ne va pas de soi pour ces dernières, ce qui est sans doute révélateur l'isolement de certaines d'entre elles. Une travailleuse de l'OCF confie : « Elles ne comprennent pas nécessairement bien notre rôle. [...] Il y a une maman qui venait chaque lundi et qui me disait "viens chez moi, on va souper !" Je répondais : "mais non, je ne peux pas, je travaille ici". Elle revenait : "pourtant on est des amies depuis le temps qu'on se connaît, viens avec ton mari et tes enfants, je t'invite !" Il n'y a pas un parent québécois qui m'inviterait à souper chez lui avec mon mari et mes enfants. »

À l'OCF4 et à l'OCF1, les mères québécoises de souche rencontrées précisent leur point de vue. **« On ne sait pas de quoi parler avec eux autres », dit l'une des deux mères rencontrées à l'OCF4. « La culture pis toute, tu peux pas engager une conversation de même, comme nous autres entre Québécoises. »**

¹⁵ Dans certaines régions du monde (Moyen Orient, Maghreb et Afrique subsaharienne), l'invitation à manger chez soi et son acceptation sont considérés comme des signes d'amitié.

«Quand je suis au [café-rencontre], je vais leur parler comme à une maman québécoise mais je ne suis pas devenue amie avec une maman immigrée» explique celle interviewée à l'OCF1, qui précise que les difficultés se limitent toutefois aux seules relations entre les adultes. «Les enfants jouent ensemble comme tous les enfants, ça se mêle bien. Mes garçons côtoient beaucoup d'enfants immigrants à l'école, certains sont venus chez moi et ils sont allés chez eux, mais les parents ne se sont jamais rencontrés.»

La mère immigrée rencontrée au même endroit évoque avec plaisir comment le hasard lui a fait rencontrer sur la rue une mère québécoise de souche de l'OCF qui se rendait elle aussi à une fête de Noël organisée par un autre organisme : elles et leurs enfants y ont participé ensemble. Mais d'elle-même, elle ne tenterait pas le contact. «Des fois j'ai peur. Je voudrais dire à une femme québécoise "je voudrais sortir, avoir ton numéro de téléphone", mais j'ai peur de sa réaction. Je me dis ce n'est peut-être pas la même mentalité, j'ai peur qu'elle me dise non et si elle dit non, je suis sûre que je vais rester à la maison pendant une semaine, après je ne pourrai pas la voir. **Chez nous on est habitué, c'est comme ça, on passe prendre un café, mais ici au Québec les familles, vraiment, elles sont plus fermées. Mais sincèrement, je voudrais connaître la maison d'une famille québécoise.**»

En guise de conclusion

Comme en témoignent diverses études récentes, depuis quelques années, l'intérêt pour les organismes communautaires Famille et leur action auprès des familles québécoises ne cesse d'augmenter. De la même façon, la situation et les défis qui se posent aux parents immigrés dans l'exercice de différentes dimensions de leur rôle parental sont sans contredit mieux connus qu'il y a dix ans.

Toutefois, à la connaissance du Conseil de la famille et de l'enfance, personne ne s'était jusqu'à présent penché sur la participation des familles immigrées aux activités des organismes communautaires Famille. Cette absence de précédent, ajoutée à la taille réduite de l'échantillon de la présente étude, oblige à la plus grande prudence à l'heure d'effectuer des constats et de suggérer des pistes ultérieures d'analyse ou d'action à partir de ses résultats.

Faudra-t-il s'en préoccuper davantage? Il demeure difficile, pour ne pas dire impossible, de mesurer l'importance du nombre de familles immigrées accueillies par les OCF dans les diverses régions du Québec et, partant, de l'impact de ces derniers dans leurs vies. Le sondage effectué par le CFE auprès des membres de la FQOCF indiquait que cette participation est constatée presque partout au Québec, soit dans 15 de ses 17 régions administratives, mais que dans plus du deux tiers des organismes répondants, ces familles représentaient (sans surprise) 15% ou moins des participants. Le fait que l'immigration récente constitue, notamment pour les ministères fédéral et québécois de la santé, un critère de vulnérabilité qui rend ces familles admissibles à divers programmes financés par l'un ou l'autre des paliers gouvernementaux et mis en œuvre par les OCF, peut contribuer à cette présence. La convergence que l'on pourrait qualifier de naturelle entre l'approche « famille » des OCF et les valeurs mêmes d'une partie importante des familles nouvellement arrivées en territoire québécois aussi.

Les obstacles rencontrés par plusieurs organismes qui ont pour objectif d'amener des femmes immigrées à participer plus activement à la vie de la société québécoise ont été documentés : dans cette perspective, le fait que les OCF rejoignent d'abord les mères immigrées et leurs enfants est en soi digne de mention. Ces dernières, on l'a vu, préfèrent participer aux activités plus ouvertes, qui exigent un degré moindre d'implication personnelle : les OCF constituent néanmoins pour elles une source souvent précieuse d'informations sur le fonctionnement de leur société d'accueil. **En plus de leur permettre de briser un isolement vécu par de nombreux parents d'enfants en bas âge, mais rendu plus lourd par l'absence des membres de la famille immédiate, ils offrent à plusieurs d'entre elles l'occasion d'un premier contact avec des mères québécoises de souche et un cadre où se tisse un embryon de réseaux sociaux.** Potentiellement, en permettant une mise en contexte, ils peuvent aussi contribuer à réduire les difficultés qui marquent souvent les relations entre les parents immigrés et leurs enfants arrivés tout jeunes ou nés au Québec, surtout à partir du moment où ces derniers entrent à l'école.

De la même façon, la recherche suggère aussi que pour plusieurs mères québécoises de souche, c'est dans les OCF qu'elles ont l'occasion d'échanger véritablement pour la première fois avec des femmes immigrées; de l'avis même des participantes à la recherche ces échanges, pour limités qu'ils soient, les amènent souvent à mieux comprendre la diversité et à nuancer les jugements qu'elles portent sur les personnes venues d'ailleurs.

Qu'il s'agisse des craintes manifestées par les mères immigrées face à des institutions comme la DPJ ou les ressentiments cités ou exprimés par des mères québécoises qui visiblement comprennent mal les programmes gouvernementaux d'aide à l'immigration ou les décisions qui découlent de l'application du principe d'accommodement raisonnable, la recherche fait indéniablement ressortir de grands besoins d'information. Amenés par leur nature même d'organismes communautaires autonomes à être attentifs et à répondre aux besoins exprimés par les parents qui les fréquentent, les OCF comblent au quotidien une partie des besoins des premières. Les incompréhensions manifestées par certaines des secondes interpellent davantage d'autres acteurs sociaux, au premier chef gouvernementaux.

Tel qu'indiqué précédemment, **le rôle souvent involontaire assumé par les haltes garderies de lieu de francisation de tout jeunes enfants nés de parents issus de l'immigration constitue l'une des surprises de la recherche. Plusieurs témoignages ont confirmé la façon dont ce répit ponctuel répond aux besoins de mères immigrées qui proviennent de groupes culturels au sein desquels il est jugé préférable que la femme reste à la maison pour s'occuper des enfants. Les entrevues suggèrent aussi qu'elles comptent du moins en partie sur ces services pour que leurs enfants, arrivés à l'âge scolaire, soient prêts à entrer à l'école comme tous les autres petits québécois.** Ce rôle méconnu ne devrait-il pas être mieux compris? Ne rendrait-il pas souhaitable de meilleurs ou de nouveaux arrangements avec les autres intervenants du monde de la petite enfance? Qui devrait en prendre l'initiative?

De façon plus générale, les entrevues réalisées avec les responsables ou les intervenantes au sein des OCF semblent indiquer qu'elles effectuent leur travail auprès des personnes immigrées dans un relatif isolement: d'abord fondée sur des relations personnelles, la collaboration entre l'OCF2 et l'organisme communautaire d'aide aux personnes immigrantes (OCI) apparaît à cet égard exceptionnelle. Dans la grande région montréalaise, la forte présence d'immigrés et d'organismes qui ont pour mission de les appuyer dans leurs efforts d'intégration se traduit par une plus grande disponibilité d'expertises et de ressources auxquelles il est possible de faire appel de façon ponctuelle.

Dans tous les OCF de l'échantillon, les mères immigrées rencontrées ont souligné la qualité de l'accueil qu'elles y reçoivent. Souvent, elles l'ont comparé de façon favorable à diverses situations vécues à l'extérieur de l'organisme.

Leurs propos ont été corroborés par les responsables d'organismes dont certaines ont spontanément fait état du racisme qui existe dans la société québécoise. En soi, cette franchise témoigne de la maturité croissante de la collectivité québécoise vis-à-vis de ces questions, jusqu'à tout récemment peu discutées dans les forums publics. Plus important, ne devrait-elle pas nous inciter à examiner de plus près la façon dont **l'emphase mise sur le respect de l'autre, l'importance de ce qui rapproche plutôt que de ce qui différencie et le respect de la diversité contribue, dans ces milieux, à créer un climat dont l'harmonie est source de satisfaction et d'épanouissement? Ces approches privilégiées dans les OCF pourraient-elles être favorisées dans d'autres milieu et si oui, comment ?**

Pour limité qu'il soit, le portrait offert par ces cinq OCF indique qu'à une exception près, ils abordent les questions relatives à l'immigration dans un relatif isolement : les enjeux liés à la présence de familles immigrées semblent rarement abordés dans les réseaux (tables de concertation ou autres) dont ils font partie ou alors, d'une façon qui correspond peu à leur approche « Famille ». Dans les régions où se concentre l'immigration, l'expérience acquise au fil des ans et les relations ponctuelles avec des organismes spécialisés dans ce champ d'intervention semblent suffire à répondre aux besoins liés à des situations précises ou encore de formation. Mais faudrait-il mieux diffuser la solution originale sinon exemplaire trouvée par les responsables de l'OCF4, confrontées à des besoins de formation restés sans réponse, ou alors, de façon plus structurelle, réfléchir à la façon dont des ressources pourraient être rendues disponibles dans les régions du Québec où la présence de familles immigrées est plus récente ou de moindre importance? De façon plus générale, sur la seule base des situations décrites par leurs responsables lors des entrevues, **ne faut-il pas se demander si les OCF, dont la précarité financière a déjà été bien documentée¹⁶ mais qui visent à être des milieux de vie également ouverts à toutes les familles, disposent toujours des ressources nécessaires pour répondre aux situations et aux besoins particuliers liés à la présence chez eux de familles immigrées ?**

¹⁶ Voir Jean-François René et autres (2001). *Les organismes communautaires au Québec, des pratiques à la croisée des chemins*, Montréal, Relais-femmes et Centre de formation populaire, 211 p. Les auteurs indiquent que, pour la mission de base, le financement annuel moyen des maisons des femmes s'élève à 161 000\$, celui des maisons de jeunes à 78 000\$ mais celui des organismes communautaires Famille n'est que de 44 000\$ par an.

Le dernier constat tiré – pour l’instant – de cette étude ramène à la démarche qui y a présidé. En effet, très tôt dans leurs discussions, les membres du Conseil de la famille et de l’enfance ont précisé que les travaux qu’ils s’apprêtaient à lancer devraient porter sur la *participation* des familles immigrées aux activités des OCF plutôt que sur leur *intégration* à ces organismes. Très vite, il est apparu que cette perspective, fondée d’abord sur une analyse partagée du phénomène migratoire, est aussi d’emblée celle des participantes aux activités des OCF, mais aussi de leurs responsables : ce dernier terme n’a été utilisé spontanément par ces dernières qu’en une seule occasion, dans un contexte bien précis. **Plus qu’une dynamique à encadrer ou à orienter, la participation des familles immigrées (et d’abord des mères et de leurs enfants) est donc un processus à suivre, qui gagnerait à être encore mieux compris.** Cette compréhension pourrait contribuer à disséminer des pratiques qui favorisent la multiplication de lieux de partage au sein desquels des Québécois aux racines diverses apprennent à se découvrir et à mieux se connaître.

Bibliographie

BÉRUBÉ, Louise (2004).

Parents d'ailleurs, enfants d'ici: dynamique d'adaptation du rôle parental chez les immigrants, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 250 p. (Collection Problèmes sociaux & interventions sociales ; 12).

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE MONTRÉAL (2004).

L'isolement des femmes immigrantes et des communautés culturelles : des causes et des solutions à partager : les Actes de la Journée de réflexion et d'échanges interculturels, Montréal, Conférence régionale des élus de Montréal, 56 p.

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE SUR LA FAMILLE DU QUÉBEC (2004).

« Famille et communautés culturelles », *Recherches sur la famille*, vol. 5, n° 2, printemps, 24 p.

CONSEIL DE LA FAMILLE

et CONSEIL DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION (1995).

Créer des liens familiaux de convivialité : une réflexion conjointe sur les familles, l'immigration et les communautés culturelles à l'occasion de l'Année internationale de la famille, Québec, Conseil de la famille ; Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, 87 p. (Gouvernement du Québec).

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2005).

Des nouvelles d'elles : les femmes immigrées du Québec, Québec, Conseil du statut de la femme, 104 p. (Gouvernement du Québec).

DUVAL, Michelle et autres (2005).

Les organismes communautaires au Québec : pratiques et enjeux, Montréal, Gaétan Morin éditeur, 164 p.

GOFFMAN, Erving (2002).

L'arrangement des sexes, Paris, La Dispute, 115 p.

LE GALL, Josiane (2005).

« Le lien familial en contexte migratoire », dans Conseil de la famille et de l'enfance. *Regards sur la diversité de la famille : mieux comprendre pour mieux soutenir*. [En ligne] <http://agora.qc.ca/colloque/cfe2005.nsf> (Site consulté le 4 juillet 2006).

LEMIEUX, Denise et autres (2005).

La parentalité dans les organismes communautaires Famille, Montréal, INRS, Urbanisation, Culture et Société, 67 p.

NORMAND, Natasha et Diane-Gabrielle TREMBLAY (2005).

Conciliation emploi-famille et intégration professionnelle ; le cas de trois groupes de femmes immigrées au Québec, Montréal, Centre des femmes de Montréal, 98 p.

PICHÉ, Victor et Liane BÉLANGER (1995).

Une revue des études québécoises sur les facteurs d'intégration des immigrants, Québec, Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, 52 p. (Collection Notes et Documents ; n° 5) (Gouvernement du Québec).

RENÉ, Jean-François et autres (2001).

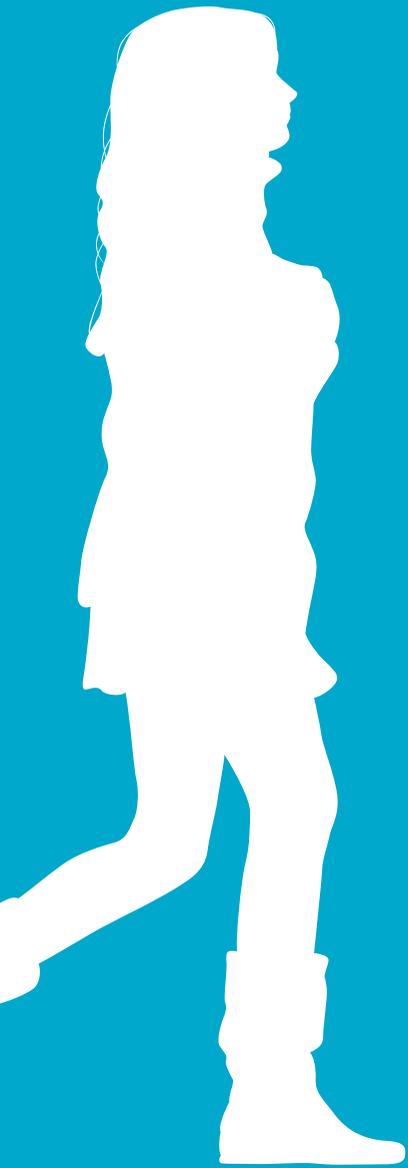
Les organismes communautaires au Québec, des pratiques à la croisée des chemins, Montréal, Relais-femmes et Centre de formation populaire, 211 p.

RENÉ, Jean-François, Fanny JOLICOEUR et Maryse SOULIÈRES (2004).

Les parents au cœur de l'intervention, Montréal, INRS, Urbanisation, Culture, Société, 126 p.

SECOMALITÉE (1993).

Connaissance et intérêt des communautés culturelles à l'égard des produits du Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, [S.l.], Secoma, 34 p.



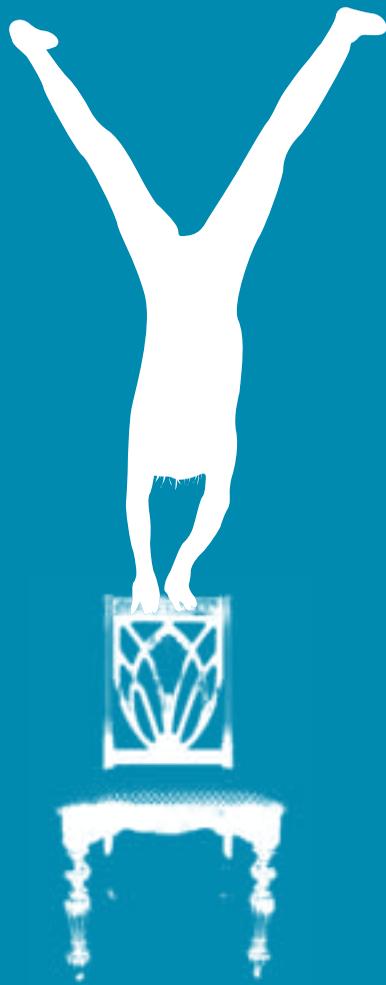


Les
études
de cas

3



PARTICIPATION DES FAMILLES IMMIGRÉES
AUX ACTIVITÉS DES ORGANISMES
COMMUNAUTAIRES FAMILLE
MEMBRES DE LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE
DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES FAMILLE



1 Portrait de l'organisation

L'OCF1 a été fondé en 1974 et incorporé en 1981. Il est situé en milieu urbain, dans un quartier défavorisé.

Au moment des entrevues (décembre 2005) l'organisme employait 12 personnes. Au cours de l'année 2004-2005 il a aussi bénéficié de l'apport de 94 bénévoles et stagiaires qui, ensemble, lui ont consacré 2 548 heures. La directrice et la coordonnatrice des interventions sont toutes deux en poste depuis six ans.

En 2004-2005, l'OCF a accueilli 703 parents et enfants issus de 220 familles différentes, des chiffres qui, au moment de l'entrevue, s'annonçaient d'ores et déjà à la hausse en 2005-2006. Quatorze pour cent des familles participantes comptaient quatre enfants ou plus, une proportion sans commune mesure avec le poids démographique de ces familles nombreuses dans l'ensemble de l'agglomération (1%).

36% des familles accueillies étaient d'origine culturelle autre que Québécoise. La majorité d'entre elles provenaient d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc), mais aussi du Liban, d'Irak, du Congo, de la Somalie, du Bangladesh, d'Haïti, de différents pays latino-américains et de Russie. Le taux de participation des familles issues de l'immigration aux activités de l'OCF est supérieur à leur poids démographique dans le quartier, où elles représentent de 18 à 21% de la population.

Les activités structurées offertes par l'OCF1 sont regroupées en six grands volets : renforcement du potentiel des familles (ateliers *Jeux exercices enfants-parents*, *Y'a personne de parfait*, *Drogue et adolescence*, cafés-rencontres thématiques, etc.) stimulation des enfants (groupes 1-2 ans, 2-3 ans, 3-4 ans), développement personnel des parents/insertion socio-économique (renforcement de l'estime de soi et développement des compétences), implication citoyenne (évaluation des parcs du quartier, publication d'un journal), référence accompagnement et soutien alimentaire (visites à domicile, référence et accompagnement, distribution de lait et de collations) et enfin répit parental (halte garderie d'une demi-journée).

L'organisme offre également deux types d'activités semi-structurées, « c'est-à-dire des groupes ouverts, sans inscription, basés sur la vie de groupe et sur les besoins des parents et/ou des enfants présents ». Les *Ronds-Points familiaux* constituent la principale porte d'entrée dans l'organisme. Ils consistent en des rendez-vous ouverts d'une durée de 2h 30 min., qui ont lieu quatre fois par semaine, le matin ou l'après-midi. Les parents arrivent, seuls ou avec leur(s) enfant(s), et partent quand ils le désirent. Le fonctionnement est basé sur des discussions de groupe, à partir des préoccupations et des besoins des parents présents. *Place aux 4-12* est offert du lundi au jeudi après les heures d'école ; le local peut accueillir 15 enfants, avec un ratio de 5 enfants par intervenante ou bénévole. Les enfants choisissent les activités et y participent sur une base volontaire. Les documents produits par l'organisme précisent qu' « ils doivent respecter le code de vie et les règles de fonctionnement du groupe ».

Toutes les activités sont gratuites, sauf les activités familiales (fêtes, sorties) pour lesquelles une contribution symbolique, mais aussi facultative, est demandée : une famille n'est jamais empêchée de participer parce qu'elle n'a pas d'argent. Un petit montant est également demandé pour la halte-répit, mais qui ne couvre pas les frais réels (deux collations et un repas) encourus par l'organisme.

L'OCF1 maintient des liens de concertation et de partenariats avec un large éventail d'organismes communautaires, le CSSS/CLSC, les écoles du quartier, etc. De l'avis de ses responsables, « on ne peut pas vivre sans. La liste qu'on vous donne représente tous les liens formels : à travers ça, il y a plein d'informel. »

Les familles fréquentent l'OCF en moyenne pendant cinq ans. Certaines n'y sont que pour un an, d'autres y viennent depuis huit ans. « Jusqu'à présent on a réussi à gérer notre croissance sans liste d'attente, expliquent ses responsables, mais on atteint actuellement un point limite. Nous avons entamé une réflexion là-dessus ».

2 Le contexte organisationnel

Tant les documents que l'ensemble des témoignages recueillis au sein de l'OCF1 confirment que l'organisme possède une culture organisationnelle forte. Ses principales caractéristiques sont clairement énoncées, connues et acceptées par les personnes qui le fréquentent.

La première de ces caractéristiques renvoie à ce que l'on pourrait appeler le credo communautaire des organismes membres de la FQOCF, qui veulent d'abord et avant tout être «un milieu de vie au service des familles» et qui acceptent difficilement l'approche ciblée privilégiée par plusieurs de leurs interlocuteurs institutionnels. «Nous autres, on n'a jamais travaillé sur des problématiques», avertit ainsi l'une des responsables de l'OCF1 au tout début de l'entretien. «On travaille avec du monde.» Sa phrase précise d'entrée de jeu la façon dont la question de la participation des familles immigrées est abordée au sein de son organisation : ce sont d'abord et avant tout des familles du quartier, au même titre que les autres.

Des parents immigrés participent à toutes les dimensions de la vie de l'organisation, activités, comités, etc. Plus de 50% des participants à la dernière assemblée générale étaient des mères issues de l'immigration et les organisatrices précisent qu'il s'en est fallu de quelques votes pour que l'une d'entre elle se retrouve cette année au C.A. Cette diversité ne se retrouve toutefois pas au sein du personnel. «On est tous blancs» déclare sans ambages une responsable de l'OCF. «Il y a une Française qui travaille avec nous, c'est une minorité audible ! On a souvent reçu des personnes de différentes nationalités en entrevue et on a déjà fait des tentatives d'embauche, mais on a décidé de ne pas baisser nos exigences pour embaucher quelqu'un d'origine immigrée.»

Encore une fois, les motifs avancés par les responsables de l'organisation lorsqu'elles expliquent le pourquoi de cet état de choses renvoient à la culture organisationnelle, mais plus précisément encore aux valeurs d'autodétermination des parents, de valorisation des compétences parentales et de l'approche globale privilégiée au sein du milieu de vie qu'est l'OCF. «Notre expérience est que la majorité des intervenantes d'origine immigrante ont une forte culture de prise en charge dans la relation d'aide, une optique très clinique, et nous, nous ne sommes pas dans la prise en charge.

« Ici, même une blanche qui est dans la prise en charge et la clinique on ne la prend pas. Alors on s'est dit, "il faudrait plier sur cette exigence-là alors que notre expérience nous dit que quand on a plié ça n'a pas été «winner» parce qu'à chaque fois la personne n'a pas passé sa période de probation". Habituellement, les cliniciennes ne sont pas non plus des travailleuses d'équipe : ça ne va pas ensemble. Pas parce qu'elles ne sont pas bonnes, ça en prend des cliniciennes, mais ici elles ne sont pas à leur place. »

Si la formation reçue dans le pays d'origine peut avoir une incidence sur l'adéquation des compétences vis-à-vis des besoins de l'organisation, les responsables insistent aussi sur l'importance d'autres aspects. «Elles n'ont pas d'histoire d'action communautaire comme on en a ici. Ça part de là, des valeurs d'action communautaire autonome, des valeurs de démocratie qui sont plus cérébrales que vécues.» Il est aussi arrivé que le parcours particulier de la personne soit en cause : «La dernière hispanophone qu'on a embauchée, elle a eu beaucoup de problèmes à se positionner en autorité de poste parce qu'en tant qu'hispanophone elle avait tellement vécu d'oppression... Or, ici on rejoint quand même un pourcentage de familles avec un profil de délinquance assez important, et il y a la santé mentale qui entre souvent là-dedans : si en tant qu'intervenante tu n'es pas capable de te positionner dans un contexte comme celui-là, tu te fais manger la laine sur le dos et tu mets même ta coéquipière en danger. Pour cette personne, se positionner en autorité de poste ça faisait référence à l'oppression qu'elle avait subie dans son pays et elle ne voulait pas jouer ce rôle-là. Dans son cas, après même pas trois semaines, on s'est rendu compte de part et d'autre qu'on était dans un cul-de-sac parce que ça venait trop jouer dans son histoire personnelle. Elle, son réflexe c'était de *faire pour* plutôt que de *faire avec*.»

Enfin, la façon dont les postulants envisagent les rapports hommes-femmes peut également devenir un facteur clé. Comme dans la grande majorité des OCF, l'organisme est majoritairement fréquenté par des mères. Les pères participent davantage aux activités (fêtes, excursions), «ils sont plus dans le faire».

«C'est sûr qu'au départ, les papas, qu'ils soient québécois ou immigrants, peuvent avoir l'inquiétude de se retrouver dans "une affaire de femmes" et se demander si on est pro-pères ou pas. Mais à un moment donné ils réalisent qu'on n'est pas inquiètes quand ils s'occupent de leurs enfants. Dans nos Ronds-points, on rejoint 90% des pères qui sont présents dans le décor familial : que le père soit biologique ou pas, pour nous ça n'a pas d'importance. Nous en accueillons aussi quelques uns dans les activités structurées. Il y a même des papas immigrants qui sont venus seuls aux soupers 4-12 (soupers parents enfants, ndr.) avec leurs enfants de six, sept ou huit ans ! Mais tout à l'heure, on parlait de l'embauche de personnes immigrées : plusieurs qu'on a reçues en entrevue avaient une vision plus ou moins positive des pères dans l'éducation des enfants, et avaient plutôt une approche "Ma famille est mon royaume". Ça peut poser d'autres problèmes.»

Autre élément de la culture organisationnelle, l'OCF1 s'est doté d'un code de vie, dont tous les nouveaux arrivants sont informés et qui est strictement appliqué durant toutes les activités. Il est fondé sur trois consignes :

- on ne parle pas contre les autres, ou contre d'autres personnes absentes ;
- on est respectueux de l'autre, et les conversations se font une à la fois ;
- les allusions, les mimiques (indiquant l'ironie, l'exaspération, la répulsion, etc.) ne sont pas tolérées.

Le code de vie est aussi appliqué aux activités destinées aux enfants. « Ici, explique une intervenante, c'est un lieu d'expression et de jeu, encadré par un code de vie. Parfois, ils arrivent au local avec des conflits qui sont nés dans la cour de l'école : on leur apprend à les résoudre, à entrer en communication avec l'autre et à gérer leurs émotions. »

« Notre base, c'est le respect » diront à plusieurs reprises les responsables de l'organisme. Pour elles, dans ce contexte, il n'est pas plus difficile d'animer un groupe au sein duquel se côtoient des personnes d'origines diverses. « On s'adapte aux gens qui sont là. Il y a des immigrants aux grandes gueules, des Québécois silencieux, des Québécois aux grandes gueules, des immigrants silencieux... »

Interrogées à ce sujet, elles reconnaissent que le climat créé au sein de l'organisation tranche avec la situation qui prévaut parfois au sein de la société. « Il y a du racisme et de la xénophobie dans la société québécoise : la maladie existe. Simplement, ici, ce n'est pas toléré. Quand on parle de respect, c'est là que nos intervenantes et nos parents qui sont des leaders, sont tous des chiens de garde de ça. Lorsqu'on a vécu une forte augmentation de la participation des familles immigrées, je me suis fait une note. Le fait que je traite tout le monde sur le même pied et que je dis " pas d'exception " ça diminue ce racisme-là, c'est du moins ma théorie. Par ailleurs, on travaille tellement avec les gens sur la base du fait qu'ils sont des parents et on s'adapte tellement aux besoins et au cheminement du parent, qu'importe son parcours de vie, alors qu'il soit teinté par l'immigration ou pas... C'est pas que ça ne nous intéresse pas mais nous, on entre en relation sur une base de l'humain. Je crois que c'est bien important qu'une activité ne devienne pas une activité pour les immigrants, de la même façon qu'on n'a pas d'activités spéciales pour les femmes, les monoparentales, etc. Nous on travaille pour la famille, les hommes, les femmes, les enfants, immigrants, pas immigrants, même les grands-parents peuvent se joindre à nous. La famille. » En toute logique, l'intervieweuse elle-même se fait reprendre lorsqu'elle demande si la présence de parents immigrants autour de la table ne constituerait pas aussi un avantage : « Un plus ? Leur apport est équivalent à celui des autres parents. C'est aussi un biais de parler de " cet apport-là " ! Tout le monde apporte ici, les familles immigrées comme les familles québécoises. »

Les différences ne sont pas pour autant escamotées et la suite de l'échange fait bientôt apparaître que les responsables de l'organisme ont une vision claire de leur organisation en tant que lieu d'accueil et d'apprivoisement de la culture québécoise. « À ce niveau-là, on est davantage préoccupés par le fait que les immigrants comprennent notre culture que par l'inverse. Bien sûr en disant cela, je polarise, mais c'est vrai qu'on s'identifie très clairement comme un lieu d'intégration à la culture québécoise. »

«Nous, et là-dessus on peut dire un gros nous d'équipe et de C.A., nous on est fières d'être Québécois. Si tu t'en vas en Chine, tu vis comme les Chinois, si tu t'en viens au Québec, tu vis comme les Québécois. On s'est fait dire "vous n'avez pas d'immigrants dans votre équipe. So what?" Si je m'en vais en Arabie Saoudite dans un groupe communautaire je vais m'attendre à rencontrer une gang d'intervenantes saoudiennes. Est-ce qu'elles vont être gênées de ça? C'est l'introduction qui va compter, et la qualité de l'espace qui est créé.» Questionnées sur la réaction des parents issus de l'immigration vis-à-vis de ces choix identitaires, elles précisent que «ces parents sont bien contents parce qu'ils trouvent qu'on n'est pas des carpettes. Pour plusieurs parents immigrants, le Québécois moyen, c'est pas fort et pas très fier.»

Cette fierté s'exprime notamment à travers des valeurs qui sont défendues et mises de l'avant au quotidien. Par exemple, «...il nous est arrivé dans les Ronds-Points de dire "non, ici, l'égalité des hommes et des femmes ça ne se discute pas. Au Québec, les hommes et les femmes ont des droits égaux, c'est un fait acquis". De temps en temps, le sujet revient sur le tapis. Je me souviens qu'il y a quelques mois, au fil d'une discussion, une femme immigrée a contesté le fait qu'ici, les femmes gardent leur nom lorsqu'elles se marient. On a d'abord essayé d'expliquer l'histoire de ça, le fait qu'au Québec la loi avait été votée en 1981, que c'était acquis. Ce qu'on dit c'est, "ça, ça fait partie de notre culture québécoise et c'est sûr que vous, vous êtes rendues là-dedans". La personne est restée campée sur ses positions mais autour de la table, il y avait aussi des femmes immigrées qui étaient d'accord avec le fait que les femmes gardent leur nom. C'est aussi pour ça que certaines sont venues au Québec. Tu as le droit de ne pas être d'accord, mais on ne va pas débattre de la validité de ça.»

Aucun sujet n'est tabou tant que les échanges sont placés sous le signe du respect. «On n'oblige personne, chaque personne a droit à ses opinions, mais dans le respect des opinions de l'autre. Au moins, de cette façon, elles vont mieux comprendre d'où ça vient, pourquoi c'est comme ça et ce que sont ces les valeurs auxquelles on adhère dans la culture québécoise.» Et la réponse des parents demeure positive : «Les couples sont toujours ensemble et les parents continuent de venir à nos activités!»

Ce qui est vrai dans le fond l'est aussi dans la forme : toutes les activités se déroulent uniquement en français. «J'ai vu des organismes où il y avait beaucoup de communautés culturelles et là ça leur prend jusqu'à une quinzaine d'interprètes ! Premièrement, financièrement on ne serait pas capables. Deuxièmement, il y a des groupes qui font ce choix-là mais nous, délibérément, on leur donne un lieu d'intégration. Moi je me suis déjà retrouvée à travailler dans un milieu hospitalier anglophone alors que je ne parlais pas anglais : ça a pris trois semaines et je me débrouillais. C'est ce qu'on voit ici aussi. Les participantes sont dans un milieu de vie, le besoin crée le moyen. Notre accueil, c'est aussi qu'on s'organise pour qu'ils comprennent. Je gesticule.»

« Parfois, il y a deux intervenantes et trois mères qui expliquent en même temps et tout d'un coup, ça rentre. Il y a des parents originaires du Bangladesh qui arrivent ici c'est "oui" "no", et encore! Mais malgré certaines difficultés on finit par se comprendre, elles viennent chercher leur lait, et elles n'arrêtent jamais de venir, elles viennent tout le temps. »

Au besoin, l'OCF peut compter sur la collaboration d'au moins un organisme communautaire qui travaille exclusivement avec les personnes immigrées. « Nous faisons appel à eux de façon très ponctuelle, disons une ou deux fois par année. Il y a des projets de quartier au sein desquels nous sommes tous deux impliqués, nous siégeons aux mêmes tables de concertation mais on n'a pas de projets ensemble... en fait, parce qu'ils ne sont pas "famille". Cela dit, on pourrait discuter de la façon dont, dans le quartier, les ressources sont adaptées aux besoins des familles, qu'elles soient québécoises ou immigrées, mais ce serait un autre débat. »

3 Les relations entre les personnes

Tel qu'indiqué précédemment, le café-rencontre Rond-Point, lieu de discussions informelles ouvertes, sans exigence d'inscription, est la principale porte d'entrée des familles au sein de l'organisme, et tout particulièrement des familles immigrées, dont le taux de participation a augmenté de façon notable (de 10% à 35-40%) au moment de la création de l'activité.

«On jase, comme si on était dans notre cuisine», explique une intervenante. «Les enfants jouent puis on s'en occupe, en prenant un petit café ou un verre de lait.» Le fonctionnement ouvert permet à chacun d'appivoiser l'organisme à son rythme. «Pour beaucoup de familles, venir une fois c'est une chose, venir chaque semaine, c'en est une autre. On a peur de se faire étiqueter quand on rentre dans un groupe comme le nôtre.» Les responsables de l'OCF expliquent que l'approche par clientèles et l'emphase mise sur les familles vulnérables par les organismes auxquels ils sont nécessairement associés, font que «quand tu vas dans un organisme communautaire c'est parce que t'as des problèmes. C'est les familles qui nous le disent. Pour avoir accès à certains programmes, il faut que tu sois monoparentale, que t'aies ceci, ou pas cela, autant de critères qui te disent que tu n'es pas ok. Pourtant ici, après seulement deux ou trois semaines, pas six mois, les familles nous disent "vous n'êtes pas comme les autres. On n'a pas besoin de prendre rendez-vous pour venir ici. On se sent bien accueilli. On peut venir pendant des mois sans remplir une fiche d'inscription." Et ça c'est en train de se perdre.»

Ici comme dans tous les OCF, les participants aux activités sont, en très grande majorité, des participantes. Au sein de l'OCF1, le profil socio-économique des participants nés au Québec et de ceux venus d'ailleurs est, de l'avis de ses responsables, relativement homogène¹. Bien qu'aucune des personnes interviewées n'ait formellement identifié ce facteur, il pourrait s'agir d'une condition facilitante des rapports. La référence donnée par le CLSC aux nouvelles mamans, mais surtout le bouche à oreille, constituent, pour les mamans québécoises comme pour les mamans immigrées, les principales façons dont elles en viennent à fréquenter l'OCF1.

De l'avis des intervenantes comme des participantes interviewées, la première motivation qui amène les familles à franchir la porte des locaux de l'organisme est le fait d'être parent. Comme soulignent les premières, «c'est difficile dans notre société de trouver un lieu où on peut venir en tant que parent, avec notre enfant, et que ça ne coûte rien.» «Quand tu rentres dans le local, tu vois que c'est familial, que c'est vraiment pour le besoin du parent» renchérit la maman québécoise rencontrée dans le contexte du projet. Que ce parent soit né au Québec ou ailleurs, elle estime qu'«on vient tous ici chercher un peu la même chose. Les parents qui viennent ici veulent connaître d'autres personnes, sortir de la maison, partager leurs expériences, ne pas être tout seul à vivre ça chez eux.»

¹ Comme on pourra le constater à la lecture des autres études de cas certains OCF accueillent des clientèles plus hétérogènes.

Outre cette force fédératrice de la parentalité, le désir de briser la solitude qui accompagne désormais la venue d'un enfant est aussi invoqué par les deux mamans rencontrées. Visiblement, cette solitude est toutefois beaucoup plus lourde à porter pour la mère d'un petit garçon de trois ans, originaire d'Afrique du nord rencontrée dans le cadre du projet, qui est ici depuis cinq ans et. « J'ai pas d'amis, j'ai pas de famille, et ici [elle met une main sur sa gorge] je suis comme serrée, mais pas quand je viens ici » explique-t-elle. « Après l'accouchement, une césarienne, j'étais très angoissée. C'est l'infirmière qui est venue peser l'enfant qui m'a parlé de l'organisme. Deux jours après je suis venue avec le bébé. Il y avait des cours au sous-sol, je me suis inscrite tout de suite, maintenant ça fait presque trois ans et demi. »

L'une comme l'autre ne tarissent pas d'éloges sur la formule ouverte du Rond-Point. « Il devrait y avoir des Ronds-Points au CLSC, dans tous les organismes ! » déclare la maman québécoise. « Il y a toujours un sujet de conversation dans lequel tout le monde embarque. On parle beaucoup des enfants. Souvent ça part de rien, des inquiétudes, des joies, tout le monde apprend à se connaître et c'est pour ça que les femmes des autres pays viennent et reviennent, parce qu'on peut parler de tout. Une maman va parler de ce qu'elle faisait dans son pays si elle s'ennuie de sa famille, ça amène plus de confiance. »

Le partage passe aussi par la bouche : « la recette de sucre à la crème tourne pas mal dans les Ronds-Points » explique la maman québécoise qui dit aussi avoir bien aimé les baklavas préparés par une maman immigrée pour le groupe auquel elle participait. Le couscous cuisiné par des mamans nord-africaines à l'occasion d'une activité-repas a connu un franc succès.

« Je me sens à l'aise avec les femmes qui travaillent ici, avec celles qui y viennent avec leurs enfants », explique à son tour la maman immigrée. « Je suis musulmane, elles sont chrétiennes, je n'ai jamais senties qu'elles étaient différentes de moi. » Des différences, il y en a, « mais pas tant que ça » estime la maman québécoise. « Souvent, on n'a pas la même mentalité, les mêmes sujets de conversation, les mêmes valeurs, mais je pense que ces parents-là viennent aussi ici pour pouvoir davantage connaître les familles québécoises du quartier, essayer de fonctionner comme nous autres, vu que c'est nouveau, pour eux, ce pays-là. Par exemple, il y a une maman qui ne savait pas où aller acheter les manteaux, on lui a donné les endroits, celui-là c'est le moins cher, celui-là offre plus de choix. »

« Moi et mon mari nous avons décidé qu'on allait passer toute notre vie ici, alors il faut tout comprendre » explique la maman immigrée. Par exemple, à un café-rencontre on a discuté de la sécurité des enfants : on leur dit “ ne parle pas aux étrangers ”, mais c'est quoi, un étranger ? Les pompiers sont aussi venus nous rencontrer. Ici ce n'est pas comme chez nous, les maisons sont toutes en bois, il faut en parler aux enfants. Moi je suis ici depuis cinq ans et je n'ai pas encore tout compris.

J'ai aussi vu des mamans qui, même si elles sont ici depuis longtemps, demandent aussi des informations, par exemple sur la façon dont on inscrit un enfant à l'école, c'est normal quand tu ne l'as jamais fait. Alors on te décrit toutes les étapes, et lorsque tu vas pour l'inscription tu as déjà une idée de la façon dont ça se passe. C'est ce que j'aime ici, tous les jours, tu peux venir chercher de nouvelles idées.»

Les deux mamans interviewées ont indiqué que c'est au sein de l'OCF qu'elles ont eu l'occasion d'échanger pour la première fois avec une maman immigrée pour l'une et une maman québécoise pour l'autre. «Ce n'est pas toujours le cas» indique une intervenante. Je pense par contre que ce qui va être une première, c'est qu'elles vont oser se poser des questions et se parler plus profondément. Il y a alors un échange qui va bien au-delà du "tu viens d'où?". Au début, j'ai vu des mères qui étaient très racistes, explique une des responsables de l'organisation. Puis on a entendu des phrases comme "cette noire-là, elle est correcte, mais les autres c'est une autre affaire" et lentement, même les plus ancrées dans leurs positions ont fini par s'ouvrir davantage. C'est sûr que c'est un travail de longue haleine, qu'on ne change pas les mentalités en trois semaines, mais je dirais qu'à cette époque il a fallu entre un an et demi et deux ans.»

«Moi, ici, je parle à une maman immigrée comme à n'importe quelle autre maman» explique la maman québécoise. La maman d'origine nord-africaine a bien rencontré d'autres mamans qui viennent de la même région qu'elle ou qui sont arabophones, mais il est hors de question pour elle de faire bande à part : «on se parle un peu arabe mais ici il faut qu'on se parle en français parce que les autres ne comprennent pas l'arabe. Si tu parles et que les autres ne comprennent pas ce n'est pas bien. Il faut le respect, il faut parler la langue que tout le monde comprend.»

Lorsqu'on les interroge davantage sur leurs perceptions des relations entre personnes de cultures différentes au sein de l'OCF les informations et les analyses des intervenantes et des mamans rencontrées convergent. Elles font émerger un portrait nuancé, dans lequel des différences sont reconnues et acceptées pour ce qu'elles sont. «Dans les Ronds-Points, explique la maman québécoise, les mamans immigrées ont tendance à être plus retirées, à écouter davantage, mais elles posent aussi des questions et il n'y a pas tant de différences que ça. C'est juste quand on parle de la famille, il y a des sujets plus chauds.»

Lesquels? «L'habillement, être forcée de faire des choses. Il y a beaucoup de femmes qui sont soumises dans ces pays-là et ça nous préoccupait. Il y a eu un gros débat. Moi j'ai été élevée avec l'idée qu'une femme c'est libre et souvent je les percevais mal, je me disais "elle se laisse faire, elle gâche sa vie". Les discussions, ça m'a permis de voir que ce n'est pas le cas pour toutes les femmes et que la plupart de celles que j'ai vues elles ne se laissaient pas mener par leur mari. Il y en a pour lesquelles ça a changé lorsqu'elles ont été rendues au Québec et d'autres qui ne se laissaient pas faire dans leur pays. Mais qu'il s'agisse du choix de porter le voile, des décisions concernant les enfants, ça m'a permis de les voir beaucoup plus comme nous.»

« Ici, la femme elle ne peut pas rester à la maison, ne rien faire, il faut sortir, amener ton enfant aux activités, au CLSC, payer les factures, aller à la banque, il ne faut pas laisser tout à ton mari. Je fais des choses pour la maison, pour mon fils, pour mon mari, j'aide pour payer les factures et faire les courses. Moi j'achète les tomates à 0.99\$ et mon mari il achète à 1.99\$! L'homme, il réfléchit, et il pense que ça c'est bien. Il faut que tu aies ta carte de la banque, celle-là elle est bien, j'ai pris ça des femmes québécoises, il faut que tu aies les mêmes droits que ton mari. Les allocations, c'est le droit des femmes. Ici je connais des femmes auxquelles leur mari ne donne rien, elles ne peuvent même pas lui demander cinq dollars pour acheter une carte téléphonique et parler à leur famille. Là, je m'excuse, mais tu as le droit, et j'ai appris ça ici. »

Mais d'autres façons de faire sont plus difficiles à accepter. « Des fois je trouve que c'est bien, mais des fois, c'est... libre et je fais comme ça (elle mime la stupéfaction). » Les fréquentations des adolescentes, leur façon de s'habiller, la permission qui leur est donnée de fumer en public... « Je sais que c'est leur pays, leur caractère, leur religion... mais elles sont un peu libres. D'accord, la liberté c'est bien pour des choses comme l'éducation, il faut être bien éduquée, bien habillée. OK, je ne mettrais pas de foulard à ma fille. Mais quand je vois qu'une fille à 14 ans elle a un copain et qu'elle fait l'amour, eh, c'est trop tôt! Il y en a qui doivent se dire "cette femme elle n'est pas décontractée, elle est sévère", mais non: il vient un moment où tu peux permettre mais à 12, 13, 14 ans la fille est jeune. Moi je pense que ce n'est pas la faute des filles, c'est la faute des mamans. »

Le fait que les femmes puissent fumer en public et plus encore, la place du droit des enfants dans les relations familiales sont autant de sujets d'étonnement. « Ici je vois des enfants de 15 ans qui disent à un parent "tu n'as pas le droit de me parler comme ça". On dirait qu'il n'y a pas de respect. Même le gouvernement, je pense, donne le droit à un enfant de parler comme ça à son père. Ça m'a étonnée. » Certaines participantes à cette conversation-là ont été tout aussi surprises d'apprendre que dans d'autres pays, un parent pouvait taper impunément son enfant. Cependant, de l'avis de la maman immigrée, l'énoncé des points de vue différents ne rend pas les relations plus difficiles. « Au contraire! Chacun a sa mentalité, sa vie. Quand je vais avoir une fille, je vais lui donner mon éducation. Une femme haïtienne, une fois, m'a dit "chez vous les femmes sont... (elle cherche le mot)... soumises". Je lui ai dit "oui, c'est vrai, parfois l'homme exagère". Mais ce n'est pas toujours le cas. »

« L'avantage du groupe c'est que ça donne des opinions différentes et que la personne y prend ce qu'elle veut, elle fait des choix. Moi j'ai compris que ce n'est pas tout le monde qui vient du même pays qui pense de la même manière, c'est une question de personne, comme ici », conclut la maman québécoise.

La qualité des rencontres et des échanges ne trouve cependant guère de répercussion hors les murs. À l'extérieur de l'organisme, les contacts entre les mères du Québec et celles issues de l'immigration qui s'y sont rencontrées demeurent rares. «Quand je suis au Rond-Point, je vais leur parler comme à une maman québécoise mais je ne suis pas devenue amie avec une personne immigrée, explique la maman québécoise. Les enfants jouent ensemble comme tous les enfants, ça se mêle bien. Mes garçons côtoient beaucoup d'enfants immigrants à l'école, certains sont venus chez moi et ils sont allés chez eux, mais les parents ne se sont pas rencontrés.»

La maman immigrée raconte avec plaisir que tout récemment, alors qu'elle se rendait à une fête de Noël organisée par un organisme du quartier, elle a par hasard rencontré une maman québécoise qui fréquente l'OCF et qui s'y rendait aussi. Elles ont participé à la fête ensemble, mangé côte à côte. Musulmane, elle dit avoir énormément apprécié avoir pu participer à la fête sans que quiconque lui pose de questions sur son appartenance religieuse. Mais d'elle-même, elle n'a jamais tenté un contact : «Des fois j'ai peur. Je voudrais dire à une femme québécoise " je voudrais sortir, avoir ton numéro de téléphone ", mais j'ai peur de sa réaction. Je me dis, ce n'est peut-être pas la même mentalité, j'ai peur qu'elle me dise non, et si elle dit non je suis sûre que je vais rester à la maison pendant une semaine, après ça je ne pourrai pas la voir. Chez nous on est habitués, c'est comme ça, on dit passe prendre un café, mais ici au Québec les familles, vraiment, elles sont plus fermées. Mais sincèrement, je voudrais connaître la maison d'une famille québécoise.»



1 Portrait de l'organisation

L'OCF2 a été fondé en 1997. Il est situé en banlieue d'un grand centre urbain.

La population du quartier est composée à 35-40% de familles d'origines autres que québécoise (Chine, Hong Kong, Viêt Nam, Grèce, Égypte, Inde, France, Liban, Roumanie, Haïti, Pakistan, Afghanistan, Chili, Portugal, etc.). Cependant, moins de 15% des familles qui participent aux activités de l'OCF viennent d'ailleurs. Au moment des entrevues, ces dernières utilisaient uniquement les services de halte-répît offerts par l'OCF.

Au moment d'effectuer les entrevues, l'organisme employait deux personnes à temps plein et une coordonnatrice (25 hrs/sem), quatre gardiennes (14 hrs semaine) à la halte-garderie et, de façon ponctuelle, quelques formatrices pour divers cafés-rencontres thématiques. Il pouvait aussi compter sur l'apport de près de 15 bénévoles.

En 2004-2005, 640 familles ont participé à l'une ou l'autre de ses activités.

L'OCF offre de nombreuses activités structurées, dont plusieurs séries d'ateliers aux parents et aux enfants de différents groupes d'âge : *Parents/poupons*, *Viens jouer et bouger avec moi*, *A à Z on s'aide*, *Parents d'ado*, *une traversée*. Cette année un nouvel atelier a été mis sur pied à l'intention des parents confrontés au décès de l'un de leurs enfants.

Les principales activités semi-structurées consistent en des cafés-rencontres thématiques hebdomadaires (une présentation suivie d'échanges), durant lesquels les enfants sont gardés par des grands-parents bénévoles. L'OCF offre aussi un café-rencontre en anglais, *Parents' Circle*. En collaboration avec diverses écoles du quartier, il a également mis sur pied des mini-séries de quatre ou cinq cafés-rencontres sur mesure, qui ont lieu le soir, dans ces écoles. Enfin, au moment des entrevues, un projet de café-rencontre mensuel à l'intention des familles allophones, organisé en collaboration avec un organisme communautaire autonome du quartier spécialisé dans l'accueil des personnes immigrantes (OCI), était aussi en cours d'élaboration. Par ailleurs, à la demande de différents organismes du quartier, l'OCF2 offre ou identifie les ressources susceptibles d'offrir des services ponctuels d'information et de formation (rencontres avec des jeunes mamans qui effectuent un retour aux études, cours de Gardien averti, etc.). La halte-garderie de l'OCF2 est ouverte trois demi-journées par semaine. En 2004-2005, elle a accueilli 82 familles.

Toutes les activités sont gratuites, à l'exception de la halte-garderie. Cette contribution n'est toutefois pas obligatoire : une fondation privée a accepté d'en défrayer les coûts pour les familles qui n'ont pas les moyens de verser la contribution. De la même façon, l'OCF agit aussi ponctuellement comme instance de référence et comme centre de distribution ou de redistribution à d'autres organismes de biens offerts par diverses entreprises (bons alimentaires ou de transport, cadeaux, vêtements, meubles, etc.).



Membre de divers regroupements (Fédération québécoises des organismes communautaires Famille, Carrefour action municipale Famille, etc.) l'OCF2 entretient aussi des liens de concertation et de partenariat avec une grande diversité d'organismes et d'institutions (écoles, CLSC) implantées dans le milieu. Ses représentants siègent à toutes les tables de concertation qui regroupent les intervenants autour de questions thématiques ou sur une base territoriale.

D'après les responsables, les familles qui utilisent le service de halte-répét fréquentent en moyenne l'OCF pendant trois ans. Elles ont aussi noté que certaines qui participent aux cafés-rencontres ou à l'une ou l'autre des activités pour les tout jeunes enfants y reviennent parfois quelques années plus tard, à une autre étape de leur vie familiale.

2 Le contexte organisationnel

L'OCF2 a pignon sur rue dans un quartier qui a longtemps été fortuné et demeure aujourd'hui encore relativement aisé, bien que dans certains secteurs, richesse et pauvreté se côtoient. La responsable de l'OCF interviewée raconte qu'il a fallu un effort certain pour convaincre les gens du milieu qu'«en matière de compétences parentales, les lacunes ou les problématiques n'ont souvent aucun lien avec l'épaisseur du portefeuille» et que la création de l'organisme allait répondre à un réel besoin. De fait, si la clientèle de l'OCF est composée de familles issues de différents milieux sociaux, «on est peut-être l'organisme communautaire où le niveau économique des participants est le plus élevé», dira une intervenante. «Il y a des mamans qui viennent chez nous qui ont de la misère à joindre les deux bouts, mais pour la majorité d'entre elles, le principal besoin est de briser l'isolement.» De l'avis de toutes, cette hétérogénéité est remarquablement bien vécue : «Il y a de tout, de tout ici ! confirme la responsable de l'organisme. Ne me demandez pas comment ça se fait que ça fonctionne. Je ne veux même pas y penser, j'aurais peur de briser ce climat d'entente.»

Même si la clientèle rejointe déborde désormais largement du territoire immédiat d'intervention de l'OCF, c'est aussi pour répondre à une demande émanant des parents du quartier que l'organisme a décidé de mettre sur pied une version anglaise de ses cafés-rencontres, les *Parents' Circle*. «Les familles anglophones qui habitent sur le territoire ont très peu de services», explique la responsable de l'organisation. Cela étant, elle dit toutefois comprendre le peu d'intérêt manifesté par les familles immigrées vis-à-vis de l'OCF2. Consciente qu'au sein d'autres OCF, la parentalité prend le pas sur les différences culturelles, elle souligne qu'«ici, c'est différent. Le gouvernement envoie les nouveaux arrivants à l'organisme communautaire spécialisé dans l'accueil des personnes immigrantes (OCI) et c'est lui qui devient leur référence.»

Elle signale aussi que la forte proportion de personnes immigrées qui habitent le quartier se traduit également par la présence, sur le territoire, de plusieurs associations ethno-culturelles, qui fédèrent les ressortissants de différents pays : pourtant, la direction de l'OCF est souvent invitée à participer à des soirées de réjouissance organisées par ces dernières. Preuve s'il en fallait de la force de certains de ces regroupements, elle précise qu'il existe aussi un groupe de scouts arabophones, qui s'est ajouté aux deux groupes, francophone et anglophone, existants. «Les enfants sont ensemble à l'école mais le mouvement scout est divisé par groupe culturel. C'est difficile de briser ça.»

3 La participation des familles immigrées

La diversité ethno-culturelle du quartier se reflète dans une certaine mesure au sein du personnel de l'OCF, dont les principales responsables avaient déjà une expérience personnelle des relations interculturelles avant leur entrée en fonction. Une des membres du C.A. est elle-même immigrée et hispanophone : ex-utilisatrice des services de l'OCF, elle y est revenue sous l'égide de l'OCI du quartier, dans le contexte du programme *À égalité pour décider*, qui vise à favoriser la participation de femmes issues de l'immigration à des postes décisionnels. Une des employées de la halte-répît est, elle, d'origine marocaine. La responsable de l'organisme fait un lien entre cette embauche et l'utilisation de la halte par quelques familles arabophones : elle précise que l'embauche d'une hispanophone, il y a quelques années, avait aussi entraîné l'apparition à la halte de quelques familles d'origine latino-américaine. « On les rejoint essentiellement par la halte », commente-t-elle, « mais ce sont surtout des jeunes mamans, nées ici de parents immigrants ou parfois même de troisième génération. Quand nous recevons des immigrants de première génération, ce sont surtout des latino-américains. »

« Ce n'est pas qu'on n'offre pas de services aux familles immigrées : toutes les familles sont invitées à nos activités et à plusieurs reprises il y a eu des mamans immigrées qui venaient, en particulier au début d'une saison de cafés-rencontres » explique une maman québécoise qui a d'abord fréquenté l'OCF pendant quelques années avant de devenir la coordonnatrice, à temps partiel, de ses activités. « Ce que j'ai remarqué, en tant que maman puis en tant que coordonnatrice, c'est qu'elles assistent à un ou deux cafés puis on ne les voit plus. » L'organisme a réfléchi aux raisons de ces départs. « Les mamans immigrées que nous avons reçues étaient des femmes instruites, pas démunies au niveau intellectuel. Certainement, la barrière de la langue peut être un facteur : même s'il y a une partie présentation au début de la rencontre, le thème c'est un peu un prétexte pour que les mamans se rencontrent, échangent et brisent leur isolement. Mais est-ce que c'est ça, ou est-ce que c'est parce que les valeurs véhiculées ne correspondaient pas à ce qu'elles cherchaient ? »

« À chaque fois qu'une nouvelle maman se joint au groupe du café-rencontre, je vais la voir à la fin, pour lui demander ses impressions. Mais si elle ne revient pas, je ne vais pas courir après, parce que notre mission, ce n'est pas l'intégration ; c'est d'accompagner les parents dans leur rôle, pas de les forcer. C'est sûr que dans le cas des mamans immigrées, je me mets à leur place, j'arrive dans un nouveau pays, c'est rassurant d'avoir quelqu'un qui te ressemble pour t'accueillir. Une personne essaie, mais si j'arrivais dans un nouvel endroit et que je ne m'y reconnaissais pas, je n'aurais certainement pas envie d'y retourner. »

Pour tenter de pallier à ces difficultés et de rejoindre ces groupes présents sur son territoire, l'OCF, en collaboration avec les écoles primaires de la municipalité, organise des séries de cafés-rencontres le soir, dans les établissements scolaires. Choisis en collaboration avec les directions d'écoles, les thèmes abordés reflètent les priorités convergentes des deux organisations : le respect et la discipline,

la relation parents-école, la prévention dans l'utilisation d'Internet par les enfants, etc. « Ici, la clientèle des écoles primaires est entre 40 et 45 % allophone, plus encore dans les secteurs plus défavorisés » explique la responsable de l'OCF. Avec nos cafés-rencontres dans les écoles on rejoint 30 % des papas et 10 % des allophones, ceux qui comprennent le français. Quand il y en a plus, à la pause, ils partent : ils ont reçu la lettre, ils ont pensé que la présence était obligatoire et ils sont venus avec un traducteur. »

Bien que la mission principale de l'OCI soit d'aider les nouveaux arrivants dans leur recherche d'un logement, d'un emploi et dans l'apprentissage du français, l'organisme offre aussi des séances d'information pour les familles sur une variété de sujets. Comme l'explique une intervenante de l'organisme, ce dernier mise sur le fait que la majorité des familles immigrantes choisissent désormais d'arriver ensemble dans leur nouveau pays et ses animateurs insistent pour que les deux parents viennent y assister : « Surtout au début, c'est très important que les deux parents reçoivent la même information, en même temps. Sinon, l'intégration ne se fera jamais de la même façon pour le père et la mère. » Il y a des interprètes à chaque séance et on essaie de regrouper les parents sur une base linguistique pour ne pas avoir plus que 3 ou 4 langues à traduire à la fois. Les sujets abordés sont pratiques : on parle du fonctionnement du système scolaire, de la Régie des rentes et des allocations familiales, de la préparation d'une boîte à lunch, de l'habillement ou encore de la Charte des droits. « Ça, c'est vraiment une source d'inquiétude pour les parents », explique l'intervenante. « Les enfants qui arrivent à l'école pénètrent un nouveau milieu et apprennent très vite des choses que leurs parents ne savent pas encore. Parfois l'information est transmise par les pairs, et ça devient un peu compliqué : par exemple, ils rentrent à la maison et disent à leur parent que s'il lui crie après il a le droit d'appeler la police. Les parents reviennent vite nous voir pour nous demander ce qu'il en est. »

« Les gens qui viennent ici disent qu'ils ont peur de ne pas comprendre la langue s'ils vont dans un autre organisme, et qu'ils ne se sentent pas prêts à franchir le seuil d'un endroit où ils ne connaissent personne » confirme-t-elle. Ici comme ailleurs, la langue dans laquelle vont se dérouler les échanges entre les participants aux diverses activités constitue un enjeu « On a la même problématique : il y a toujours une tendance des gens à aller vers d'autres personnes qui parlent leur langue ou qui viennent du même pays. Nous on les laisse faire un peu, par exemple avant le début d'une activité, mais on essaie vraiment de regrouper tout le monde sinon l'intégration ne se fera pas. Il faut que les gens connaissent d'autres personnes au sein de la société. » Elle ajoute qu'à son avis, les facteurs socio-économiques ont une influence sur le degré de facilité avec laquelle une famille nouvellement arrivée va chercher à participer à certaines activités, mais qu'ils ne sont pas déterminants.

Pour les personnes interviewées, outre la langue, la question du partage des valeurs constitue bel et bien un obstacle important à la participation des familles immigrées aux activités de l'OCF.

La mission de l'OCI, tel que présentée sur son site Internet inclut d'ailleurs « offrir des services adaptés, en tenant compte de la langue et des conflits de valeurs quant aux méthodes éducatives préconisées dans notre société par rapport au pays d'origine. »

« C'est sûr qu'ici, quand on aborde des questions comme la discipline ou l'attachement, c'est la vision québécoise qui est mise de l'avant et il se peut qu'elles ne se reconnaissent pas là-dedans » indique la coordonnatrice de l'OCF. « Peut-être qu'il y a une partie de l'intégration qui doit déjà être faite pour qu'elles se sentent bien dans nos activités ? Mais c'est à elles qu'il faudrait le demander. Moi je n'en ai aucune idée. »

La responsable de l'OCF se souvient de la brève participation de deux mamans immigrées à une série de cafés-rencontres, il y a quelques années. Lors d'un échange sur le thème de la violence, elles avaient expliqué que leurs maris les frappaient en rentrant, tous les vendredis soirs, après avoir consommé de l'alcool. « Elles en ont parlé. Il faut que tu aies des animatrices très bien formées pour gérer ce genre de situation. Elles ont expliqué qu'ici, c'était quelque chose d'inacceptable, qu'il y avait des lois pour protéger les femmes, et après la rencontre on les a pris à part pour leur donner d'autres informations plus précises. Après deux ou trois rencontres, on ne les a plus revues. On a fait le suivi nécessaire, on les a rappelées pour leur dire qu'on comprenait leur situation et que les portes seraient toujours ouvertes, mais on a compris qu'on venait d'ébranler toute une structure et que c'était trop menaçant pour elles de continuer avec nous. »

Toutes les situations ne sont pas aussi dramatiques, ce qui ne diminue pas pour autant l'importance des questionnements auxquels les parents immigrants sont confrontés. « Tant que les enfants ne sont pas à l'école, les parents sont dans une bulle, tout va bien » dit la membre hispanophone du C.A. de l'OCF. « Puis, vient ce moment où l'enfant est inscrit à l'école et où il revient à la maison et réalise la différence entre ce qui est véhiculé dans l'un et l'autre milieu. » « Plusieurs parents viennent nous voir pour discuter de questions liées à l'éducation des enfants » lui fait écho l'intervenante de l'OCI. « On me dit, "à 14 ans, les filles ici on le droit de faire telle chose, mais c'est quoi ?" Ça fait paniquer les familles, surtout celles au sein desquelles la discipline est importante. Mais les gens ne veulent pas aller dans un programme [de l'OCF] comme le *Y'a personne de parfait* ou le *Parent-ado*. Ils préfèrent aller dans une rencontre où ils peuvent seulement écouter, ou encore venir nous poser des questions en privé. »

Elle-même arrivée au Québec il y a une trentaine d'année, elle possède une compréhension intime du processus dans lequel ces parents sont engagés. « Au fur et à mesure, ils vont faire leurs expériences. C'est très difficile. Moi aussi j'ai eu des problèmes avec ça, j'ai essayé de choisir le meilleur de ce que je découvrais ici puis de garder et de transmettre ce que j'avais amené de mon pays, mais ce n'est pas évident. Et les gens, quand ils arrivent, il ne faut pas leur dire "écoutez, je ne sais pas ce que vous allez réussir à transmettre à la deuxième génération" parce qu'ils vont paniquer, s'accrocher à leurs valeurs du pays d'origine.

Nous, on ne peut rien imposer, il faut respecter.» Certains parents tendent à déployer tous leurs efforts pour préserver leurs valeurs de départ, d'autres décident au contraire de tout laisser derrière eux et d'embrasser celles de leur nouveau pays. Pour l'intervenante de l'OCI «on ne peut pas dire qu'il y ait un modèle plus fructueux que d'autres. J'ai connu des familles qui avaient opté pour l'intégration à 100% et qui ont eu de gros problèmes quand ils ont fait venir la grand-maman. On les voit arriver, elles nous disent "ça ne va pas du tout, mes petits-enfants ne parlent pas ma langue, ne vont pas à l'église, mangent n'importe quoi, je n'accepterai jamais cela", elles se révoltent et cela crée des situations extrêmement difficiles au sein des familles.»

Cette analyse est partagée par la membre hispanophone du C.A. de l'OCF. «On découvre des choses qu'on ne comprend pas et on les rejette justement parce qu'on n'en comprend pas la signification. C'est pour se protéger qu'on s'accroche et là commencent les tensions et les problèmes au sein de la famille. Ça devient un cercle vicieux, il faut gérer la tension, comprendre les façons de faire, les pratiques différentes, trouver une identité. C'est un effort qui interpelle aux niveaux psychologique, social, affectif et spirituel.»

De ces réflexions partagées est né un projet, piloté par cette dernière, de cafés-rencontres conçus spécifiquement à l'intention des familles allophones, qui seraient offerts par l'OCF, dans les locaux de l'OCI. «On s'est posé la question : pourquoi les familles immigrées ne participent pas à toutes ces activités? Peut-être est-ce à cause des conflits de valeurs, peut-être qu'ils ne sont pas prêts à accueillir des façons de vivre différentes. Si l'isolement, la détresse, sont la conséquence de la façon dont est vécu le fait migratoire, il faut faire ce cheminement avec les parents immigrants et les outiller pour qu'ils puissent faire face à ce processus. Notre idée, c'est en quelque sorte de préparer le terrain pour que, dans le futur, ils soient prêts à comprendre la logique de la démarche proposée par un organisme comme [notre OCF] et qu'ils puissent profiter des services offerts. Les gens [de l'OCI] sont passés maîtres dans l'art d'accueillir les immigrants, c'est excellent, mais le prix à payer c'est que les gens qui le fréquentent ne se retrouvent jamais parmi d'autres familles québécoises.»

Vu de l'extérieur, une collaboration plus étroite semblait aller de soi. De fait, «on était en contact depuis longtemps», explique l'intervenante de l'OCI. «On se connaît à travers les tables de concertation. Leur responsable a organisé des formations pour nos intervenants au niveau de la famille et souvent elle nous appelle lorsqu'on lui offre des cadeaux, des meubles ou d'autres effets. Moi, j'aimerais bien que davantage de familles immigrées fréquentent son organisme.» «Ce que je ne comprends pas», explique de son côté la responsable de l'OCF «c'est que c'est toujours à nous qu'on fait les dons. Quand je n'en ai pas l'usage, je redonne, et la première pensée que j'ai c'est toujours [elle cite l'intervenante]. Il n'y a pas de bureaucratie entre elle et moi.»

Pourtant, le projet a mis du temps avant de trouver sa forme définitive. «On se retrouvait deux organismes», explique la responsable de l'OCF: «l'un composé essentiellement de québécois de souche, l'autre où la majorité des employés et des bénévoles sont des immigrants. Il faut se connaître, se fréquenter, et se fiancer avant de se marier... Je leur ai parlé des problèmes que j'avais à travailler au niveau des compétences parentales avec les familles issues de l'immigration mais je pense qu'au début, les gens avaient peur qu'on vienne marcher sur leurs pieds.» Les contenus ont été définis conjointement avec les personnes ressources de l'OCI. «On va prendre ça une rencontre à la fois, on commence à un rythme d'une fois par mois et quand on aura fait six mois, rejoint un certain nombre de familles, on verra.»

«Il nous reste à fixer des dates, à faire de la publicité» explique la membre du C.A., qui va animer ces rencontres. «Nous n'avons aucune idée du nombre de parents que nous pouvons rejoindre, ni d'où ils viendront. Nous voulons aller en amont de ce qu'ils vivent, parler de la notion de valeur, de culture, des motifs qui font que l'on se sent rejeté parce que nos valeurs sont différentes, puis susciter une discussion.»

L'expérience vécue par les deux organismes confirme que la vision qu'ont les personnes de leurs rôles respectifs influe sur le rythme auquel se font de tels rapprochements. Mais de l'avis de l'intervenante de l'OCI, «les obligations sont très souples. Si on met l'accent sur nos missions, il y a de l'espace, surtout dans un environnement comme le nôtre. À Montréal, les choses se passent peut-être différemment parce qu'il y a beaucoup de groupes communautaires qui travaillent avec les personnes immigrées et que tous cherchent à rejoindre leurs clientèles. Ils ont tous leur territoire. Ici, le problème est qu'il y a trop de demandes. Ça n'arrête pas.»



1 Portrait de l'organisation

L'OCF3 a été fondé en 1999. Il est situé en milieu urbain, dans un quartier modeste ou existent également des poches de pauvreté.

Au moment des entrevues (janvier 2006), l'organisme comptait quatre employées permanentes et une douzaine de salariées, pour la plupart à temps partiel, embauchées dans le contexte de programmes particuliers ou grâce à des subventions.

En 2005, l'OCF3 a accueilli 249 parents et 222 enfants issus de 147 familles. Moins de 15% des familles accueillies étaient d'origine autre que québécoise. La majorité d'entre elles provenaient de pays arabophones, surtout du Maghreb, et les autres d'Amérique latine, du Viêt Nam et du Bangladesh. Leur proportion reflète le poids démographique de la population immigrée dans ce secteur très francophone; d'après les personnes interviewées, la présence de membres de communautés ethnoculturelles est un phénomène récent, et en augmentation. Le quartier ne compte toutefois pas d'organisme communautaire spécialisé dans l'accueil des personnes immigrantes.

Dans ses locaux, l'OCF3 offre une halte répit et tient des petits-déjeuners rencontres thématiques hebdomadaires, durant lesquels les enfants sont gardés pendant que les mamans discutent. Il organise également diverses fêtes ou sorties familiales. Les autres activités, plus structurées, peuvent être divisées en trois grandes catégories: les ateliers parents-enfants (0-18 mois et 18 mois-2 ans ½), les ateliers pour enfants (découverte de la musique, initiation à l'anglais, activités de groupe) et les ateliers pour parents seulement (décoration et artisanat, initiation à l'espagnol). L'OCF offre aussi un service hebdomadaire de garde en soirée et quelques nuits «Jeunes campeurs» durant la saison.

La plupart des activités sont gratuites mais l'absence de ressources financières ne constitue jamais un obstacle à la participation aux activités pour lesquelles une modeste contribution est demandée aux parents.

Outre ses propres locaux, l'OCF3 dispose également d'un point de services dans une Maison de jeunes située à proximité d'un HLM du quartier, où il offre un service de halte-répit et une activité hebdomadaire pour les 6-12 ans, le mercredi, jour où les cours à l'école du quartier se terminent à 14h. Outre ce partenariat plus étroit, l'organisme entretient également des liens de concertation avec une grande diversité d'organismes installés dans le même secteur et avec les institutions du réseau de la santé.

D'après la responsable de l'organisme, les parents («à 95% des mamans») et leurs enfants fréquentent l'OCF en moyenne pendant quatre ans.

2 Le contexte organisationnel

L'OCF3 est installé dans une zone urbaine traversée par des artères majeures. Ces voies de communication séparent le territoire en différents secteurs ; elles imposent également leur logique au développement urbain et à l'offre des services sociaux sur le territoire : la responsable de l'organisation explique par exemple que s'il faut dix ou douze minutes en voiture pour se rendre de ses locaux au CLSC, le même trajet, en transport en commun, peut prendre jusqu'à une heure et demie. Cette situation a d'ailleurs été prise en considération au moment de décider de la localisation de l'OCF, qui agit dans son secteur comme pôle de ressources pour la famille. Elle fonde aussi la logique territoriale qui préside à un premier niveau de regroupement des intervenants, qui se concertent désormais au sein de quatre grands secteurs géographiques tandis que des tables thématiques réunissent les intervenants de tous les secteurs autour de problématiques particulières (jeunes familles, toxicomanie, etc.).

La responsable de l'organisme décrit son quartier en termes imagés : « Il y a un mélange. Sur la même rue, tu as une grosse maison ancestrale et à côté un HLM ghetto, c'est vraiment contrastant ». L'immigration, en provenance notamment de pays arabophones, d'Haïti et d'Amérique latine, y est un phénomène récent. Pour reprendre les termes de la maman québécoise rencontrée en entrevue, la participation des familles immigrées aux activités de l'OCF « va avec les transformations du quartier ».

Les participants aux activités de l'OCF3 reflètent les caractéristiques socio-économiques du quartier. « On va avoir autant des mamans en congé de maternité pour un an, qui ont du temps et qui viennent ici pour voir d'autres personnes, que des mamans monoparentales, sur l'aide sociale... mais il ne faut pas perdre de vue qu'elles aussi veulent voir d'autres personnes. Elles sont tannées d'être enfermées toutes seules à la maison avec leur enfant » explique la responsable de l'organisme. Entre les unes et les autres, le courant passe bien. « Il y a un respect à travers ça : les parents, qu'ils gagnent 50 000 \$ par an ou 9 000 \$ par an, quand ton enfant fait une rage de dents, la nuit tu ne dors pas plus, peu importe l'argent que tu as. Quand ils viennent ici, ils ne parlent pas d'argent, ils parlent de ce qu'ils vivent et de ce qu'ils ont en commun, puis ils s'échangent des trucs. Je pense qu'il se passe la même chose avec les parents immigrants : on vient chercher ce qui nous rejoint et finalement, au fil du temps et des échanges, on apprend sur l'autre, sa culture et sa façon d'être. » Les motifs invoqués par la maman québécoise et les deux mamans immigrées – l'une originaire de Palestine, l'autre des États-Unis – pour expliquer leur présence à l'OCF3 corroborent cette analyse. Toutes trois invoquent d'abord la proximité de l'OCF de leur lieu de résidence, mais aussi un désir de briser l'isolement : « Quand tu décides de rester à la maison avec les enfants » explique ainsi la maman québécoise, « ça ne veut pas dire que tu veux rester dans la maison ! Tu t'ennuies, tu as besoin de relations humaines et de parler à d'autres gens qu'à des bébés. Ici c'est bien, parce qu'ils prennent ton enfant en charge et que pendant ce temps-là tu rencontres d'autres mamans. C'est une chose qui est bien ici, il n'y a pas seulement des activités parents-enfants il y a aussi des activités pour les mères... »

Pour une des mamans immigrées rencontrées, toutefois, les priorités étaient différentes. « Parce qu'on était une famille immigrée on ne connaissait personne et c'est la seule porte qui s'ouvrait. Nous, on peut supporter d'être seuls mais les enfants ont besoin d'autres enfants avec lesquels ils peuvent jouer. C'est pour ça qu'on est venus s'inscrire. »

Ici comme dans d'autres OCF le premier contact des parents avec l'organisme, et plus encore lorsqu'il s'agit de parents immigrants, se fait le plus souvent par le biais de la halte-garderie. En cours d'entrevue, la responsable de l'organisme souligne que l'OCF a « souvent engagé des personnes immigrées », de première ou de deuxième génération en tant qu'animatrices à la halte. Au moment de la rencontre, une des quatre employées à temps plein est d'origine chilienne tandis que la responsable de la halte-garderie est née au Québec de parents haïtiens. Interrogée sur un possible lien entre ces embauches et l'utilisation du service par les mamans immigrées, elle réfléchit un instant et indique que la présence de quelques enfants d'origine algérienne avait peut-être été liée, au départ, à celle d'une gardienne de confession musulmane, qui portait le voile, et qui était récemment arrivée du même pays.

« C'est sûr que ça peut favoriser » lui fait écho la maman québécoise interviewée, qui est aussi membre du C.A. de l'organisme. Du même souffle, elle précise que ce contrat d'embauche avait toutefois soulevé un certain nombre de problèmes : « Par exemple, les heures de travail : son mari ne voulait pas qu'elle fasse ci, ne voulait pas qu'elle fasse ça... C'est sûr qu'à compétences égales tu vas prendre la personne qui est la plus disponible ! Puis, quand la femme de l'un de ses amis a dû aller dans son pays sa femme à lui devait aussi s'occuper des deux maisonnées, faire la cuisine, le lavage, c'est incroyable, elle arrivait au travail fatiguée, la pauvre madame ! »

Elle raconte aussi que les impératifs familiaux ont également constitué un obstacle lorsque les responsables de l'organisation ont tenté de convaincre une participante d'origine maghrébine de devenir membre du C.A. « Je pense que ça aurait été merveilleux, mais elle nous a dit non parce que son mari ne voulait pas. On savait que son mari voulait souvent voir ce qu'elle faisait exactement alors j'ai proposé qu'on l'invite au premier C.A. pour qu'il puisse constater comment ça se passait, mais non : c'est un lieu de pouvoir et il ne voulait pas. Ça, j'ai trouvé ça dur... »

Occasion de répit pour les mamans et de socialisation pour leurs enfants, la halte-garderie, joue aussi pour les tout petits un rôle important, plus rarement mentionné, mais souligné ici par toutes les personnes interviewées, de lieu d'apprentissage du français. « Avant de venir travailler avec nous, notre employée d'origine chilienne a d'abord inscrit sa fille à la halte pour qu'elle apprenne le français » rapporte la responsable de l'organisme : « à la maison elle lui parlait en espagnol, son père, qui est italien, lui parlait italien ou anglais. Nous avons aussi une famille d'origine mexicaine qui est ici depuis trois semaines seulement ! C'est le dépannage alimentaire, qui est au sous-sol du presbytère, qui les a envoyés ici. Ils ont deux enfants et, de ce que j'ai compris, ils n'ont pas encore accès aux places en garderie,

mais eux sont à l'école de francisation et ils cherchaient une place où leurs enfants pourraient apprendre le français. C'est un peu la même situation avec les mamans asiatiques. Elles ne parlent pas du tout le français mais viennent à la halte pour que leurs enfants l'apprennent et soient prêts lorsque viendra le temps d'aller à l'école.»

«Au début, j'ai inscrit mon enfant à la halte, pour voir, mais presque tout de suite j'ai voulu qu'il puisse participer plus qu'une fois par semaine, alors nous avons aussi fait des activités» explique la maman d'origine palestinienne. «Même si moi je parle le français et que je suis enseignante, à la maison on parle toujours arabe et j'avais un peu peur qu'il ait un petit problème en entrant à l'école. Je l'ai inscrit aux activités pour qu'il déclenche.» Consciente du besoin, la responsable de l'organisme essaie de répondre autant que faire se peut aux attentes des parents. «C'est sûr que quand on sait que les enfants ne parlent pas la langue, on essaie de faire un petit spécial. En principe, chaque enfant a droit à une demi-journée à la halte chaque semaine, mais quand on peut, on essaie de leur offrir une deuxième demi-journée ou une journée complète pour les aider un peu et faire en sorte qu'ils entrent davantage en relation avec d'autres enfants qui parlent le français. Parce qu'à cet âge-là, c'est par le jeu et en écoutant les autres parler qu'ils apprennent.»

Est-il donc si difficile pour les parents immigrants d'obtenir une place en CPE? «Je ne sais pas, mais dans le cas des familles arabophones ou algériennes, j'ai constaté que c'est le père qui est réticent face à l'idée de la garderie à temps plein, parce que la mère doit rester au foyer pour élever les enfants. Le CPE à temps plein ne correspond pas à leurs valeurs: les femmes pourraient vouloir aller à l'extérieur du foyer, travailler. Les mamans n'en parlent pas clairement, mais je me souviens d'au moins une d'entre elles à laquelle j'avais proposé un plus long répit, sa première réaction a été de me dire qu'il fallait qu'elle en parle à son mari, puis elle est revenue en me disant qu'il n'était pas d'accord.»

Quoiqu'il en soit, au fil des ans et grâce un peu aux compétences des membres du personnel, le volet linguistique a pris une certaine importance au sein de l'OCF3. Au moment de l'entrevue, l'atelier hebdomadaire *My Funny Words* offrait aux 3-5 ans l'occasion d'un premier contact avec la langue anglaise. Quant aux mamans, c'est à l'espagnol qu'elles étaient invitées à s'initier, pendant que leurs petits jouaient à la halte.

«J'ai trois mamans d'origine algérienne qui se sont inscrites», explique la responsable de l'organisation. «Elles m'ont expliqué qu'elles viennent d'une région où elles avaient souvent à faire avec des Espagnols et que pour elle c'est intéressant de comprendre ce qu'ils disaient.» «Souvent, ces ateliers culturels, de cuisine ou d'artisanat par exemple, constituent la porte d'entrée pour les mamans immigrées» poursuit-elle. «C'est pas menaçant de faire des chandelles autour d'une table. Mais les participantes échangent et c'est comme ça, petit à petit, qu'il y a un apprentissage qui se fait et que tu découvres le milieu.»

3 Les relations entre les personnes

Chaleur, ouverture, souplesse : les mamans immigrées et la maman québécoise de souche utilisent les mêmes termes pour décrire l'accueil fait à toutes les familles qui franchissent la porte de l'OCF3. « Ici, dit cette dernière, on fait beaucoup d'efforts pour répondre aux différents besoins de tout le monde. Les gens sont ouverts et je ne sens pas de préjugés. »

« Quand on est venus pour s'inscrire, ils ne nous ont posé aucune question sur notre origine. Ça se voyait qu'on était des immigrants mais on a été pris en charge comme toutes les autres mamans avec leurs enfants » corrobore la maman d'origine palestinienne. « Moi je trouve ça surprenant qu'on voit si peu de différences ici » ajoutera plus tard la maman d'origine américaine. « Ce n'est pas nécessairement comme ça dans la société québécoise. En général, je vois une plus grande division, pas nécessairement d'ouverture. Ici, on est accueilli comme si la différence n'était pas importante. Parce que c'est ça, au fond : quand on est différent, on ne peut pas le faire disparaître, mais est-ce que c'est si important ? »

Interrogée sur le secret de cette ambiance, la responsable de l'OCF3, dont la famille élargie comprend des membres d'une autre communauté culturelle, hésite. « C'est une bonne question ! Parce que dans le quartier, en faisant d'autres projets, en entendant parler de ce qui se passe dans les classes, je sais qu'il y en a du racisme. Ici c'est un quartier malgré tout très québécois, et la mentalité est très québécoise. Pourquoi ici c'est différent... Peut-être à cause de la façon dont on travaille ou peut-être de la dynamique des rencontres, qui met tout le monde ensemble. »

Au sein de l'organisme, l'existence des différences est reconnue, mais ces dernières, loin de constituer un obstacle *a priori*, peuvent se transformer en atout. Interrogée sur leur incidence dans les pratiques professionnelles, la responsable de l'organisme indiquera dans un premier temps que l'origine de la personne peut l'amener à aborder l'intervention d'une façon différente, mais se dépêche de nuancer sa position. « Tout dépend de la personne elle-même, du temps qu'elle a passé au Québec et de sa capacité d'adaptation à la culture québécoise. Il y a donc plusieurs facteurs, mais il est certain que ce n'est pas la même interaction et qu'il y a vraiment une question culturelle. Mais en même temps, les personnes immigrées peuvent nous amener de belles choses. Par exemple, la gardienne de la halte-répit qui était d'origine algérienne avait monté un petit atelier sur son pays pour les 3-5 ans. Elle a amené de la musique, elle avait fait des pâtisseries, préparé le thé qu'ils donnent aux enfants, leur avait mis des foulards, fait des coiffures qu'ils font aux petites demoiselles. C'est intéressant pour les enfants, ça leur donne une ouverture et ça, c'est un gros plus que nous apportent les personnes immigrées : elles peuvent offrir aux enfants la possibilité de s'ouvrir sur un autre monde, d'explorer, et de comprendre qu'il y a autre chose dans la vie que notre rue, notre maison. »

«Moi je pense que c'est bien que mes enfants entendent d'autres langues, pour qu'ils soient habitués jeunes à trouver ça normal de ne pas comprendre la langue que deux personnes parlent devant eux. Comme ça on ne juge pas ou on ne se sent pas mal à l'aise quand quelqu'un change de langue devant nous, parce que c'est tout à fait normal de parler dans sa langue d'origine!» s'exclame la maman née aux États-Unis. Elle raconte aussi qu'à un certain moment, son conjoint a été muté dans une ville québécoise où la population était très majoritairement blanche et francophone. Après quelques années, «j'ai dit à mon mari, "je n'élèverai pas mes enfants là". C'était tellement difficile d'être différent dans cette ville-là! Moi, tant que je n'ouvrais pas la bouche ça allait, mais je voyais dans la rue des gens qui étaient d'une autre couleur ou qui avaient une démarche particulière, ils n'étaient pas acceptés. Je veux que mes enfants entendent d'autres langues qu'ils ne comprennent pas, qu'ils trouvent toutes les couleurs de peau normales. C'est un peu l'ambiance qu'on trouve ici: on est bien accueillis, on ne s'arrête pas trop aux différences de langue, de culture, on les remarque mais on ne s'y arrête pas trop. C'est aussi à cause de l'attitude d'ouverture et d'accueil des gens qui travaillent ici: ce serait difficile de s'offusquer dans un organisme comme ça.»

Ce refus d'accorder trop d'importance aux différences se traduit aussi dans la gestion des contenus des activités. «Je ne me suis jamais arrêtée, par exemple en me disant, "ah, une telle est dans mon atelier, qu'est-ce qu'elle va penser de ça?"» explique la responsable de l'OCF. «C'est sûr que les parents issus de l'immigration ont des expériences différentes, mais ceux qui choisissent de participer aux activités ont une grande ouverture. Souvent ce sont aussi des parents qui ont reçu une éducation poussée, mais lorsqu'ils arrivent ici ce n'est pas reconnu, alors ils restent à la maison.» Et la différence des valeurs ne suscite jamais de débats? «C'est sûr que les mamans vont dire comment ça se passe dans leur pays et parfois tu vois qu'il y a un moment de silence... puis il y a un parent qui relance en disant "ah ben, c'est différent!". Ce n'est jamais arrivé que des gens réagissent de façon négative. Je touche du bois, j'ai été chanceuse, ça a toujours passé comme une expérience différente de celle des autres personnes, de la même façon qu'une Québécoise peut énoncer quelque chose qui peut paraître énorme pour les autres. Il y a quand même un respect à travers ça, et une belle ouverture. Moi j'ai l'impression que les parents ne font pas de distinction et que tout le monde se situe au même niveau.»

Les deux mamans immigrées rencontrées partagent cette analyse. «Dans les ateliers, on parle de sujets liés à nos besoins ou à notre vécu comme parents, aux besoins des enfants, et j'ai surtout trouvé des choses qui se ressemblent» explique la maman d'origine américaine. «On n'a pas toujours les mêmes réponses mais là encore, chaque individu est différent.» La maman d'origine palestinienne corrobore, mais introduit à demi-mot une nuance: «Ça tourne toujours autour des enfants, ce qu'ils font à l'école par exemple, on me demande "vous, est-ce que vous faites comme ça à l'école chez vous?" donc c'est vrai qu'il y a des choses un peu différentes mais à la fin, on respecte la méthode et le travail de chaque organisation. Aussi, on n'a pas le choix, c'est comme ça ou... (rire)».

Si tout le monde s'entend sur la qualité générale des rapports, personne ne cherche toutefois à tracer un portrait idyllique de la situation. «C'est vrai que ça a l'air merveilleux ce que je vous ai raconté jusqu'à présent mais c'est parce que les mamans immigrées choisissent de ne pas aller dans les ateliers où elles recevraient une formation qui pourrait remettre leurs valeurs en question» explique la responsable de l'OCF. «On ne les voit pas dans les ateliers structurés, par exemple sur la discipline familiale. Je me souviens qu'une fois deux mamans d'origine algérienne s'étaient inscrites, en fait il y en avait une qui voulait et l'autre qui discutait avec elle en arabe, et celle qui voulait faire l'atelier m'a expliqué que son amie lui disait qu'elles ne pouvaient pas s'inscrire, qu'elles n'avaient pas la même éducation et qu'elles ne pouvaient pas y aller. Finalement, elles ne sont pas venues. Elles ne font pas exprès pour se mettre dans des situations difficiles. Cela dit, ce sont des personnes qui aiment échanger et qui veulent voir des gens. Elles mettent l'accent sur l'enfant et vont là où elles savent qu'elles vont être bien accueillies et que tout va être agréable.»

«Petit à petit, avec les ateliers, on commence à parler de notre pays d'origine, ça commence à rentrer plus profond, nous même on dévoile des choses, on parle de nos souvenirs. Ça dépend de l'atelier qu'on fait» dit la maman d'origine palestinienne. «Il y a eu des activités où on demandait à des personnes des communautés culturelles de nous montrer leur cuisine» raconte la maman québécoise. La responsable de l'organisation les a recrutées parmi les mamans qui font plus que la halte: il y a eu une Mexicaine, une Espagnole, une Vietnamiennne... Au début, chaque maman faisait une petite présentation, c'était bref parce que, bon, ce ne sont pas nécessairement des conférencières, mais c'était intéressant. Nous on apprenait des choses et elles étaient fières de nous parler de leur pays.»

Plus tard durant l'entrevue, cette maman raconte un souvenir plus difficile de ses tentatives de contact avec une maman de religion musulmane, qui porte le voile. «Il y a une madame, elle a toujours son voile, elle participe aux activités, moi j'ai essayé de l'approcher, elle me dit toujours bonjour avec un beau sourire mais moi je sens une barrière. Puis une fois, pour l'Halloween, on avait décidé que les enfants et les mamans se déguisaient en pirate et je lui ai dit, "si tu veux, je vais te maquiller" et elle a tout de suite répondu "ah non, ah non!" Je me suis dit que c'était peut-être culturel, elle m'a répondu en souriant, mais moi j'aurais trouvé ça le fun qu'elle embarque dans l'activité.» Elle qui dit avoir voyagé, qui compte parmi ses amis des gens nés à l'étranger et dont le fils a aussi des amis d'origines diverses regrette visiblement la situation. «C'est vrai qu'on a tendance à être bien avec les gens qu'on connaît, alors si tu essayes une fois d'approcher la maman et qu'elle te sourit mais qu'il n'y a pas moyen, déjà que tu es bien dans tes habitudes... En même temps, il y a aussi une gêne. Je trouve que le voile, ça fonctionne bien, ça met une barrière automatique.»

Les mamans immigrées aussi vivent des difficultés dans les rapports. La maman d'origine palestinienne explique ainsi que «pendant les activités, tout le monde se mélange mais par exemple, s'il y a un souper, chacune va vers l'autre... C'est parce qu'on est plus à l'aise. Si je trouve une autre maman qui parle arabe

comme moi... peut-être est-ce le besoin de parler un peu arabe avec elle, peut-être qu'on a besoin de se vider un peu». «Quand on sent une différence, on va peut-être chercher quelqu'un d'autre qui est aussi un peu différent» avance de son côté la maman d'origine américaine. «C'est vrai que le vrai défi, c'est les soupers. Tu vas rester assise longtemps à côté de quelqu'un». Facteur de rapprochement, la nourriture peut cependant être aussi un élément qui sépare: «Moi, les soupers, je ne m'inscris pas beaucoup» ajoute la maman d'origine palestinienne. «Pas seulement à cause de ça, mais parce que la nourriture est un peu différente. Oui, c'est ça, si c'est pas hallal... Ici, ils font attention, mais on participe peu à des fêtes ou à des activités où il y a de la bouffe.»

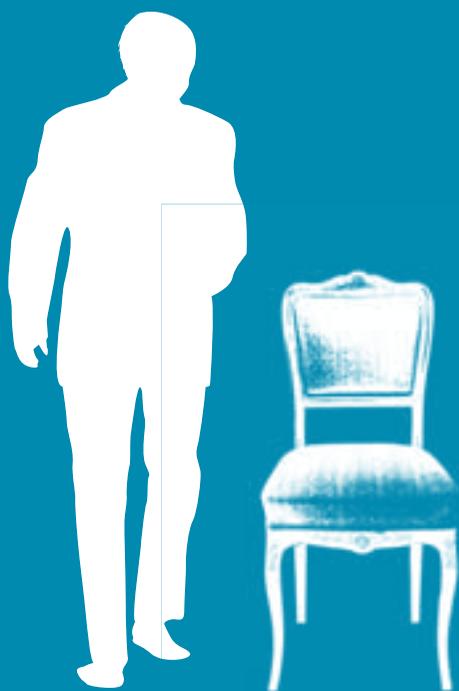
Toutes deux ont répondu, et répondent encore à des questions que leur posent d'autres mamans. «Dans mon cas, la différence était plus linguistique que culturelle» précise la maman d'origine américaine. Il y a des personnes qui m'ont posé des questions sur nous, sur la langue, des mamans qui m'ont demandé si mes enfants comprenaient le français. C'est quelque chose qui arrive aussi dans les lieux publics: par exemple, si je parle en anglais à mes enfants dans la pharmacie, je me fais regarder. Ici, il y a eu comme une vague il y a deux ou trois ans, puis ça c'est passé. Au cours des dernières années, il y a eu des animatrices de garderie qui étaient parfaitement bilingues et qui spontanément parlaient aussi en anglais aux enfants. Je trouvais ça bien qu'ils puissent parler les deux langues avec elles.»

«Mon mari est arrivé avant le 11 septembre et il a vraiment senti un *avant* et un *après*» explique la maman d'origine palestinienne. «Moi je suis arrivée en 2002 et j'avais un peu peur mais ici, au sein de l'organisme, je n'ai rien senti». Son voile a, bien sûr, suscité des questions. «Il y en a quelques unes qui sont un peu curieuses. Elles me disent "est-ce que je peux te poser une question?" et je sais immédiatement ce qu'elles veulent me demander parce que je me suis déjà fait poser cette question par pas mal de mamans... Tout simplement, j'explique que c'est notre religion. Il y a des mamans qui disent, "bon, c'est votre religion", il y en a d'autres qui restent quand même un peu... euh... oui, ça dépend, mais je n'ai jamais sentie être agressée par quelqu'un, jusqu'à ce jour, hein.» Les discussions ne sont jamais très profondes. «C'est surtout un échange d'informations, souvent à partir des nouvelles à la télé, on vient parfois me demander "qu'est-ce que tu en penses?". Pendant la guerre en Irak on me demandait aussi si je venais de là-bas.»

Et à l'extérieur de l'OCF, ces agressions existent-elles? Si elle déborde un peu du cadre immédiat de la recherche, sa réponse vaut d'être citée dans son intégralité pour la façon dont les difficultés s'expriment, à demi-mot. «À l'extérieur non plus. Peut-être aussi parce qu'on n'est pas... on est tout le temps près de notre maison, avec notre enfant... Les gens qui ont un travail, là c'est peut-être qu'ils sont plus... Mon mari, il me dit parfois... Pour l'instant, il travaille à la préparation de commandes dans un entrepôt de médicaments, pour l'instant car il a fait pas mal de formations dans l'assemblage en aéronautique. Lui il a pas mal vu... des immigrants comme lui... des Québécois... partout on en trouve, des gens comme ça.»

La maman d'origine américaine attribue le climat qui règne au sein de l'OCF3 à « l'ambiance créée par les gens qui y travaillent, par leurs politiques, leur réflexion ». Elle y voit une preuve qu'« on peut individuellement faire une différence dans les choses qu'on fait et dans notre façon de les faire. » Elle qui a vécu et travaillé à Toronto, trouve que « là-bas, c'est beaucoup plus intégré. On voit de toutes les couleurs, on entend toutes les langues et ça fait partie des lois de respecter la différence et d'embaucher des gens des différentes communautés culturelles. Je trouve que ça fait évoluer la société, peut-être un peu de force, mais il y avait certains discours très fermés qui n'étaient pas acceptables alors qu'ici, on les entend. Là où je travaillais, on nous avait donné un atelier sur la façon de réagir face à des situations de racisme. Moi je viens de la culture dominante et de la langue dominante et je ne suis pas confrontée à ces situations mais j'ai le droit d'interpeller et de dire " ce n'est pas correct ce que tu viens de dire ou de faire ", tu peux confronter la personne sans que ce soit la fin de votre relation ou de votre capacité à vous parler. Ici, on est loin de ça encore. »

Pour la maman québécoise, qui a dû gérer dans ses activités professionnelles les contrecoups de programmes de discrimination positive, « c'est important qu'il y ait une ouverture, mais je trouve ça important aussi de suivre le mouvement, parce que sinon, si c'est imposé, ça va avorter et ça va créer des tensions inutiles. Il faut qu'on apprenne à s'approprier. Les mentalités sont tellement différentes... »



1 Portrait de l'organisation

L'OCF4 est l'une des trois composantes d'un organisme communautaire voué à la lutte contre la pauvreté dans un centre urbain. Outre l'OCF4, dont la clientèle cible est les familles avec des enfants de 0 à 5 ans, ses deux autres entités, distinctes, sont constituées d'une part par une instance qui regroupe des travailleurs de rue et un comptoir alimentaire, et de l'autre par un lieu où des activités sont offertes à des groupes de jeunes de 6-10 ans et de 11-17 ans. Chaque composante jouit d'une large autonomie dans la définition et la gestion de ses activités. La coordonnatrice de l'organisation-mère assume toutefois une part de l'administration (finalisation des rapports et des demandes de subventions) de l'OCF.

L'organisation-mère a été créée à l'initiative des résidents d'un vaste complexe HLM, dans un secteur dont les habitants ont les plus bas revenus de toute la région. De façon statutaire, quatre des membres du C.A. de l'organisation-mère doivent être des locataires de ces HLM.

Au moment des entrevues, une membre du C.A. et une employée de l'organisation-mère étaient issus de l'immigration. Pour sa part, l'OCF4 employait trois personnes à plein temps et une stagiaire, toutes Québécoises de souche. Certains parents animent bénévolement des activités.

En 2005 l'organisme a accueilli 81 familles. Les participants aux activités de l'OCF viennent aujourd'hui de partout dans ce quartier géographiquement étendu; 30% des usagers inscrits aux activités et 50% des utilisateurs de la halte-garderie sont nés à l'extérieur du Québec. Il s'agit principalement de personnes originaires du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, parfois d'autres pays (Afghanistan, Kosovo). D'après les responsables de l'organisme, 17% des résidents du quartier sont d'origine étrangère.

La halte-garderie, ouverte deux jours par semaine (lundi et vendredi), est le service le plus utilisé par les parents immigrés.

L'OCF offre également de nombreuses activités structurées destinées aux parents de jeunes enfants : cuisine collective, formation/conseil en nutrition et fabrication de purées pour les bébés, ateliers d'orthophonie, ateliers *Y'a personne de parfait*, groupe d'éveil à l'écriture, bricolage, etc.

L'organisme propose aussi des activités ouvertes, des sorties (excursions en ville, cabane à sucre), des fêtes (Noël, Halloween), des activités spéciales durant la semaine de relâche. Il a aussi organisé un camp de jour durant les vacances estivales.

Les familles fréquentent l'OCF4 pendant en moyenne six mois.

2 Le contexte organisationnel

Les témoignages recueillis, tant auprès des employées que des parents – comme dans la plupart des OCF il s’agit presque uniquement de mamans –, indiquent que l’OCF4 est fortement ancré dans les spécificités historique et géographique du quartier où il se situe. Ce quartier est qualifié de « ghettoisé » par les trois intervenantes rencontrées. Sur le plan historique, expliquent-elles, la construction d’une autoroute y a provoqué la relocalisation d’une population défavorisée dans un complexe bâti sur le modèle des cités HLM françaises : « deux buildings, 12 blocs avec 12 logements par bloc et des maisonnettes en rangées », soit un total de plus de 450 unités dans un quadrilatère de quatre rues. Géographiquement, « le quartier est fermé sur lui-même, les premières lignes de blocs font dos à d’autres maisons, les parcs intérieurs ne sont pas vraiment accessibles aux gens de l’extérieur ».

Les familles qui participent aux activités de l’OCF4 viennent toutefois de partout dans le quartier. Elles peuvent participer aux activités lorsqu’elles y résident et qu’elles se considèrent comme étant à faible revenu. Sur ce plan, « la politique de l’organisme est une politique d’ouverture : si un parent qui décide de venir n’est pas réellement à faible revenu, c’est qu’il a vraiment besoin de venir pour d’autres raisons. Il est isolé, il a des difficultés avec son enfant [...], il a vraiment besoin de nous. » La majorité des parents participants sont des travailleurs à faibles revenus ou des bénéficiaires de l’aide sociale. Chez ces familles, les maux associés à la pauvreté (violence familiale, consommation de drogues ou d’alcool) sont courants. Trois écoles du quartier sont cotées 10 pour l’indice de *défavorisation*, c’est-à-dire qu’elles sont considérées par le ministère de l’Éducation comme appartenant à la catégorie des écoles les plus défavorisées.

L’arrivée de familles immigrées dans le quartier remonte à une dizaine d’années. Quelques unes d’entre elles vivent dans les HLM, mais elles ne fréquentent que rarement l’OCF4. D’après la responsable de l’organisme, « on dirait qu’elles se sont trouvées un réseau de gens de la même origine. Celles qui participent aux activités habitent pour la plupart plus loin dans [le quartier]. On a seulement deux parents des HLM qui viennent à la halte-garderie. » Ce service de halte-garderie est très utilisé par des familles immigrées. « Le lundi, je dirais que les trois quart des enfants ne parlent pas français », explique une des responsables, ce qui a pour conséquence de décourager certaines familles québécoises de souche parmi les plus défavorisées. « J’ai vu des parents avec lesquels j’ai de super bons contacts, qui étaient vraiment la clientèle cible, très isolés, de grosses difficultés avec leurs enfants, ici ça parlait arabe et espagnol, ils étaient dépassés. Je les ai perdus. Ils ont sentis qu’ils n’étaient pas à la bonne place. Les mères qui sont plus solides, qui ont voyagé plus, qui ont une plus grande ouverture, ça va ensemble des fois, elles ont plus de facilité à être à l’aise avec quelqu’un d’étranger, d’une autre religion d’une autre langue ou même d’une autre couche de la société, quelqu’un de riche. »

Tout comme les mamans québécoises de souche, la plupart des mamans immigrées sont référées à l'OCF par le CLSC ou encore par d'autres parents. Exception faite du YWCA, cité par l'une des trois mamans immigrées rencontrées, ces dernières disent ne connaître aucun autre organisme communautaire. D'après les intervenantes, ceux qui sont installés dans le quartier, y compris un centre multiculturel, ne sont pas sensibilisés aux enjeux spécifiques de l'immigration... et la même chose vaut pour les institutions: «Si on fait un signalement sur une famille immigrée à la DPJ, les deux bras leurs tombent. C'est sûr qu'il faut une intervention... mais il n'y a pas un seul intervenant qui sait même ce que sont l'Aïd et le Ramadan.» Bien souvent, l'OCF4 devient donc, bien malgré lui, l'unique lieu d'accueil de ces nouveaux arrivants: «Il y a plein de parents qui arrivent, qui sont non francophones et qui ne parlent pas un mot de français» explique une intervenante. «Là, on a de graves problèmes de rétention. L'autre jour, j'ai passé trois quarts d'heure avec des parents espagnols, trois quarts d'heure pour savoir depuis quand ils sont arrivés, ce qu'ils font, quand ils sont partis j'étais fatiguée! D'habitude, je m'attends à avoir toutes ces informations-là en dedans de dix minutes...»

Les animatrices de l'OCF4 confient qu'elles n'étaient pas préparées à la venue d'un nombre significatif de familles immigrées. L'une d'elle avoue: «à part des gens des pays européens, des Français, des Anglais et des Américains, à part à l'université, je n'ai pas rencontré beaucoup d'étrangers. Là où j'habite, c'est plus blanc que neige. Je parle à des amis, il n'y en a pas qui travaillent avec des personnes immigrées.» Même si les entrevues suggèrent qu'elles gèrent sans difficultés majeures des situations nouvelles et complexes, elles souhaiteraient pouvoir développer leurs capacités d'intervention. «Depuis quatre ans on essaie d'avoir des formations, mais à chaque fois [que nous avons pu en suivre une] la conclusion est invariablement la même: "c'est du monde comme nous autres"». Confronté à la situation, il y a quelques mois l'organisme-mère a pris les choses en mains, et ses intervenants ont monté leur propre activité, avec succès. «C'était la meilleure journée qu'on ait eue. On est allées chercher des mamans qui vivent dans le quartier. Nous, on a choisi trois parents de trois pays différents. On leur demandait une heure et demie chacun. On les a payés avec nos fonds de tiroir. On avait fait une liste de questions, la géographie, la religion, la politique dans leur pays. On a choisi des parents très ouverts sur les difficultés d'intégration, les enjeux, ce qu'elles trouvaient difficile. Ça a été extraordinaire.»

Une des intervenantes a surtout été marquée par «la douleur que les femmes immigrées exprimaient. Ces gens-là n'avaient pas envie d'être ici. [...] C'est beaucoup pour donner une meilleure vie à leurs enfants qu'ils sont venus. Ils avaient tous une belle famille, plein de belles choses là-bas. Moi, avant de me plaindre d'être obligée de jouer dehors avec mon enfant, je me dis qu'il y a quelqu'un qui a laissé ses parents et son pays pour son enfant. Je trouve que c'est de beaux exemples pour d'autres parents.»

Cette volonté et cet effort pour comprendre fonde par ailleurs leur façon d'aborder des questions comme la langue d'usage au sein de l'organisme. Souvent, lors des activités, les mamans immigrées se regroupent entre elles, surtout si elles sont plusieurs à provenir de la même aire culturelle ou linguistique. Dans ce dernier cas, elles ont alors tendance à parler leur langue d'origine, ce qui entraîne la formation de sous-groupes parmi les participantes. Une telle attitude est parfois mal supportée par les mamans québécoises de souche. Les intervenantes expliquent qu'elles tentent d'inciter tous les parents à parler constamment français, mais sans grand succès. Certaines de ces mamans immigrées semblent avoir un grand besoin de s'exprimer dans leur langue d'origine. «On a demandé longtemps de parler en français, mais ça ne marchait pas. Elles essaient, elles parlent français un petit peu, mais reviennent à leur langue comme si le besoin était le plus fort. On a eu de longues discussions sur ce sujet. On s'est dit que quelqu'un qui se retrouve dans un autre pays, isolé, qui rencontre enfin une personne qui parle la même langue, il faut le comprendre. Moi, me ramasser en Afrique, rencontrer une Québécoise dans un organisme, probablement que je lui parlerais en français, même si je connaissais la langue du pays.»

Il a donc été décidé de constituer des groupes mixtes pour les activités aussi souvent que possible, afin d'encourager l'usage du français, quitte à laisser les femmes immigrées se retrouver entre elles aux moments des repas. «Maintenant pour les repas on les laisse, c'est un espace de liberté et de confort. Ça leur fait du bien.» La solution ne réussit pas à éliminer totalement les frustrations des mamans québécoises de souche. «Certaines mamans se demandaient si les autres parlaient dans leur dos. On a essayé de trouver un juste milieu. Je pense qu'on ne peut pas faire une règle du français en tout temps. [...] Mais quand je vois que ça dérange, je dis : "là on va parler français parce que sinon ça sera difficile de se comprendre".»

Mais, comme le précise une intervenante, «le fait que quelqu'un parle une autre langue, c'est sûrement pas la seule difficulté que nos parents [québécois] ont comme problème de communication. [...] Ils vont au CLSC, ils ne comprennent pas pourquoi ils n'ont pas le programme OLO. Ils vont à la CSST pour un retrait préventif, ils ne comprennent pas pourquoi ils ne l'ont pas. Ils ont de la misère avec leur loyer à l'Office municipal d'habitation, ils ne comprennent pas parce qu'ils n'ont pas compris la règle. En fait, ils n'ont pas développé la capacité de dire : "je ne comprends pas, il faudrait que tu me l'expliques autrement" ! Il y en a une avec laquelle j'ai écrit une lettre, elle me disait "là mon mari il a *checké* [sic] la lettre et il m'a dit qu'il y avait trois niveaux langue, la nôtre, la tienne et celle dans la lettre".»

3 Les relations entre les personnes

Ainsi, au sein de l'OCF4, les relations entre les mamans québécoises de souche et les mamans immigrées sont souvent placées sous le double signe des différences culturelles, mais aussi sociales.

En effet, les trois mamans immigrées rencontrées dans le cadre de l'étude se présentent d'emblée comme des professionnelles qui, comme leurs maris, avaient de bonnes situations dans leurs pays d'origine avant de prendre la décision d'émigrer au Canada. Dès le début de l'entrevue, elles parlent d'abord spontanément des frustrations qu'elles vivent du fait de la non reconnaissance de leurs diplômes, de l'exigence de reprendre la plus grande partie de leurs études pour pouvoir exercer leur métier au Québec et de la difficulté pour des immigrés de trouver du travail ici, une situation qui, d'après elles, ne correspond aucunement à celle qui leur avait été décrite avant leur départ par les services d'immigration. Une d'entre elles envisage même de rentrer dans son pays, où elle a conservé son poste, et toutes trois se résignent très difficilement à devenir des femmes à la maison. Quand on leur demande ce que signifie pour elle l'intégration, elles répondent que ça commence par l'accès à l'emploi. Une travailleuse de l'OCF confirme que ce problème d'accès au travail et de reconnaissance des diplômes, « c'est le clash total ! »

Les participantes québécoises de souche aux activités de l'organisme sont pour la plupart peu scolarisées et celles qui travaillent détiennent des emplois non-spécialisés et peu rémunérés. Cette différence importante dans les parcours socioprofessionnels fait notamment que si les unes et les autres ont en commun d'avoir de faibles revenus (de 60 à 70% des participantes aux activités de l'OCF4 sont bénéficiaires de l'aide sociale) leurs perceptions de leur situation diffèrent, du moins dans un premier temps. Beaucoup de mamans immigrées originaires de pays en développement, se considèrent pendant quelque temps après leur arrivée comme relativement privilégiées. Toutefois, d'après une intervenante, « après quelques années elles commencent à dire qu'elles n'ont pas d'argent, même si elles ont le même revenu. [...] Le rapport à l'argent, elles cessent de le faire par rapport à leur pays d'origine. Elles le font par rapport à leur pays d'accueil, où effectivement leurs besoins augmentent. »

Les intervenantes ont noté que les mamans immigrées qui avaient les statuts sociaux et les niveaux de scolarité les plus élevés parviennent généralement à s'intégrer mieux que les autres. Par contre, celles qui ont le plus de difficultés sont généralement celles qui ont conservé le rôle traditionnel qu'elles avaient dans leurs pays d'origine – « comme l'une, hyper traditionnelle, elle fait son pain, ne sort pratiquement pas de chez elle, surtout en hiver. Elle a Internet chez elle et elle passe la journée avec une webcam à discuter avec sa sœur dans son pays. Elle est encore avec sa famille. Ils ne sortent pas en hiver, il fait trop froid. » D'après elles, « quand la femme est traditionnelle, il y a des fois derrière elle une dynamique d'homme *contrôlant* » et elles notent que les mamans immigrées les plus « traditionnelles », ne viennent pas régulièrement aux activités de l'organisme. Leur rapport à l'OCF ressemble selon elles à celui des femmes québécoises toxicomanes : « Une maman

qui consomme, elle va venir, puis tout à coup, sans aucune raison, elle arrête de venir. Puis elle va revenir un peu plus tard comme si de rien n'était. Ces mamans-là font pareil. Comme si tu leur avais parlé la veille. On dirait que quand le lien devient fort, elles arrêtent.»

Les mères non francophones, surtout des hispanophones, ne font souvent que passer: «D'après ce que j'ai vu, elles font rapidement le retour à l'école. Elles savent vraiment beaucoup de mots en français et au bout de trois mois, elles se débrouillent bien. Et dès que les cours de francisation commencent, elles ont des garderies à l'école.»

Les mamans québécoises de souche rencontrées perçoivent pour leur part les mamans immigrées comme appartenant à un groupe relativement homogène et différent des Québécois sur le plan culturel (langue, religion, alimentation, coutumes). Elles en parlent en utilisant des termes tels que *les madames*, ou *la dame noire*: à une exception près, celle d'une participante de longue date qui a francisé son prénom, dans les entrevues, les femmes immigrées n'ont pas de nom, contrairement aux Québécoises et aux employées de l'OCF. «Je suis pas capable de connaître ces noms-là» explique une maman québécoise.

Outre la halte-garderie, les mamans immigrées rencontrées utilisent d'abord les activités offertes par l'OCF4 pour apprendre ce qui peut leur être immédiatement utile dans l'éducation de leurs enfants. «Il y a une maman que vous avez vue ce matin, son enfant ne veut pas manger africain à l'école» explique une maman québécoise de souche. «Il veut manger comme ses amis, ce qui fait qu'elle ne fait plus que de la cuisine québécoise chez elle. Elle va même manger de la poutine. [...] Elle a l'air d'aimer ça et d'être contente.»

Beaucoup cherchent ainsi à se renseigner dans le but de favoriser l'intégration de leurs enfants: «Elles veulent répondre comme un parent québécois, parce ce qu'elles sentent que leur enfant est québécois.» L'éducation des enfants est le domaine où les préoccupations de toutes les mères, immigrantes et québécoises, se ressemblent. Une mère d'origine africaine fait le constat: «pour les enfants, je trouve que c'est la même chose. La relation entre la mère et son bébé, Québécoise ou non, il n'y a pas une grande différence».

Une maman québécoise fait remarquer que les enfants, entre eux, ne font pas de distinction, «c'est pas comme nous autres les adultes, ils jouent ensemble, ils regardent pas. Nous on regarde s'ils sont Québécois ou pas, mais eux les enfants ils sont des amis, c'est tout.» Elle constate elle aussi que les enfants constituent un sujet qui les rapprochent: «Quand on parle des enfants, tout le monde embarque. Il y en a, leurs enfants ne sont pas propres encore. La mienne qui est du même âge va aux toilettes. Il y en a une qui me demande: "C'est quoi que t'as fait?" Elle a commencé toute seule. À la maison je lui mets pas de couche.» Et quand certaines choses sont différentes, par exemple les déguisements des enfants lors de l'Halloween, «à travers les discussions avec d'autres mamans, on arrive à comprendre des choses qu'on ignorait» dit une des mamans immigrées, pour qui

les enfants représentent aussi une occasion, même superficielle, de socialiser avec des mères québécoises : « quand on va ensemble dans des commerces, mon petit voit ses amis. Donc je vois les parents, ça me change un peu. »

L'alimentation constitue un second sujet qui permet de développer les échanges. Les mamans québécoises ont l'habitude de gérer efficacement leur budget : d'après une intervenante, « le Publisac, c'est leur bible. Le beurre, elles peuvent toujours te dire où il coûte le moins cher cette semaine », mais les immigrées sont généralement moins débrouillardes sur ce plan et elles comptent peu lorsque le moment est venu de faire des courses. Après la halte-garderie, la cuisine collective organisée par l'OCF4 est l'activité la plus fréquentée par les mamans immigrées, qui s'initient aux ingrédients localement disponibles et aux habitudes alimentaires québécoises. Plus encore, « le contact avec les Québécoises qui viennent ici nous aide à avoir une idée sur la société québécoise. Comment les gens pensent ? C'est vraiment utile pour moi. »

Mais la non-consommation de porc par les familles musulmanes pose parfois problème. « Le jambon... le jambon » soupire une intervenante. « Une maman québécoise va parler du jambon, parce qu'elle sait bien qu'on en fait pas cuire du fait qu'il y a des parents qui n'en mangent pas. Elle le fait pour vérifier si on est constant. C'est pas qu'elles n'aiment pas les autres mamans mais on dirait qu'elles perdent leur pouvoir de choisir et qu'elles ne comprennent pas pourquoi elles ne peuvent pas manger de jambon. » Une maman québécoise est plus directe : « Dans le temps des fêtes, ben là ! On peut pas mettre de porc. Le jambon c'est pareil. Nous autres il faut qu'on s'intègre à leurs coutumes, mais eux autres non ! »

Les mamans immigrées sont aussi invitées à faire connaître les plats de leurs pays d'origine et d'après une intervenante, « toutes les Québécoises qui viennent ici mangent du couscous. Il y a un enrichissement des champs d'intérêt, comme avec la danse et la musique ». Une Québécoise de souche commente que le couscous, « c'est pas si pire, mais c'est pas des affaires qu'on mange tous les jours. [...] Il y a une madame arabe, l'année passée, qui a fait une recette. C'était bon, elle me l'a donnée. Il y avait du poulet, du riz, des légumes... On goûte à des affaires, mais ce n'est pas toujours... C'est comme eux autres, nos recettes, elles aiment pas tout non plus. Chacun ses goûts ! »

À partir du moment où les enfants de familles issues de l'immigration fréquentent l'école, ils deviennent, d'après les mamans rencontrées, presque en tous points semblables aux petits Québécois. Elles recherchent alors les contacts avec des mères québécoises pour comprendre comment éduquer leurs enfants. C'est particulièrement vrai quand ces derniers atteignent l'adolescence. « Je dois parler aux mamans pour savoir comment faire. Est-ce que ça se passe chez eux de la même façon ? [...] Moi toute seule je n'ai pas d'expérience et je n'ai personne qui va m'aider. Mon mari est toujours occupé dans ses études, donc je suis seule en face de mes enfants, surtout mon ado. »

Dès l'entrée des enfants à l'école, les choses se compliquent pour les mamans immigrées. Les rapports enseignants-élèves sont très différents de ceux auxquels la plupart d'entre elles ont été habituées. Une d'entre elles confie : « la première fois que mon fils est revenu de l'école, il m'a dit " je suis dans la classe de [Françoise] ". Je lui ai dit " on ne dit pas ça, on dit *Madame* ou *Maîtresse* ". Mais non, ici tout le monde utilise le prénom, [...] ça choque un petit peu. Ils donnent beaucoup de liberté aux enfants ». Une autre mère précise « Chez nous c'est au bâton que ça marchait. Ce qui fait que le petit, quand il voit le bâton, il se tient droit, il ne bouge pas. Mais arrivé ici c'est tellement doux : on envoie les enfants *réfléchir*... »

Lorsque les enfants grandissent se pose la question de leur autonomie. Par exemple, pour les mères immigrées interrogées, il est difficilement acceptable qu'un enfant de 11 à 13 ans puisse aller à une fête un soir alors qu'il va à l'école le lendemain. L'une d'entre elle à qui c'est arrivé décrit la scène suivante : « J'ai téléphoné et j'ai demandé à la maman si son fils organisait vraiment un *party*. Elle m'a dit oui, elle avait l'air surprise que je pose des questions [...]. Combien d'enfants il y a ? Cinq filles et six garçons. Quand je lui a demandé où elle habitait, car je la connaissais pas, mon fils pleurait. Il fait des crises à la maison : " mes amis font ça, il faut que je fasse ça ". Son père aussi a levé le drapeau blanc. » Une autre mère pose la question : « est-ce que c'est normal de laisser un enfant prendre le bus tout seul avant l'âge de 12 ans ? À la maison au moins il est en sécurité, mais prendre le bus tout seul... »

Face aux pré-adolescentes qui adoptent des comportements de femmes à la mode, l'incompréhension est encore plus forte : « on voit des filles avec le nombril à l'air, le visage bien maquillé, les cheveux bien coiffés [...], c'est pas normal à 11 ans. » Une autre précise le sens de cette crainte : « Chez nous, si tu as un enfant hors mariage, c'est fini, après tu as de la peine à t'intégrer dans la société ». Ces mères s'estiment toutefois autonomes et, à leur façon, libérées et progressives, contrairement aux stéréotypes auxquels adhèrent beaucoup de Québécoises de souche. « Elles ont une idée de l'homme [immigré] qui est un peu autoritaire avec sa femme. Moi je trouve que c'est le contraire, peut-être que ma grand-mère, son mari était autoritaire, mais maintenant ça devient de plus en plus l'homme compréhensif. Ça a beaucoup changé, la femme a ses droits, elle peut s'exprimer et avoir ses propres valeurs. »

Autre sujet de préoccupation, les mamans immigrées interrogées ne connaissaient pas dans leurs pays des organismes tels que la DPJ : l'une d'entre elles, en particulier, la craint énormément. « Comment peut-on faire ? On nous a habitué à mettre plus de discipline et ici la DPJ peut vous retirer vos enfants. Quand je suis arrivé, mon petit voulait me prendre de l'argent. Mon mari m'a dit " attention, il faut pas corriger les enfants dans la rue sinon quelqu'un peut appeler la DPJ ! " La DPJ pourrait m'arracher mon enfant que j'ai mis au monde ? Et l'affection, qui va lui donner ? Je ne comprends pas ». Informée de l'anxiété manifeste de la maman interviewée, une des intervenantes confirme : « Pour elle, tout ce qui est institutionnel, gouvernemental, c'est vraiment difficile. Il va falloir qu'elle m'en parle.

On pourrait même peut-être appeler quelqu'un de la DPJ pour dîner avec nous.» Une autre par contre voit la chose sous un angle plus pragmatique, et pose la question : « Nous, comme famille immigrante, est-ce qu'on peut être une famille d'accueil pour des enfants du Québec ? On a le droit ? »

Pour les mamans immigrées interrogées, l'OCF4 est visiblement l'un des rares sinon le seul endroit où elles peuvent discuter de ces questions avec des Québécoises. Deux d'entre elles déclarent ne pas avoir d'amies québécoises et ne pas trop comprendre comment se nouent des relations d'amitié. Pourtant, leur première impression est positive : « Je trouve les Québécois très gentils, c'est facile de communiquer avec eux », dit l'une mais une autre constate, « J'ai essayé de faire des amitiés, que les Québécoises viennent chez moi, mais une fois que tu veux affronter cette étape-là, je les trouve fermées. Elles ne te donnent pas d'occasion pour avoir des relations plus approfondies ».

Certaines réactions les laissent perplexes : « Une Québécoise, je ne veux pas dire son nom, je l'ai rencontrée ici, j'ai parlé avec elle et je la trouvais gentille. Elle m'a donné son numéro de téléphone. Deux ou trois semaines ont passé, j'ai appelé chez elle pour avoir une discussion, peut-être même qu'il serait possible de l'inviter chez moi. Elle me dit qu'elle a des invités et qu'elle ne peut pas parler avec moi. C'était très froid de sa part. [...] Même la poussette de mon fils, c'est elle qui me l'a offerte, elle est presque neuve. Le jour de l'accouchement, elle m'a amené plein de cadeaux, mais je cherche à l'avoir au téléphone, impossible. Maintenant je me pose des questions, est-ce qu'elle a des problèmes avec son mari, avec son conjoint ? Je suis perdue. » Une autre femme (originaire d'un pays dont proviennent peu d'immigrants) tempère toutefois un tel constat : « Il ne faut pas dire que c'est impossible, parce que moi j'ai des amies québécoises qui viennent manger chez moi². Mais tu ne peux pas aller chez elles comme ça se fait chez nous. » Ces femmes constatent finalement qu'il leur est toujours plus facile d'avoir des relations avec des immigrées, quelle que soit leur origine, qu'avec des Québécoises.

La nature des relations avec les animatrices de l'OCF n'est pas non plus claire pour toutes les mamans immigrées. L'organisme a pour politique que les employées ne fréquentent pas les participantes en dehors du travail. Mais ça ne va pas de soi pour ces dernières, ce qui est sans doute révélateur de l'isolement de certaines d'entre elles. Une travailleuse de l'OCF confie : « Elles ne comprennent pas nécessairement bien notre rôle. [...] Il y a une maman qui venait chaque lundi et qui me disait "viens chez moi, on va souper !" Je répondais : "mais non, je ne peux pas, je travaille ici". Elle revenait : "pourtant on est des amies depuis le temps qu'on se connaît, viens avec ton mari et tes enfants, je t'invite !" Il n'y a pas un parent québécois qui m'inviterait à souper chez lui avec mon mari et mes enfants. »

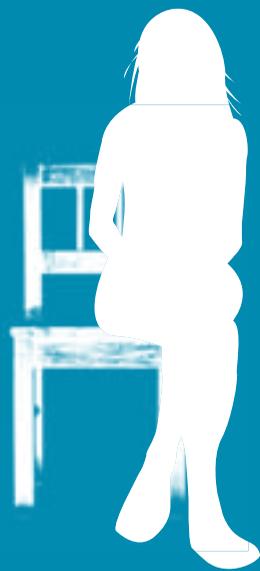
² Dans certaines régions du monde (Moyen Orient, Maghreb et Afrique subsaharienne), l'invitation à manger chez soi et son acceptation sont considérés comme des signes d'amitié.

Les entrevues avec les mamans québécoises permettent de cerner certaines réticences. L'une d'entre elles a eu une mauvaise expérience avec un propriétaire arabe et tend à assimiler les mamans immigrantes à cette personne : « J'essaie de pas trop les mettre dans le même bateau, mais des fois, quand elles parlent de leur religion... [...] Mon chum aime pas les Noirs et les Arabes. Je suis pas raciste, mais... ». L'école des enfants, parfois le travail et surtout l'OCF sont pour elles les lieux où, depuis quelques années, des contacts avec des immigrés se multiplient, non sans difficultés. « On ne sait pas de quoi parler avec eux autres. La culture pis toute, tu peux pas engager une conversation de même, comme nous autres entre Québécoises. [...] Il y a des petits clans, nous autres les Québécois et eux autres ensemble. »

Graduellement, au cours de l'entrevue, elles finissent par confier d'autres doléances : « Ce qui est platte aussi, comme le dit mon chum, "Tiens celui-là il a une maison, il a un char, il travaille et nous autres on a pas ça et on est icitte au Québec" ». Les immigrés auraient d'après elles un meilleur accès aux services gouvernementaux. « Ils ont plus d'avantages sur la plan gouvernemental. Comme dans les garderies, il y en a une justement [...] son mari a fait des pressions à la porte pendant une semaine. Elle a eu la place et d'autres l'ont pas. Et quand je vois qu'eux autres sont passés avant moi... » D'après les perceptions de ces femmes, les immigrés auraient plus de facilité que des Québécois défavorisés pour emprunter de l'argent, pour obtenir un logement dans un HLM, pour accéder au marché du travail, pour obtenir des dons de meubles dans le cas des réfugiés, etc. Le mot injustice n'est pas prononcé, mais face à des parents immigrés plus instruits, plus mobiles et peut-être mieux outillés pour revendiquer leurs droits et améliorer graduellement leurs conditions de vie, le sentiment semble bien présent.

La communication est l'outil premier qu'utilisent les intervenantes pour résoudre les problèmes interculturels manifestes. Il reste toutefois quelques sujets délicats et même tabous. La violence dans les familles québécoises de souche en est un : « on a des conflits de valeurs avec des mères québécoises, quand elle disent " moi l'important c'est la famille et c'est pour ça que je reste avec mon chum qui a essayé de me tuer l'année passée ". ». Du côté des femmes immigrées, le voile est sujet à controverses : « il y a une affaire qu'elles [les femmes québécoises] ne toucheront pas, c'est le voile. Nous on en a parlé beaucoup et à un moment donné il n'y avait plus de questions, mais elles n'auraient jamais ouvert un débat là-dessus, parce que c'est vraiment trop. On voit dans leur regard que ça peut devenir un conflit. »

Plus généralement, les animatrices considèrent toutefois qu'au-delà des différences culturelles et des divergences de goûts et d'opinions, les contacts avec des mamans immigrées ne peuvent qu'enrichir la perspective de mamans québécoises défavorisées. « Dans plein de sphères de leur vie, elles ne comprennent pas, elles lisent mal... Il y en a plusieurs qui ne vont pas [au centre d'achat du quartier voisin], parce que ça n'est pas leur monde. Elles apprennent qu'on peut aller ailleurs. [...] Dans le quartier, personne n'est allé à Montréal. Quand tu n'as pas d'argent, tu sors pas. Mais si tu regardes la carte, Maroc, Algérie, Afghanistan, il y en a d'autres qui voyagent en avion, en bus et qui sont allées ailleurs... »



1 Portrait de l'organisation

L'OCF5 a été créé en 1996. Il est situé dans un quartier modeste d'un grand centre urbain : le revenu total moyen y est inférieur à celui de la population de l'agglomération. Cependant, le pourcentage de la population qui vit sous le seuil de faible revenu (23%) est inférieur à celui de la population de la ville.

Selon les statistiques de 2001, les immigrants forment le quart de la population du quartier : de l'avis des responsables de l'organisme, le pourcentage est aujourd'hui plus élevé, surtout si on y ajoute les personnes plus récemment arrivées ou encore sans statut, qui fréquentent généralement l'OCF suite à une référence du CLSC.

Au cours de l'année 2005, l'OCF5 a employé 14 personnes, certaines à temps plein et d'autres dans le cadre de contrats à durée déterminée. Au moment des entrevues, l'organisme avait au total dix employé-es dont sept, y compris la coordonnatrice, sont d'origines autres que québécoise. Plusieurs personnes immigrées sont embauchées par le biais de programmes gouvernementaux d'insertion en emploi. L'OCF peut aussi compter sur l'apport de bénévoles, dont la grande majorité (12 personnes sur 15) est aussi, en 2005, formée de personnes issues de l'immigration. Enfin, il reçoit des stagiaires dans le cadre de programmes de formation offerts par des maisons d'enseignement de niveaux secondaire, collégial et universitaire.

En 2005, l'organisme a accueilli un total de 153 familles. La dispersion de ces familles sur le territoire est remarquable : elle tranche avec les paramètres habituels de fréquentation de ce type d'organisme, au point où les responsables de l'OCF ont senti le besoin de la cartographier.

En 2005, les familles immigrées, venues de 22 pays différents, représentaient 70% des participants aux activités de l'OCF ; ce pourcentage varie toutefois selon les activités et d'une session à l'autre. De façon permanente, elles forment la majorité des familles utilisatrices de la halte-garderie, un service par ailleurs réservé aux familles en difficulté, sous-scolarisées, immigrées ou réfugiées en attente de statut. Les familles immigrées qui utilisent la halte viennent en majorité d'Afrique de l'Ouest, du Tchad, de l'Algérie et de différents pays d'Amérique latine.

Outre la halte, l'organisme offre différentes activités aux parents et à leurs enfants jusqu'à l'âge de cinq ans (cafés-rencontres, ateliers sur le développement de l'enfant, le développement des compétences parentales) et il organise diverses fêtes et des sorties familiales. Un camp de jour est également mis sur pied durant la période estivale.

L'OCF5 entretient des relations de partenariat avec de nombreuses institutions et organismes du quartier et fait notamment partie de sa Table de concertation Famille. «Le sujet des immigrés est rarement abordé» précise toutefois la présidente du C.A. «On parle plus souvent des budgets.» Cependant, les membres de la Table se réfèrent régulièrement des personnes en fonction de leurs besoins spécifiques. L'an dernier, dans le même esprit, les responsables de l'OCF ont envoyé les éducatrices faire la tournée de tous les organismes communautaires du quartier avec lesquels elles entretiennent des liens afin que ces dernières connaissent mieux les services et les ressources disponibles.

Les familles fréquentent habituellement l'OCF en moyenne pendant trois ans et ses responsables regrettent de ne pas être en mesure d'offrir une gamme plus large d'activités, notamment pour les parents et les enfants âgés de plus de cinq ans. «On n'a pas les budgets pour déborder les jeunes enfants. On aimerait faire des projets intergénérationnels, des projets pour les hommes, mais tout ça demande des ressources financières assez stables. Par exemple, pour les hommes, si on a un projet et qu'on engage quelqu'un, il faut que la personne soit engagée pour au moins deux ou trois ans avant qu'elle puisse compter sur la présence stable de deux ou trois hommes qui vont enraciner le projet. C'est très difficile de trouver les budgets, on est toujours comme en équilibre. On vient de perdre 25 000 \$, le budget de la RSSS a été coupé de moitié. Alors on se dit, "est-ce qu'on embarque" ?»

2 Le contexte organisationnel

L'OCF5 est situé dans la portion semi-industrielle d'un quartier découpé en deux par un grand boulevard : résidente du quartier pendant plusieurs années, la maman québécoise de souche interviewée dans le contexte de la recherche dira que « de chaque côté du boulevard, c'est comme deux mondes ».

L'organisme s'est installé dans une zone où l'on trouve plusieurs rues de HLM où vit une forte proportion de familles immigrées. « On aurait cru qu'on aurait une concentration de personnes qui y habitent mais les familles qui fréquentent l'organisme viennent de très loin » commente la présidente du C.A., une québécoise à la retraite, rencontrée en même temps que la coordonnatrice, d'origine égyptienne. « Par rapport à la situation qu'on voit d'habitude c'est assez spécial ». Au début de l'année, les responsables ont tenté de rejoindre les familles du HLM par le biais de feuillets publicitaires déposés dans leurs boîtes à lettres. « On l'avait déjà fait et ça n'avait rien donné et cette année je ne pense pas non plus que ça a donné quelque chose » commente la présidente du C.A. Peut-être ont-ils gardé le papier, peut-être vont-ils venir à l'automne. Mais j'ai travaillé pendant plusieurs années en santé communautaire et c'est toujours très difficile de rejoindre la population qui a vraiment des besoins, qu'il s'agisse de Québécois ou d'immigrés. »

Il y a des différences dans les niveaux d'éducation et de ressources financières dont disposent les familles participantes. « La majorité des parents qui utilisent les services de la halte-garderie ont un secondaire terminé ou non terminé » poursuit-elle, « tandis que la majorité des parents immigrés qui participent à nos activités ont terminé leurs études universitaires. Je dirais que dans le cas des parents québécois, le niveau est un peu moindre. »

Interrogées sur la façon dont les mamans (les papas représentent au mieux 10% des participants) arrivent à l'organisme, toutes les personnes interviewées mentionnent l'importance du bouche à oreille. « Moi j'ai donné le nom à beaucoup de gens qui sont venus, c'est sûr que d'autres ont dû faire la même chose » explique la maman québécoise de souche. « Il y en a d'autres qui sont référées par le CLSC, d'autres qui voient les activités annoncées dans le journal local. »

Les différences entre les motivations qui amènent les uns et les autres à l'OCF ne sont pas liées aux origines des participants. Ainsi à la halte-garderie, explique une des responsables, « on en a qui sont déprimés, ils viennent mener leurs enfants parce qu'ils n'en peuvent plus. Il y en a d'autres qui vivent des situations de violence conjugale, ou encore qui ont vécu la guerre dans leur pays et qui ne sont pas capables de participer aux activités. Les mamans que vous allez rencontrer ne sont pas représentatives de ces gens-là. Parmi les familles immigrées, certaines viennent d'arriver, d'autres sont là depuis un ou deux ans, d'autres encore depuis quatre ou cinq ans et ils cherchent un emploi. Dans le quartier, le bureau de l'aide sociale est dans les mêmes locaux qu'Emploi-Québec et les gens ont des pressions énormes pour travailler. »

De fait, la situation des participantes aux activités semble bien différente. « Quand j'ai eu ma fille, je n'avais personne avec moi, pas de famille, pas de parents, rien, alors je me suis enfermée avec elle à la maison » explique une maman d'origine algérienne, qui travaillait comme orthophoniste avant d'avoir ses enfants. « Je suis venue ici pour sortir de la maison et de ma coquille avec elle. » « Après la naissance de mon deuxième garçon, je ne suis pas retournée travailler mais je trouvais ça un peu dur de rester comme ça à la maison » lui fait écho une maman d'origine française. « J'ai appelé au CLSC pour leur demander le nom d'une place où je pourrais faire des activités avec mes enfants et rencontrer d'autres mamans. J'ai trouvé l'endroit idéal ! Maintenant, c'est vraiment ma deuxième maison. » « Je pense qu'il y a beaucoup de femmes qui n'ont pas cette possibilité de discuter avec des gens qui vivent la même chose qu'elles, en même temps qu'elles » indique la maman québécoise. « Parce que tu peux l'avoir vécu cinq ans auparavant, ce ne sera pas pareil. Tu oublies des choses, certains trucs que tu utilises à tel ou tel âge. C'est pour ça que je viens encore ici même si j'ai déménagé et que ça me prend 45 minutes pour me rendre. »

Mais l'organisme attire aussi une autre catégorie de participants, surtout parmi les personnes immigrées. « Les gens qui sont instruits savent comment lire les journaux et s'informer. Ils vont venir ici pour s'intégrer, prendre de l'expérience, même bénévolement » explique la présidente du C.A., qui revient sur les difficultés particulières d'insertion en emploi des personnes immigrées. « Vous devriez voir le personnel de notre halte-garderie, ce sont toutes des bachelières. Parfois elles ont deux diplômes et elles travaillent à 9\$/heure : on en a une qui est originaire du Burundi, on a reconnu ses études mais ici c'est son premier emploi, et à 9\$/heure ! Ça fait de la peine, parce que nos employées, on les connaît mieux... »

Est-il plus facile pour ces employées issues de l'immigration de travailler avec les familles immigrées ? « Pas nécessairement ! J'ai remarqué qu'il y avait des mères qui viennent de certains endroits d'Afrique, elles connaissent leur milieu comme nous on connaît le nôtre alors elles ont déjà une idée de comment eux pensent. Ça veut dire que les conflits qui sont vécus en Afrique peuvent être transportés, et ça comprend le passé, les jugements, les préjugés... » « Ça crée parfois des richesses, parfois des difficultés », nuance la coordonnatrice. « Avec les parents de la garderie, ça crée toujours des difficultés. Dans les ateliers ça crée des richesses parce qu'il y a des échanges entre les personnes de différentes cultures. »

Il n'empêche que certaines de ces difficultés surgissent parfois là où on s'y attend le moins : la présidente du C.A. relate la période difficile traversée par l'organisme lorsqu'il a embauché une éducatrice québécoise, originaire de la ville de Québec et détentrice d'un baccalauréat en psychologie. « Elle était ici le 11 septembre 2001 et moi je n'y étais pas, mais on m'a raconté qu'elle en voulait à tous les Arabes ! À la fin de l'année elle devait travailler avec une Cambodgienne et une Haïtienne mais elle n'avait jamais travaillé ni même vu des immigrés à Québec : elle n'a même pas fini l'année, elle n'en pouvait plus. Elle a quitté pour aller travailler à Ste-Foy. Elle n'a vraiment rien accepté et elle n'était pas à l'aise. Pourtant c'est une universitaire. Ça m'a vraiment surpris qu'une personne avec

ce niveau de formation, et cette formation-là en particulier, réagisse de cette manière. Et bien sûr, avec les participants et les employés ça a créé beaucoup de problèmes.»

Au sein de l'OCF5, toutes les activités se déroulent en français. « On a eu ce problème de la langue, mais pas avec les participantes », explique la coordonnatrice : « c'étaient plutôt deux membres du personnel qui parlaient arabe entre elles. Ça dérangeait l'équipe alors on leur a dit qu'en présence des autres, elles devraient parler français. Oui, il m'arrive moi-même à la maison, avec mes enfants, d'utiliser des mots d'arabe, de français et d'anglais dans une même phrase, mais ici, on a donné un petit avis... » Mariée à un Égyptien et ayant elle-même vécu l'expérience d'une migration temporaire, aux États-Unis, la présidente du C.A. se souvient de l'enthousiasme avec lequel elle retrouvait d'autres francophones. « Dans certains groupes, des mamans venues de pays où on ne parle pas le français vont peut-être rester un peu en retrait parce qu'elles ne comprennent pas toujours tout, mais on a une éducatrice qui parle anglais et qui au besoin fait la traduction. »

Mais personne n'y voit un véritable enjeu. Interrogée sur le même sujet, la maman québécoise, qui travaille aussi comme animatrice suppléante durant le congé de maternité de l'une des intervenantes, précise : « Autant avant c'était le gros problème au Québec, autant aujourd'hui ce n'est pas une question qui se pose. Par exemple, depuis quelques mois il y a une dame qui est d'origine pakistanaise, elle vient ici avec sa fille et elles parlent uniquement anglais. Il y en a généralement quelques unes dans chaque groupe et d'autres, qui sont bilingues, qui savent que je le suis et qui me parlent parfois en anglais : à ce moment je leur réponds en anglais. Ça ne crée pas de frustration parce que si je dois leur dire quelque chose en anglais, je répète ce que je viens de dire dans l'autre langue. »

3 Les relations entre les personnes

Comme dans tous les OCF visités, c'est d'abord "être parent" qui fonde les relations entre les participants aux activités. «Entre mamans, on parle de choses qui nous concernent et de nos difficultés avec nos enfants et ça nous aide. On voit aussi qu'on n'est pas les seules à vivre ces situations et que c'est tout à fait normal avec les enfants» explique la maman d'origine algérienne. On trouve des points en commun, des solutions, on se donne une semaine pour les essayer et on se retrouve la semaine suivante.» Un exemple donné par les responsables de l'organisme indique jusqu'à quel point des familles venues d'horizons différents peuvent se retrouver autour de problématiques communes. «On a eu deux familles, un couple québécois et un couple pakistanais, qui ont été obligées par la DPJ de venir faire les dix ateliers du programme "Intervenir efficacement auprès de son enfant" : ils se sont bien entendus parce qu'ils ont réalisé qu'ils vivaient les mêmes situations! Dans ce groupe-là, il y avait aussi une maman d'Algérie qui avait vécu une guerre locale, elle faisait une dépression et devait prendre des médicaments pour la combattre. Et c'est une éducatrice du Burundi qui faisait l'animation...»

Pour la maman d'origine française, le caractère multiculturel de l'organisme reflète celui du quartier. «Ici, il y a des Québécoises et des gens de partout, c'est ce que j'adore : c'est très multiethnique et il y a plein de mamans qui viennent de plein de pays différents, elles ont toutes des histoires différentes. (...) Mais ici on est aussi toutes pareilles, des mamans avant tout, qui avons nos problèmes et nos bonheurs avec nos enfants.»

Les anecdotes relatées par toutes les personnes interviewées composent une fresque qui met à mal les archétypes généralement associés aux différentes catégories de personnes en présence. «Il y a des femmes qui fréquentent l'OCF et qui ne veulent pas que leur mari le sache. Pas beaucoup, mais il y en a quelques unes, et pas seulement des immigrées, des québécoises aussi!» raconte la coordonnatrice. Pour illustrer son propos, elle cite le cas d'une québécoise qui a fréquenté l'OCF : «son mari la contrôle complètement. Il allume ses cigarettes pour elle, elle ne peut pas sortir, même pour aller chez ses parents. Ça c'est un cas spécial, mais ça existe...»

«Si les gens viennent ici c'est parce qu'ils sont ouverts parce qu'ici, il y a de tout», dit la maman d'origine française. «Par exemple, dans mon groupe il y a une Québécoise qui s'est convertie à l'islam il y a deux ans, elle porte le voile, personne ne lui dit " euh, t'es pas un peu..." parce qu'après tout, c'est sa vie et ce n'est pas ce qu'on pourrait lui dire qui va y changer quoi que ce soit. Alors on écoute et c'est intéressant parce qu'on apprend plein de choses. Il y a aussi une fille avec laquelle je parlais elle est d'origine ukrainienne, mariée à un marocain, lui il est musulman mais elle, chez elle, la fête de Pâques, on célèbre ça avec du porc, c'est drôle! On a ri, mais on ne juge pas.» La maman québécoise apprécie l'effort fait par les mamans venues d'ailleurs. «Une chance qu'on a cet endroit-ci pour que les gens puissent se connaître. Il y a des gens immigrés qui ont lu sur l'OCF dans le journal

et qui se sont donnés un bon coup... ça prend du courage quand t'es tout seul puis que tu viens ici avec tes enfants. Ils veulent connaître, s'ils ne voulaient pas ils ne viendraient pas. Les mères veulent rencontrer d'autres mères. Au bout de la ligne, on a des religions différentes, des principes d'éducation différents, mais on est quand même toutes pareilles.»

Des relations durables se sont nouées ici entre mamans québécoises de souche et mamans nées à l'étranger: les responsables de l'OCF5 citent même le cas de deux d'entre elles qui, après avoir été participantes, bénévoles puis employées de l'organisme, ont ouvert leur propre garderie familiale et gardent le contact avec l'endroit où elles se sont rencontrées. «Ça m'est déjà arrivé de créer des liens mais en fait, le vrai point de rencontre c'est ici», nuance toutefois la maman d'origine française. «Sinon, chacun a sa vie, on a des enfants, plein de trucs, mais quand on vient ici on prend le temps. De temps en temps, on essaie de se voir à l'extérieur, d'organiser des sorties, une maman va faire des achats et elle nous dit "aujourd'hui je sors, si ça vous tente" au printemps et durant l'été ont fait des pique-niques» énumère la maman originaire d'Algérie. «C'est vrai qu'il n'y a pas ça partout, j'ai des amies qui sont soit au travail ou à la maison avec de jeunes enfants et elles me disent souvent "nous on n'a pas ça dans notre quartier". Moi je connais plein de mamans québécoises et on se voit à l'extérieur, on a une certaine affinité entre les mamans, il n'y a pas ce côté raciste...»

«Il y a des Québécois qui restent dans leur coin et ne parlent à personne, et des gens qui ont des difficultés avec la langue et qui souvent, ne parlent pas, mais qui viennent à toutes les semaines. Ils veulent simplement être là, entendre, il faut juste ne pas leur poser trop de questions» analyse la maman québécoise à partir de sa double perspective de participante et d'animatrice. Au fil de la conversation, elle mentionnera que son mari est anglophone mais ce n'est que plus tard qu'elle parlera d'autres expériences, antérieures. «Ma mère était anglaise, mon père francophone. Le français, je l'ai appris à l'âge de six ans, quand j'ai été transférée à l'école française. Tu viens de me faire penser à ça. Je me souviens d'être dans ma classe, il n'y avait pas un chat qui parlait la même langue que moi. Ils pensaient que j'étais l'élève du prof, je me souviens comme j'étais gênée, rouge, mal à l'aise. Ça fait une grosse différence quand les gens te posent des questions, puis tu veux répondre, mais tu ne comprends pas. Je peux comprendre ce que sentent les immigrés. Mais avant d'en parler avec toi, je n'avais jamais fait le lien avec moi-même...»

«Au niveau des participantes, je vois plus de curiosité que d'adversité» avance la présidente du C.A. «Les mamans québécoises sont curieuses, elles veulent en savoir plus sur les autres personnes immigrées.» «Les immigrants apprennent des choses sur le Québec avant d'arriver et ils ont un background, mais les Québécois n'ont aucun background sur les immigrés, parce qu'ils sont entre eux, dans leur pays» précise la coordonnatrice. «Leurs connaissances sont entièrement basées sur les expériences personnelles, ce n'est pas académique ou appris dans des livres, sauf ma présidente ici mais ça c'est une exception. Les autres ne prennent pas la peine de voir si telle chose est vraie, si c'est une interprétation personnelle ou un fait avéré.»

Bien sûr, le port du voile par les mamans musulmanes soulève immanquablement des questions. « Il y a... on sent... surtout au début » explique la maman algérienne. « Il faut un temps d'adaptation à une maman pour qu'elle s'adapte à une immigrée, à une voilée. Mais quand je suis venue la première fois j'étais avec ma belle-sœur alors même s'il y avait une certaine réticence des mamans québécoises, je le sentais mais ça ne me dérangeait pas parce que je connaissais quelqu'un. En plus, je travaillais avant alors ça ne me faisait pas peur. Si quelqu'un me voit mal, ça ne me dérange pas... »

Parfois, il faut tirer certaines situations au clair. « Une fois il y avait une discussion sur le foulard, les religions, et là je me suis levée et j'ai parlé de ma religion. J'ai dit " c'est la mienne, je ne vous dis pas de la suivre, mais c'est ma religion et elle est comme ça. C'est vrai qu'elle est mal vue, mais on n'est pas comme les autres nous voient. Non, parce qu'on est musulman ça ne veut pas dire qu'on est forcément un terroriste, toute personne musulmane n'est pas un terroriste. Parce que les terroristes, moi je suis musulmane et je dirais que ces gens-là ne sont pas des musulmans. Une religion qui, comme toutes les autres religions, aime la paix, ne ferait jamais ça." Oui, pour moi l'enjeu est plus autour du lien entre religion et terrorisme que sur les enjeux féministes, c'est du moins ce que j'ai remarqué. »

« En général, je dirais qu'il faut un temps d'adaptation » poursuit-elle. « Peut-être pour nous, c'est vrai, à cause du fait qu'on est dans un autre pays et qu'il faut qu'on s'adapte aux personnes du pays mais les autres ont aussi besoin de s'adapter à nous. Une fois, j'ai entendu quelqu'un dire qu'on avait " envahi le pays ". J'ai dit " je suis désolée, je ne suis pas sans papier, j'ai déposé ma candidature, on m'a acceptée, s'il n'avait pas voulu le gouvernement ne l'aurait pas fait. Je ne fais rien de mal dans le pays, au contraire. J'ai beaucoup aidé, comme orthophoniste j'ai beaucoup travaillé avec des enfants, c'est vos enfants justement ". Mais ça, ce n'est pas ici, c'est plus à l'extérieur. »

« Il y a beaucoup de choses qui se passent aujourd'hui et les parents en parlent beaucoup » opine de son côté la maman québécoise. Ce qui se passe avec les religions, les choses qui sont données aux immigrés. Il paraît qu'on ne peut pas avoir de croix dans les écoles mais là il y en a un qui a son couteau, des choses comme ça il y en a plein. Je ne pense pas que les parents pointent les personnes immigrées qui sont ici en tant que telles, peut-être qu'ils les voient d'une autre façon, mais ça fait une toile de fond et une frustration. Pourquoi est-ce que nous on n'a plus de catéchisme à l'école, puis là la prière s'en vient puis là les horaires des piscines ne conviennent plus, tout ce qui est aux nouvelles. C'est une frustration contre le gouvernement dans le fond, mais il y en a qui doivent s'en prendre aux gens qui sont à côté d'eux autres. »

Parfois, des sujets même anodins peuvent susciter un débat. « On n'a pas eu de discussions méchantes sur le voile » explique la maman québécoise. « Plutôt, on était à la cabane à sucre mais il ne fallait pas qu'il y ait du lard ! Mais la cabane

à sucre, c'est du lard ! Moi non plus j'aime pas le lard donc je mange des fèves et des œufs en sachant qu'il peut y avoir eu du lard à côté, mais je ne mange pas de jambon ou d'oreilles de criss. J'aime pas le méchoui, j'y vais pas non plus, parce que j'aime pas ça. Mais on ne peut pas faire des changements... »

La veille de notre rencontre, en tant qu'animatrice remplaçante, elle avait participé à une formation à laquelle la coordonnatrice avait inscrit quelques unes de ses éducatrices. « C'était une formation sur la tolérance. Au début je pensais que c'était sur la tolérance vis-à-vis des enfants, mais c'était pour des gens des OCF, et organisé par la Maison d'Haïti. L'animatrice nous a montré un schéma sur la tolérance. Quand tu fais juste tolérer, c'est pas fort... C'était pour nous montrer qu'on était tous différents même si on est pareils, et qu'il faut s'accepter. Mais il y avait quand même des questions. Comme l'a dit une dame, ce qui manque, c'est le respect. Nous, jusqu'où il faut donner ? Les immigrés veulent le respect mais nous on ne sent pas qu'on a le respect en retour. »

« Ici, je trouve que c'est pas mal, dit-elle en revenant sur l'état des relations au sein de l'OCF. Il y en a qui pensent comme ça mais on ne le ressent pas. Plus les semaines passent et plus les gens s'ouvrent. Il y en a qui prennent plus de temps, il y en a qui ne sont même pas intéressés à essayer, je dirais peut-être deux dans toutes les personnes qui fréquentent l'organisme, elles sont ensemble, peut-être est-ce qu'elles ne veulent tout simplement pas connaître d'autres personnes, peut-être par gêne... » Pour elle, au fil des années, la situation a beaucoup évolué. « Je me souviens, à l'époque, il y avait une musulmane qui fréquentait l'organisme, les participants ne comprenaient pas la façon dont elle vivait, ils croyaient que ses droits étaient limités et ils n'acceptaient pas ça, ils ne pouvaient pas comprendre qu'elle se respecte tout en se laissant piler dessus. Maintenant, on est vraiment un bon groupe... »

Peut-on alors, à force d'échanges, faire disparaître les incompréhensions ? « Je ne suis pas sûre que ça disparaît » opine la présidente du C.A. « On a notre opinion, par exemple les Québécois sur les anglophones. On a beaucoup de biais, bien sûr. Mais est-ce qu'on les connaît suffisamment ? Ce n'est pas une personne qui est l'image de tout le monde. »

